



OXFAM



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes

PENSER LE GENRE DANS LES RÉPONSES À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN TUNISIE

ENJEUX CONCEPTUELS, ÉTAT DES LIEUX, PISTES D'ACTION



Ministère des Affaires Étrangères
Finlande

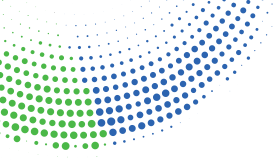
Grâce à la généreuse contribution
du Gouvernement de la République
de Finlande

Résumé exécutif
Novembre 2018

PENSER LE GENRE DANS LES RÉPONSES À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN TUNISIE

ENJEUX CONCEPTUELS, ÉTAT DES LIEUX, PISTES D'ACTION

RAPPORT FINAL – NOVEMBRE 2018



Préface

La présente étude, menée en partenariat avec ONU Femmes Maghreb – bureau de Tunisie a été saisie comme une opportunité pour interroger conjointement les stéréotypes de genre pour une meilleure compréhension des constructions sociales de masculinité et de féminité qui influencent la transformation de conflits au sein de la société tunisienne. Elle est le fruit d’une cocréation institutionnelle autour d’une étude stratégique pour Oxfam et ONU Femmes, alliant ainsi nos forces et ressources pour la réalisation d’un objectif commun. Cette étude, nous l’espérons, contribuera à repenser les approches autant sécuritaires que préventives à ces approches violentes et de conflit.

Il est par ailleurs important de signaler que la Confédération d’Oxfam a déclenché des réflexions profondes autour des mouvements et actes violents ainsi que sur les stéréotypes et effets de marginalisation produits par les discours y afférant ; à cet effet, nous sommes dans un processus d’évaluation du langage couramment employé et reflétant une lecture des situations que nous considérons influencée par une pensée dominante et par la vision sécuritaire des Etats, faisant abstraction des nuances dans le cadre des conflits, et impactant les stratégies et les réponses adoptées pour faire face à cette violence basée sur l’idéologie. Ces réflexions sont actuellement en cours de matérialisation en proposition de positionnement s’accompagnant d’une nouvelle politique de langage à l’échelle de la Confédération d’Oxfam, donnant aux mots et jargons employés une attention particulière, dans la mesure où ils seraient chargés d’hypothèses, porteurs de perceptions et de jugements de valeur.

Suivant la nécessité de faire des compromis dans le cadre de notre partenariat, nous avons accepté que cette recherche fasse usage de termes et de concepts utilisés aussi bien par le Système des Nations Unies que par les acteurs étatiques, les médias, les académiciens et la société civile et autres acteurs, tout en essayant de les décrypter et d’apporter un regard critique.

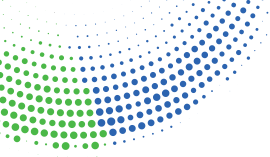
Les défis liés à la conduite de cette étude ont été nombreux, signalant par-là que nous touchions à un sujet sensible et complexe. Son exécution avait été prévue pour 8 mois et a été étendue à plus de deux ans. Ceci étant, nous sommes fiers du partenariat qui nous a lié à ONU Femmes et qui nous a permis, ensemble avec l’équipe de recherche, d’adresser ces limites et de proposer un nouvel éclairage scientifique sur la question. Outre notre partenaire à l’étude, je tiens ainsi tout particulièrement à saluer les efforts de l’équipe d’Oxfam, nommément Soufia Galand et Imed Zouari pour leur suivi diligent de cette étude, ainsi que l’équipe de recherche mobilisée à cet effet par Samuel Hall.

Nous nous engageons à poursuivre l’exploration du rôle des femmes et l’intégration du genre dans les approches relatives à la paix et à la transformation de conflits, à tirer les leçons et partager les expériences de pays tiers et voisins, à prendre part aux dynamiques en faveur de la consolidation du rôle de la femme dans le processus du plan d’action national 1325, et à co-construire nos programmes et interventions en partenariat avec les acteurs et parties prenantes actifs sur ce sujet en Tunisie.

Hela Gharbi

Directrice Pays

Oxfam en Tunisie



Pour ONU Femmes, il existe un lien direct entre les enjeux d'égalité des sexes et les droits des femmes, et l'extrémisme violent. En effet, les groupes terroristes et extrémistes placent la subordination des femmes au centre de leur idéologie, exploitant à leur avantage les normes et stéréotypes fondés sur le genre pour recruter des combattants et lancer des attaques, en utilisant la violence sexuelle et sexiste, y compris la traite, l'esclavage sexuel, les mariages forcés et les grossesses forcées, pour terroriser les communautés et générer des revenus¹.

Dans le même temps, certaines femmes appuient activement les groupes terroristes, sur les plans idéologique et opérationnel, et légitiment les discours extrémistes violents. Selon les chiffres les plus récents, les femmes représenteraient au moins 20 % à 30 % des combattants terroristes étrangers, ce pourcentage atteignant des niveaux sans précédent².

Partant de ce double constat, et dans un contexte de menaces accrues d'actes de terrorisme et d'extrémisme violent, l'implication des femmes et l'action en faveur de l'égalité des sexes représente une force encore insuffisamment utilisée en faveur d'une culture de la paix durable et inclusive. Les résultats d'une étude mondiale de l'ONU Femmes publiés en 2015 démontrent que les femmes constituent une ressource essentielle pour la promotion de la paix et de la stabilité et démontre que lorsque les femmes influencent les négociations de paix, les processus sont beaucoup plus susceptibles d'aboutir à des accords et que ces accords sont plus durables.

Cette nécessité de l'approche genre dans l'analyse et la prévention des phénomènes et mécanismes de radicalisation menant à la violence a également été soulignée par la communauté internationale, dont le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Dès 2000, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1325, créant un cadre juridique international de promotion de l'égalité de genre et mandatant les Etats membres pour qu'ils intègrent les femmes dans les enjeux de paix et de sécurité aux niveaux local, régional et mondial. La Résolution met officiellement en exergue la condition des femmes dans les contextes de conflit et de paix. En effet, les femmes, victimes de la violence et des conflits, se voient pourtant exclues des processus formels menant à leur résolution. La Résolution 1325 ne pointe pas seulement le rôle des femmes comme victimes des conflits, elle souligne également la nécessaire contribution des femmes à la prévention et à la résolution des conflits aussi bien à un niveau local qu'à une plus grande échelle pour une construction durable de la paix.

Cette étude vise à comprendre les rôles multiples que les femmes jouent dans l'extrémisme violent et sa prévention. Les femmes qui se retrouvent liées, de près ou de loin, à la violence extrémiste, ne constituent pas un groupe homogène de victimes ni de coupables. Ce serait déformer l'image et la situation réelle de ces femmes que de le prétendre. Tout l'enjeu est de comprendre dans quelles conditions ces femmes évoluent au sein des milieux extrémistes, ce qui compte pour elles dans ces situations et à quelles contraintes elles sont exposées, pour mieux y répondre et promouvoir un modèle pacifique de société et porteuse des valeurs d'égalité entre les sexes.

Leila RHIWI

Représentante du bureau multi-pays

ONU-Femmes Maghreb

Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, S/RES/2331 (2016)

Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité, S/2017/861



Objectifs du rapport

Ce document fait suite à la revue documentaire *Penser le genre dans l'extrémisme violent en Tunisie, Enjeux conceptuels et état des lieux*, partagé avec les équipes d'Oxfam en Tunisie et l'ONU Femmes Maghreb – bureau de Tunisie en mars 2017.

En s'appuyant sur les avancées du premier document, ce rapport préliminaire vise à présenter les conclusions des recherches de terrain des équipes de Samuel Hall sur la justice de genre et l'extrémisme violent en Tunisie.

L'objectif de ce rapport est de présenter de manière synthétique et claire les éléments suivants :

- S'appuyer sur la revue documentaire et le travail sur le terrain effectué en Tunisie pour affiner les concepts et évaluer leur pertinence contextuelle ;
- Identifier les tendances et facteurs principaux liés à la radicalisation en Tunisie, notamment dans une perspective de genre ;
- Enfin, évaluer l'impact de l'extrémisme violent sur les perceptions sociales de la masculinité et de la féminité.

Il faut noter que le présent document a constitué une base de discussion pour l'organisation par les équipes d'Oxfam et de l'ONU Femmes d'un atelier de réflexion et de consultation à Tunis, le 20 juin 2018, en présence des équipes de Samuel Hall. Les discussions et conclusions de cet atelier ont été ensuite intégrées au rapport, ainsi que les conclusions d'autres ateliers sur le sujet du genre et de l'extrémisme violent. Ces sessions, organisées à Beyrouth (mai 2018) et Nairobi (septembre 2018) font partie intégrante de la logique participative qui fonde l'approche même de cette recherche.

L'équipe de recherche Samuel Hall tient à remercier vivement les organisations, organismes et administrations, notamment ONU Femmes Maghreb – bureau de Tunisie et Oxfam en Tunisie, la société civile, les autorités gouvernementales et les autorités locales, qui ont soutenu et facilité ce travail. Elle remercie également les nombreuses personnes qui ont participé aux enquêtes, aux entretiens et aux groupes de discussion, à leur exploitation et analyse ou aidé d'une manière ou d'une autre à l'aboutissement de cette étude.

Les résultats, les analyses, les conclusions et les recommandations qui figurent dans cette étude sont ceux des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de quelque institution que ce soit, notamment :

- 1) *Oxfam International, Oxfam en Tunisie, 2) les Nations Unies, ONU Femmes ou leurs Etats membres respectifs.*

SOMMAIRE

Preface	3
Objectifs du rapport	6
Glossaire	8
Introduction	12
1. Cadrage méthodologique : définition du projet de recherche	13
1. Approche méthodologique retenue	14
2. Instruments qualitatifs	15
3. Ateliers de travail	16
4. Champ d'étude géographique	16
5. Limites et contraintes	17
2. Cadrage contextuel : la spécificité tunisienne	19
1. Les facteurs de l'extrémisme violent en Tunisie	20
2. L'extrémisme violent en Tunisie aujourd'hui	23
3. Les femmes dans l'extrémisme violent	27
4. Cadre institutionnel et juridique en théorie et pratique	34
3. Résultats de l'étude : hypothèses, enquête, questions	39
1. Le prisme générationnel (et identitaire) est central pour comprendre l'engagement des jeunes femmes tunisiennes dans l'extrémisme radical	41
2. La pauvreté et l'absence d'éducation ne sont pas les mobiles les plus pertinents d'explication	43
3. Les mécanismes d'adhésion à des groupes prônant l'extrémisme violent sont le fait de petits groupes (cellules) qui s'auto-alimentent dans leur radicalité	45
4. Il faut élargir le champ d'analyse des lieux de radicalisation au-delà de la mosquée et la famille	45
5. La dimension locale joue un rôle majeur dans le soutien et l'engagement dans des groupes liés à l'extrémisme violent	46
6. Le processus de radicalisation vers l'extrémisme violent est perçu par les femmes qui le subissent/ vivent comme rationnel, cohérent et émancipateur	47
7. Les constructions sociales de masculinité/féminité au sein des groupes extrémistes ont évolué	49
8. Les perceptions stéréotypées des femmes nourrissent majoritairement la compréhension et la perception par la communauté de leur engagement dans l'extrémisme violent	51
9. Les solutions proposées par les modèles de CVE/PVE ne sont pas pertinentes pour lutter contre l'extrémisme violent des femmes	52
10. Autres hypothèses à vérifier : la migration comme solution et le rapport à la police	54
4. Pistes de réflexion et d'action	57
1. Pistes de réflexion	58
2. Schémas de synthèse et Modèle de Déconnection	59
3. Pistes d'action et d'agentivité	61
4. Recommandations institutionnelles	62
5. Recommandations sociétales	63
6. Recommandations sociales et psychosociales	64
7. Stratégie de communication	65
<i>Annexe 1 - Sémantique</i>	<i>67</i>
<i>Annexe 2 - CVE et Justice de genre</i>	<i>70</i>
<i>Annexe 3 - Bibliographie</i>	<i>72</i>

Glossaire

Ce glossaire reprend les travaux de définition des concepts qui ont été présentés auparavant dans le rapport de pré-terrain et dans la revue documentaire. Elle permet de situer l'emploi des termes récurrents du rapport dans une définition précise et documentée. Le tableau ci-dessous présente les définitions principales des termes-clés dans le cadre de cette étude, qui seront approfondies dans les paragraphes suivants.

Tableau 1 : Définition des termes-clés de l'étude

Termes-clés	Définition et commentaire	Référence
Extrémisme violent	<p>L'expression peut être définie comme la volonté d'user de violence ou de menaces de violence par des acteurs et/ou groupes non étatiques afin de promouvoir un changement social, politique ou idéologique.¹ L'extrémisme violent correspond à « une idéologie qui accepte l'utilisation de la violence pour la poursuite de buts qui sont généralement de nature sociale, raciale, religieuse, et/ou politique ».² Il convient de distinguer l'acte (possiblement terroriste) de l'idéologie, qui peut elle-même s'exprimer selon des modalités diverses (soutien passif/actif, violent/non-violent, de propagande). Wibtrobe distingue entre un extrémisme qui se veut extrême dans ses méthodes mais pas dans ses buts et un extrémisme qui se dit extrême dans ces buts mais non dans ses méthodes (un usage de la violence limitée par exemple). L'extrémisme violent est considéré comme une troisième catégorie dans laquelle aussi bien les méthodes d'action et les buts revendiqués se veulent « extrêmes ». Il correspond donc à « une idéologie qui accepte l'utilisation de la violence pour la poursuite de buts qui sont généralement de nature social, raciale, religieuse, et/ou politique ».³</p>	DE LEEDE, <i>Women on the Frontline</i>
Radicalisme	<p>« Une idéologie qui remet en question la légitimité des normes et politiques établies. »⁴ Le radicalisme n'est pas spécifique à une idéologie religieuse et n'implique pas nécessairement l'usage de la violence. Dans la continuité de cette définition, la "radicalisation" sera prise comme le processus individuel menant au radicalisme. Dans le contexte tunisien, le radicalisme religieux, notamment lié à certaines conceptions de l'Islam, est le plus répandu. "En Islam, le terme renvoie souvent au recours à la religion comme moyen de légitimer la violence, le terrorisme, et la répression. La distinction entre radicalisme et résistance légitime est souvent difficile dans les circonstances contemporaines."⁵ Les différentes formes du radicalisme religieux présentes en Tunisie sont souvent englobées dans le terme de "salafisme-djihadiste". La mouvance du salafisme-djihadiste étant le plus souvent assimilée – à tort ou à raison – à l'extrémisme violent en Tunisie, elle constituera la majeure partie de cette étude.</p>	FAHMI & MEDDEB <i>Market for Jihad</i>

1 LEEDE, S. D. July 2016. Women's rights initiatives in countering and preventing violent extremism. Internal Report: Women on the Frontline (WoF).

2 STRIEGHER, Jason-Leigh. 2015. « Violent extremism: An examination of a definition dilemma. » Australian Security and Intelligence Conference

3 Idem.

4 FAHMI, G. & MEDDEB, H. October 2015. Market for Jihad: Radicalization in Tunisia. Washington DC: Carnegie Middle East Center.

5 ESPOSITO, J., et al. 2014, The Oxford Dictionary of Islam, Oxford University Press

<p>Terrorisme</p>	<p>Stratégie politique de terreur, visant des civils aussi bien que des représentants de l'État et cherchant à provoquer une réponse émotionnelle au sein des populations affectées.</p> <p><i>Plutôt qu'une idéologie, le terrorisme se comprend comme une tactique comprise dans les processus d'extrémisme violent,⁶ il « stratégie politique de terreur », visant des civils aussi bien que des représentants de l'État et cherchant à provoquer une réponse émotionnelle au sein des populations affectées. Dans le cas de la Tunisie il est intéressant de considérer la définition légale « d'infraction terroriste » comme « une entreprise individuelle ou collective et vise, par sa nature ou son contexte, dans le dessein de semer la terreur parmi les habitants et de contraindre indûment un Etat ou une organisation internationale à faire ce qu'il n'est pas tenu de faire ou à s'abstenir de faire ce qu'il est tenu de faire. »⁷,</i></p>	<p>OXFAM, <i>Counter- terrorism briefing</i></p>
<p>Contre-terrorisme</p>	<p>Approches légales financières, policières, d'intelligence et militaires afin de vaincre les acteurs ayant été définis comme terroriste.⁸ Le contre-terrorisme s'intègre à des politiques domestiques mais aussi à des accords de coopération internationale. Il représente le pendant purement conjoncturel et sécuritaire de la lutte contre la manifestation violente de l'extrémisme.</p> <p><i>Lorsque l'on analyse cette approche sécuritaire à travers le prisme du genre, il est aisé de constater son obsolescence. En se concentrant uniquement sur les acteurs visibles de l'extrémisme violent, le contre-terrorisme balaye les mécanismes structurels de l'extrémisme violent pour n'offrir qu'une réponse a posteriori. De plus le rôle des femmes quand elles ne sont pas des acteurs visibles est effacé des processus d'extrémisme.</i></p> <p><i>Enfin il est important de noter que l'approche sécuritaire ne prend pas toujours en compte les droits de l'homme dans des situations où les femmes sont souvent les plus vulnérables. Le récent rapport d'Amnesty international mets ainsi en lumière les dérives sécuritaires des activités de contre-terrorisme en Tunisie et il serait intéressant de voir les conséquences pour les femmes de la formulation et de la mise en œuvre de stratégies sécuritaires nationales (de lutte contre l'extrémisme violent.)⁹</i></p>	<p>OXFAM, <i>Counter- terrorism briefing</i></p>

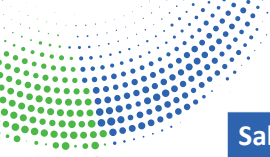
6 OXFAM 2015. Final Draft: Oxfam internal briefing on 'counter-terrorism' (C-T) measures, laws, policies and initiatives.

7 Article 13, de la loi de 2015 « relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent ». Il faut noter ici que l'ambiguïté des définitions de la loi ont été dénoncés par la société civile et que la loi liste les différents types d'infraction terroristes sans jamais vraiment définir le terme "terrorisme". <http://www.rfi.fr/emission/20150728-tunisie-loi-anti-terrorisme-hrw-amna-guellali-critique-debat-parlement> / http://www.huffpostmaghreb.com/2017/02/02/ong-tunisie-loi-antiterro_n_14576028.html

8 OXFAM 2015. Final Draft: Oxfam internal briefing on 'counter-terrorism' (C-T) measures, laws, policies and initiatives.

9 <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/tunisie-un-inquietant-retour-en-arriere>

10 AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie : une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe. Les Presses de l'Université de Montréal



<p>Salafisme</p>	<p>Mouvement doctrinal s'appuyant sur une « version littérale de l'islam qui affirme suivre le chemin des ancêtres islamiques » à travers un retour vers des interprétations ultérieures, considérées comme “pures” et une analyse littérale des sources religieuses et où le politique et le religieux se trouvent fusionnés et la stricte application de la loi islamique est vue comme nécessaire aussi bien dans les pratiques religieuses que sociales et politiques.¹⁰</p>	<p>AYARI & MERONE <i>Ansar al-charia Tunisie : une institution à la croisée des chemins</i></p>
	<p><i>Bien que cette distinction ne recouvre pas la diversité et la complexité des sous-familles doctrinales du salafisme, on peut généralement diviser ce mouvement en deux branches : le salafisme dit scientifique ou quiétiste qui prône une « immersion des fidèles dans les textes sacrés »¹¹ ainsi qu'un retrait de la vie publique et politique, et un salafisme-djihadiste prônant l'action et la résistance face à l'ordre établi à travers la prédication (da'wa) ou l'action armée.¹²</i></p>	
<p>Prévention de l'Extrémisme Violent (CVE/PVE)</p>	<p>CVE « Countering Violent Extremism » et PVE « Preventing Violent Extremism » sont des approches non-coercitives visant à agir contre l'extrémisme violent en considérant les causes structurelles de celui-ci, tout en respectant les droits de l'homme et les principes de bonne gouvernance.</p> <p><i>L'ONU, dans ses tentatives de coordination des initiatives Countering Violent Extremism (CVE) a certes réussi à proposer un cadre stratégique pour lutter contre l'extrémisme violent – en particulier grâce à la création du groupe de travail UN CTITF sur la protection et la promotion des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit dans la lutte contre le Terrorisme – mais n'a pas pour autant réussi à faire consensus sur une définition du concept, et l'étude du phénomène d'appropriation politique de ces notions représenterait en lui-même un sujet de recherche à part entière. La littérature sur la vulnérabilité des femmes notamment en développement international note que les femmes ont à faire à un double fardeau¹³ où (1) elles ont un rôle économique dans des contextes où il est plus difficile pour un homme de trouver un emploi, (2) un rôle social dans des sociétés où l'Etat-providence se rétracte et un rôle dans la sphère domestique. Ce triple fardeau se retrouve dans les stratégies de de-radicalisation ou de prévention du radicalisme où la présence des femmes dans ces trois sphères devient aussi une stratégie des politiques de CVE/PVE. Néanmoins, il faut aussi rendre compte de l'effet néfaste pour les femmes de cette approche, dans la mesure où elles peuvent devenir des cibles des organisations extrémistes en retour. En considérant les femmes comme sources d'influence au sein des familles et communautés, les stratégies de CVE peuvent aussi reproduire les stéréotypes de genre ou les femmes sont vues seulement comme mères et soutiens.¹⁴</i></p>	<p>DE LEEDE, <i>Women on the Frontline</i></p>

11 En Tunisie, Mohamed Khouja, le leader du mouvement Jahbat al-Islah, proche du mouvement Ennahada incarne la face visible et structurée de cette tendance. INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2015. Réforme et stratégie sécuritaire en Tunisie. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord. International Crisis Group.

12 MARKS, M. 2013 “Youth Politics and Tunisian Salafism: Understanding the Jihadi Current”, Mediterranean Politics, 18(1),104-111

13 SASSEN, S. 2000. Women’s burden: Counter-geographies of globalization and the feminization of survival. Journal of International Affairs, 53.

14 GTCF & OSCE 2013. Good Practices on Women and Countering Violent Extremism. Global Counterterrorism Forum

Genre	« Rôles, comportements, activités, et attributs qu'une société donnée à un moment donné considère approprié pour les hommes et les femmes. En plus des attributs sociaux et opportunités associés au fait d'être de sexe masculin ou féminin	UN WOMEN, Training Center, Gender Education
	<p>et aux relations entre hommes et femmes ainsi que filles et garçons, le genre réfère aussi aux relations entre femmes ainsi que celles entre hommes. Ces attributs, opportunités et relations sont construites socialement et transmises à travers des processus de socialisation. »¹⁵</p> <p><i>Le terme genre représente la « construction sociale de la différence entre les sexes », qui forme des représentations et catégories différenciées du masculin et du féminin.¹⁶ Pour Scott¹⁷, le genre est avant tout une relation de pouvoir reléguant les femmes à un certain rôle subordonné à celui de l'homme. Néanmoins, une approche plus empirique du genre consiste à dépasser le simple constat de l'inégalité des sexes pour analyser les représentations du masculin et féminin. Il est important de voir ici le genre comme un point d'entrée, un prisme superposé à d'autres facteurs permettant de mettre en lumière certains phénomènes sociaux. De ce point de vue, la philosophe Judith Butler propose dans Gender Trouble une critique généalogique, au sens foucauldien, du genre, afin de « démontrer que les catégories fondamentales de sexe, de genre et de désir sont les effets d'une certaine formation du pouvoir » (p. 53 de l'édition française). Il s'agit de « chercher à comprendre les enjeux politiques qu'il y a à désigner ces catégories de l'identité comme si elles étaient leurs propres origine et cause alors qu'elles sont en fait les effets d'institutions, de pratiques, de discours provenant de lieux multiples et diffus » (p. 53).</i></p>	

Les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violents sont dirigés par les États et accordent la priorité à la sécurité. D'autre part, des recherches menées par le UNDP (<http://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>) ont montré que la majorité des personnes, en Afrique, franchissent la dernière étape pour rejoindre des groupes violents d'idéologie en raison des actions des services de sécurité dirigés par l'État.

Oxfam et ONU Femmes sont conscients que le cadre et la terminologie utilisées peuvent délégitimer les griefs, restreindre les possibilités de dissidence et avoir un impact négatif sur les droits des femmes (http://gaps-uk.org/wp-content/uploads/2018/06/GAPS-report_Prioritise-Peace-Challenging-Approaches-to-P-CVE-from-a-WPS-perspective.pdf).

Toutefois, cet article utilise un langage courant dans les conversations quotidiennes et les médias pour faciliter la compréhension,

15 UN WOMEN, Training Center, Gender Equality Glossary.

16 CAWTAR 2014. Gender and Decentralization in Jordan, Libya, Tunisia and Yemen. Tunis: Center of Arab Women for Training and Research.

17 SCOTT, J. W. 1986. Gender: A Useful Category of Historical Analysis. The American Historical Review, 91.

Introduction

*Ils dévorent ma pureté
j'oublie ma douleur
je ferme mes portes
je me recroqueville à l'intérieur
je me pelotonne...*

Naïma Assid, Les frissons d'un rêve, 1982

Le phénomène appelé communément « extrémisme violent » en Tunisie est généralement associé par l'opinion publique à une jeunesse surtout masculine, marginalisée socialement, culturellement et économiquement, et dont les revendications pendant le « Printemps arabe » n'ont trouvé qu'un faible écho dans la recomposition du système politique post-2011. Quoique souvent pertinentes pour analyser le phénomène dans sa globalité, ces simplifications échouent toutefois à le penser dans sa nuance et donc à réellement en présenter l'originalité dans le contexte tunisien. Or, la question du genre est centrale pour comprendre l'extrémisme violent dans la diversité de ses modes d'engagement en Tunisie : « (...) un des terroristes de l'attaque de Ben Guerdane de mars dernier (mars 2015) s'est radicalisé à cause de sa femme. Elle s'est radicalisée et ils sont partis ensemble s'entraîner en Libye avant de revenir. »¹⁸

Cette étude financée par Oxfam et ONU-Femmes (UNWOMEN) vise à « permettre de décortiquer et comprendre les implications de l'extrémisme violent en Tunisie dans une perspective du genre ».¹⁹

En effet, les différentes représentations des femmes dans l'extrémisme violent produisent souvent des essentialismes présentant les femmes comme des soutiens passifs et non-violents,²⁰ ou un remède miracle aux causes structurelles de la violence.²¹ Pour critiquer ces stéréotypes, il s'agit de confronter les analyses classiques de l'extrémisme violent – notamment l'aspect générationnel et l'attention aux réalités contextuelles²² – et le prisme du genre.

Dans cette perspective, penser l'extrémisme violent à travers le prisme du genre permettra non seulement **d'apporter une meilleure compréhension de l'engagement et des répertoires d'action des femmes dans les mouvances extrémistes, mais surtout de comprendre comment les constructions sociales de masculinité et féminité influencent ces phénomènes.** Il s'agit aussi de penser les réponses à l'extrémisme violent, aussi bien les approches sécuritaires que préventives, pour comprendre les effets des politiques sur la position des femmes dans la société.

Enfin, si l'étude suivante se centre sur la Tunisie, les conclusions de la recherche en termes de méthodes et d'hypothèses viseront aussi à penser ce lien dans d'autres pays voisins. L'originalité de l'approche méthodologique utilisée pour ce projet de recherche tient notamment à la mise en dialogue des conclusions de la recherche de terrain tunisienne avec la recherche effectuée dans d'autres pays (Liban, France, Sénégal et Kenya, au gré d'interviews, de conférences et d'ateliers).

L'expression « extrémisme violent » peut être définie comme la volonté d'user de violence ou de menaces de violence par des acteurs et/ou groupes non étatiques afin de promouvoir un changement social, politique ou idéologique. Voir LEEDE, S. D. July 2016. Women's rights initiatives in countering and preventing violent extremism. Internal Report: Women on the Frontline (WoF).

La politique d'Oxfam consiste à éviter d'utiliser un langage qui marginalise des individus ou des groupes. Oxfam condamne toutes les formes de violence à l'égard des civils et reconnaît que, dans certains cas, des individus et des groupes adoptent une idéologie qui nie toute autres vision du monde différente de la leur et recourent à la violence pour le faire prévaloir: dans certains contextes, certains acteurs qualifient cela par « extrémisme violent ».

Tout comme avec d'autres formes de violence, Oxfam estime que le terme « extrémisme violent » est inutile et reconnaît les effets préjudiciables qu'un tel étiquetage peut avoir sur les communautés, les groupes marginalisés et les avancées de la justice de genre. Catégoriser les personnes comme risquant d'être impliquées dans cette violence peut avoir une incidence sur leur capacité à exprimer des griefs légitimes et les stigmatiser, ce qui souvent accentue encore leurs difficultés à faire entendre leur voix - extrait de la politique d'Oxfam quant aux agendas de la Prévention/Réponse à l'extrémisme violent

18 Entretien avec une chercheuse travaillant au sein d'une ONG internationale en Tunisie sur les questions d'extrémisme violent en Tunisie, mars 2016. Rapport de recherche non publié.

19 ONU Femmes et Oxfam, Termes de référence de l'étude « Recherche sur les femmes et l'extrémisme violent en Tunisie: entre défis sécuritaires et justice de genre ». 2016

20 KHORSKHORAVAR, F. 2016. Radicalisation. Maison des Sciences de l'Homme.

21 BEN YAGHLANE, B., "Women can help fight terrorism in Tunisia" The Huffington Post online. Date unknown.

22 Différence entre les régions, prédominance dans les quartiers populaires périurbains ...

1. Cadrage méthodologique

Définition du projet de recherche



1. Approche méthodologique retenue

L'étude des représentations sociales est un instrument essentiel à l'analyse des faits sociaux, et tant la question du genre que celle de l'extrémisme violent nécessitent une compréhension de l'environnement social dans lesquelles elles s'inscrivent. Comme l'écrit Pierre Bourdieu, « *la représentation que les groupes se font d'eux-mêmes et des autres groupes contribue pour une part importante à faire ce que sont les groupes et ce qu'ils font. La représentation du monde social n'est pas un donné, ou ce qui revient au même, un enregistrement, un reflet, mais le produit d'innombrables actions de constructions qui sont toujours déjà faites et toujours à refaire* »²³.

Ces constructions sociales de la réalité, présentes dans le langage, orientent l'action des groupes qui les produisent comme de ceux qui en sont les produits ; la construction sociale « est déposée dans les mots communs, termes performatifs qui font le sens du monde social autant qu'ils l'enregistrent, mots d'ordre qui contribuent à produire l'ordre social en informant la pensée de ce monde et en produisant les groupes qu'ils désignent et qu'ils mobilisent »²⁴. Dans cette logique, l'approche mixte initialement proposée (alliant un questionnaire quantitatif et une approche qualitative) a été abandonnée au profit d'une approche strictement qualitative. Au-delà des raisons mentionnées, il faut souligner la difficulté à obtenir des autorisations en bonne et due forme de la part des autorités tunisiennes. L'approche retenue à l'issue des révisions méthodologiques et de l'étude de la faisabilité du terrain a toutefois permis d'obtenir un niveau de nuance suffisant pour l'analyse, à défaut d'offrir une image représentative du phénomène.

En particulier, une conclusion du rapport de pré-terrain a été d'axer l'analyse de l'extrémisme violent et du genre sur la dimension psychosociale afin de capturer le lien entre dynamiques personnelle (individu) et collective (groupe). Cette approche psychosociale est encore peu exploitée dans le cadre tunisien, contrastant avec d'autres pays d'étude des phénomènes de la radicalisation. En Tunisie, comme le rappelle Olivier Moos,²⁵ les analyses de la mobilisation djihadiste se sont essentiellement centrées sur les angles suivants : la situation socio-économique ; les effets d'opportunité introduits par la transition et la libéralisation politique ; le désenchantement post-révolutionnaire et les itinéraires des djihadistes ; l'ouverture du marché religieux et la vacance de légitimité. Ainsi cette étude tend à présenter d'autres pistes de réflexion, issues d'une analyse qualitative des données collectées lors de discussions de groupes, et appuyées par des entretiens avec des experts et des ateliers de réflexion, avec des chercheurs et praticiens spécialistes du genre et de l'extrémisme violent.

L'étude des discussions de groupe, à travers le langage performatif, les expressions couramment employées, le positionnement du locuteur soulignent un certain nombre de tendances, de problématiques relatives au genre et à l'extrémisme violent qu'il convient d'exposer. Ainsi, à travers l'étude des représentations sociales de populations-cibles plus ou moins exposées directement à la question de la radicalisation, ce rapport tente de faire émerger un certain nombre de points d'analyse pertinents dans le contexte tunisien des problématiques de genre et de l'extrémisme violent.

23 BOURDIEU, P. La paysannerie, une classe objet. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 17-18, novembre 1977.

24 Idem

25 MOOS, O. 2017. Le phénomène djihadiste en Tunisie, Religioscope, Etudes et Analyses, n°40, Décembre 2017 http://religion.info/pdf/2017_12_Moos_Tunisie.pdf

2. Instruments qualitatifs

Les entretiens avec des organisations de la société civile et des expert(e)s du genre et de l'extrémisme violent

Ces entretiens visaient à dresser un panorama des divers acteurs œuvrant à la croisée de relations du genre et de l'extrémisme violent afin de clarifier les problématiques de recherche. Ces entretiens ont permis d'établir un cadrage théorique utile pour les discussions de groupe et le terrain (entretiens en phase préliminaires) et/ou de contribuer à l'analyse ou de tester des hypothèses (entretiens en phase d'analyse). L'équipe de recherche a notamment pu rencontrer les organisations gouvernementales, non-gouvernementales, les centres académiques et les acteurs de la société civile listés dans l'annexe 5.

Les discussions de groupe

Les 12 discussions de groupe qui ont été conduites à Douar Hicher et à Medenine en février 2018 ont compris entre quatre et sept participant(e)s, sélectionnés selon des catégories d'âge (18 à 34 ans et plus de 34 ans), et selon leur sexe (non-mixité). Elles se sont tenues en collaboration avec des partenaires ayant une assise locale à Douar Hicher et à Medenine. La sélection des participant(e)s a été opérée sur la base du réseau local de ces deux associations. Il va de soi que le recours aux réseaux professionnels et personnels des associations locales a pu créer un biais socioculturel, voire cognitif, chez les participant(e)s.

Deux modérateurs issus de ces associations, ayant suivi au préalable une formation aux objectifs du projet et à l'usage des guides d'entretien, ont facilité l'interaction des participant(e)s pendant des sessions d'environ deux heures. Parallèlement à la série de questions, était proposé un exercice d'association de mots, un exercice de groupe visant à l'élaboration d'un itinéraire de la radicalisation, en tant que processus différencié pour les hommes et pour les femmes ; enfin, les participant(e)s ont été priés de réagir à un certain nombre d'images qui leur ont été soumises, et de sélectionner celles qui leur semblaient le mieux correspondre au terme de « violence » ou « dialogue », afin d'initier la discussion.

Tableau 2 : Groupes de discussion – théorie et pratique

Méthodologie initiale	Femmes		Hommes	
		1		1
Révision méthodologique	Femmes		Hommes	
	Jeunes	+34 ans	Jeunes	+34 ans
	2	1	2	1

3. Ateliers de travail

A l'issue de ces discussions de groupe, l'équipe de recherche a prévu l'organisation d'ateliers de consultation impliquant des expert(e)s, des chercheurs, des représentant(e)s d'ONGs et d'agence onusiennes et des représentant(e)s gouvernementaux, afin de les faire réagir sur les données de la recherche et d'enrichir les débats et les échanges d'expérience. Ces ateliers conviendront un maximum de 8 à 10 participant(e)s, afin d'encourager la participation des chercheurs et la discussion collective. Un premier atelier s'est tenu à Beyrouth le 8 mai 2018 avec la participation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Agence France Presse (AFP) et Lebanon Support, un centre de recherche libanais. Cet atelier a permis de faire l'examen des hypothèses de recherche et de discuter leur validité dans le cas libanais. La synthèse et les notes de cette journée sont en annexe du présent rapport. Ces ateliers de consultation diffèrent de l'atelier de restitution organisé à Tunis le 20 juin 2018, et qui visait à présenter le rapport et ses conclusions aux partenaires d'Oxfam et de l'ONU Femmes afin de valider le rapport définitif. Il est donc différent des ateliers de travail, qui visent à confronter les données collectées au regard critique d'experts sur le sujet.

4. Champ d'étude géographique

Les zones sélectionnées pour l'étude sont les suivantes :

- Douar Hicher (La Manouba, Tunis)
- Medenine

Le choix s'est porté sur ces différentes localités, car, de *facto en Tunisie*, «*la géographie des marginalisations sociales et économiques recoupe largement celle des espaces d'implantation et viviers de recrutement du militantisme salafiste* »²⁶. Ces zones, parmi les plus séditieuses pendant le printemps tunisien, ont enregistré des vagues importantes de départs pour les théâtres de conflit dans le sillon de la Révolution (2011-2013) ; ainsi que le déclare une participante à Médenine, l'impact de ces départs est visible et ressenti dans ces localités : « *Les jeunes s'influencent et partent. Une amie à moi qui habite à Ben Guerdane, m'avait dit que dans son quartier il n'y a presque plus de jeunes, ils sont tous partis aux foyers de tensions* ».

Devenues au lendemain de la Révolution des fiefs des mouvements salafistes et du parti Ennahda – pour rappel, aux dernières élections municipales d'avril 2018, à Medenine, Ennahda a réalisé un score de 50,7% des voix²⁷ – ces zones sont ainsi des

Carte 1 : Terrains de l'étude



26 MOOS, O. 2017. Le phénomène djihadiste en Tunisie, Religioscope, Etudes et Analyses, n°40, Décembre 2017 http://religion.info/pdf/2017_12_Moos_Tunisie.pdf

lieux majeurs de rencontre des acteurs qui ont été exposés plus ou moins directement aux phénomènes du salafisme quiétiste et du salafisme djihadiste.

Par ailleurs, on relève également une certaine surexposition médiatique de ces communautés qui semble avoir renforcé la stigmatisation déjà existante : « *Les médias ont détruit le moral des jeunes à Douar Hicher, et chaque incident est reporté de façon excessive dans les médias* », rapporte ainsi un participant d'un groupe de discussion. Le sociologue Imed Melliti²⁸ dénonce une géographie de l'exclusion qui devient « une géographie du mépris », essentialiste, qui par le truchement du regard médiatique, « dépolitise » la question de la marginalisation, et en fait une propriété inhérente de ces périphéries. Les logiques de l'information et des médias renforcent la mise au ban de ces populations. A Medenine, les discussions soulignent quant à elles l'impact de la prise de Ben Guerdane, le 7 mars 2016, qui est devenu un référentiel dans l'histoire du terrorisme en Tunisie.

5. Limites et contraintes

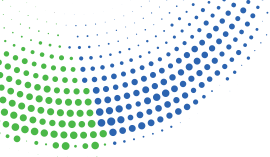
L'épreuve du terrain a mis en lumière plusieurs difficultés dues à la nature du sujet d'étude :

- L'obstacle majeur de cette étude tient ainsi à l'impossibilité d'une observation directe et d'une analyse des profils de radicalisé(e)s. Plusieurs mois de familiarisation sont nécessaires pour obtenir la confiance de ces personnes et pouvoir conduire des entretiens avec elles ; le format de cette recherche ne pouvait que difficilement se prêter à cet objectif, comme cela avait été souligné dans le rapport de pré-terrain. Par ailleurs, malgré la garantie d'anonymat pour les intervenant(e)s qui acceptaient de témoigner, dans un climat de forte surveillance policière liée à la menace terroriste en Tunisie, la participation aux discussions alimente la peur d'être inquiété(e)s par les forces de sécurité, et ne permet pas toujours l'obtention de réponses complètes ou non-biaisées.

➤ Réponse de l'équipe de recherche : *Par le positionnement des zones étudiées dans le champ géographique de la marginalisation en Tunisie, l'agrégat des perceptions sociales recueillies fournit un aperçu indicatif des dynamiques liées au genre et à l'extrémisme violent dans les communautés de l'étude. Reflet des comportements et des valeurs qui prévalent dans ces milieux sociaux, l'analyse des données fait jour sur des espaces en tension, où les cadres normatifs qui régulent la vie sociale sont traversés par des forces contraires qui les fragilisent : l'ascension sociale des femmes et la disparition progressive des rôles sexués fait face à l'expansion de l'extrémisme religieux et à la crispation des identités patriarcales qui en résulte. Dans ce contexte, le recours à des associations locales a permis d'établir une relation de confiance avec les interviewées et des réponses plus spontanées, moins construites ou 'prudentes'.*

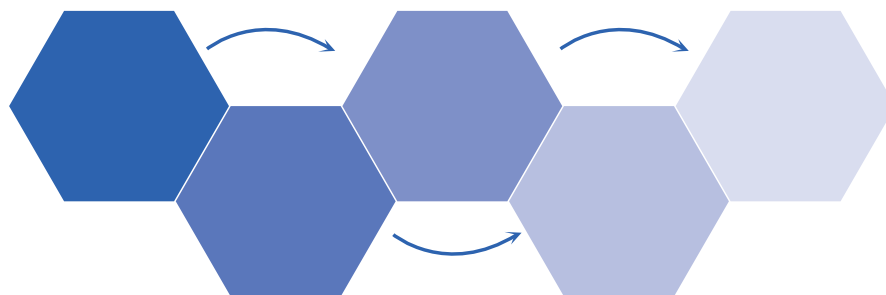
- La sensibilité sémantique liée à la radicalisation, le sentiment de stigmatisation croissante et la surexposition médiatique ont pu créer de vives tensions lors de certains entretiens de terrain : au cours du troisième groupe de discussion à Douar Hicher, qui comprenait des hommes de plus de 34 ans, les participants ont ainsi fortement réagi à la première question de l'entretien concernant leur perception du « djihadisme » et ont signifié leur refus de continuer la discussion.

27 <http://www.businessnews.com.tn/raz-de-maree-de-ennahdha-a-medenine,520,79833,3>
28 <https://nawaat.org/portail/2017/05/11/regards-croises-sur-le-mal-etre-de-la-jeunesse-tunisienne/>



➤ Réponse de l'équipe de recherche : *Les questionnaires ont été revus a posteriori, et les intitulés des questions portant mention du terme « djihadisme » modifiés pour éviter tout nouveau malentendu. Il faut cependant noter que les groupes de jeunes (- 34 ans) n'ont pas eu de réaction particulière à l'emploi du terme ; les hommes de plus de 34 ans ont cependant déclaré ce terme « galvaudé » par les médias, occidentaux en particulier. Un participant déclare : « moi, je pense que le jihad est autre, à mon avis aller travailler et gagner le pain pour ses enfants est un jihad, améliorer la situation du pays est un jihad, « réformer la pensée positivement » est un jihad ». Ce dernier propos suggère sans doute une meilleure connaissance de l'Islam et une moindre politisation de la part des hommes plus âgés à Douar Hicher ;*

à l'inverse, les nouvelles générations ne semblaient pas choquées par la liaison désormais répandue entre djihad et djihadisme, reflétant en cela un regard moins critique à l'égard des médias et des moyens d'information. L'impossibilité d'interroger les participants, suite à la révision du questionnaire, sur leurs connaissances personnelles du phénomène de radicalisation prive cependant d'éléments plus précis sur les trajectoires sociales de celles-ci, même si les témoignages recueillis font jour sur un certain nombre d'aspects saillants de ces parcours.



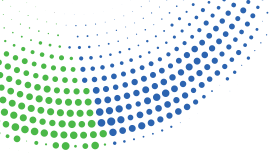
Entretiens avec des acteurs clés
(gouvernement, universitaires,
experts, journalistes, organisations
internationales, ONGs locales, OSCs, etc.)

Ateliers consultatifs (Beyrouth,
Paris, Nairobi, Dakar – en cours)

2. Cadrage Contextuel :

La spécificité tunisienne

Les sections introductive et méthodologique ont permis de cadrer les enjeux du sujet. Il s'agit maintenant de s'intéresser à la question du genre et de l'extrémisme violent en Tunisie. On s'attachera tout d'abord à comprendre les différents facteurs qui expliquent l'émergence de mouvements violents basés sur l'idéologie en Tunisie et notamment du « salafisme-djihadiste », pour tenter ensuite d'analyser la structure des groupes violents aujourd'hui. Comme évoqué précédemment, s'il existe une littérature sur l'extrémisme violent en Tunisie, le prisme du genre y est encore très peu étudié et ainsi le lien entre le genre et l'extrémisme est surtout évoqué sous forme d'hypothèses pour guider la recherche de terrain (section 3).



1. Les facteurs de l'extrémisme violent en Tunisie

1.1. État – religion en Tunisie : une relation ambiguë

Pour comprendre le phénomène d'extrémisme violent en Tunisie il est important de se replonger dans l'histoire contemporaine du pays et surtout dans la relation du pouvoir central avec l'extrémisme. Qu'il s'agisse de Bourguiba ou Ben Ali,²⁹ les différentes mouvances religieuses ont été considérées comme une opposition politique et durement réprimées, avec l'arrestation et l'exil de ses membres et un contrôle policier continu de ses adhérent(e)s.³⁰ Les régimes de Bourguiba et Ben Ali ont entretenu des rapports ambigus avec le domaine du religieux. L'éducation religieuse, par exemple, se trouve marginalisée dès l'époque de Bourguiba avec la fermeture de l'université de Zitouna. L'Etat se place alors comme autorité de contrôle de la sphère religieuse, nommant les imams de mosquées et en imposant des contrôles de sécurité à l'entrée de certaines mosquées.³¹ Sous Ben Ali, la police se transforme en police de contrôle des mœurs religieuses, les femmes considérées comme « trop » voilées, et les hommes portant les attributs physiques de la pratique religieuse étant régulièrement contrôlés. Dans ce contexte, les groupes rattachés à l'extrémisme violent rejette tout particulièrement une autorité centrale qui s'est historiquement attachée à tenter de contrôler et réprimer les sphères religieuses, tout en promouvant le code du statut personnel à partir de 1956, considéré en Tunisie comme une base majeure de la protection du droit des femmes.

Merone³² considère par exemple que l'État tunisien depuis l'indépendance se présente au travers d'un prisme de la modernité, adopté par la classe moyenne « nationaliste » (lié à l'État) par opposition à une classe moyenne conservatrice qui s'est retrouvée aux franges du pouvoir. Afin de nuancer cette conception binaire, il est intéressant de considérer le jeu idéologique de l'État qui à la fois revendique une modernité séculière et se positionne comme garant et régulateur du fait religieux. Ce paradoxe idéologique doit être compris à travers le prisme de la « tunisianité » comme idéologie d'État : ce modèle désigne un réseau de stratégies discursives pour contrôler le domaine du religieux tout en usant de l'idée de modernité « à l'occidentale » comme atout pour les partenaires étrangers (européens notamment).³³ Michaël Béchir Ayari, analyste principal pour l'International Crisis Group rapportait ainsi au journaliste Thierry Brésillon en 2015 « L'absence d'arabité et la faible présence d'islamité dans le discours de légitimité de l'Etat ont laissé un vide, que Bourguiba comme Ben Ali ont tenté de combler par des mesures populistes. Ils ont préféré que les jeunes contestataires considèrent ces deux dimensions comme des causes moyen-orientales lointaines et quittent le pays au lieu de contester l'État national ». ³⁴ Ce vide identitaire, accentué par la révolution de 2011 et la remise à plat du projet nationaliste tunisien se trouve en partie comblé par les projets sociaux salafistes, à la fois holistiques et familiaux.

On peut constater ici la violence symbolique de cet héritage. Le « salafisme-djihadiste » devient le seul référent politique qui tente d'intégrer de manière pratique ses adhérent(e)s en leur offrant des opportunités économiques ou d'ascension sociale mais c'est aussi le seul référent politique qui comble le vide idéologique de la politique contemporaine.³⁵ Ce rapport entre promesses de court et long terme est ainsi intéressant à analyser à travers l'optique du genre. Une étude récente sur l'extrémisme violent menée par Samuel Hall en Mauritanie a notamment mis en évidence que le salafisme représente un attrait majeur pour la jeunesse du

29 Malgré une "trêve" et une brève politique d'ouverture aux extrêmes à son arrivée au pouvoir en 1987.

30 HIBOU, B. 2006. La Force de l'Obéissance : Economie politique de la répression en Tunisie, Paris, Editions la Découverte.

31 FAHMI, G. & MEDDEB, H. October 2015. Market for Jihad: Radicalization in Tunisia. Washington DC: Carnegie Middle East Center.

32 MERONE, F. 2014. Enduring Class Struggle in Tunisia: The Fight for Identity beyond Political Islam. British Journal of Middle Eastern Studies.

33 TSOURAPAS, G. 2013. The Other Side of a Neoliberal Miracle: Economic Reform and Political De-Liberalization in Ben Ali's Tunisia. Mediterranean Politics, 18, 23-41.

34 BRESILLON, T., 7 avril 2015 "Pourquoi les jeunes Tunisiens s'engagent dans le Jihad?" Alternatives Economiques.

35 AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie: une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe. Les Presses de l'Université de Montréal.

pays et, bien loin du tropisme occidental tendant à identifier le salafisme comme une doctrine conservatrice, le salafisme est majoritairement perçu comme une doctrine réformatrice, porteuse d'un projet social moderne et alternatif à la modernité occidentale.³⁶ Cette approche représente sans doute une piste de réflexion à explorer dans le cas de la Tunisie.

1.2. Les désillusions de l'après 2011

« Le contrôle de la sphère politique par les régimes de Bourguiba et Ben Ali se brise après les révoltes de 2011, l'éclatement de la légitimité du régime benaliste dans la sphère tunisienne et la désorganisation des services de sécurité, bras armé du contrôle de l'expression religieuse. Néanmoins, et malgré les espoirs de renouveau politique, de nombreux analystes considèrent que la sphère du pouvoir reste dans les mains des mêmes acteurs politiques. Cette désillusion de l'après 2011 est ainsi marquée par la progressive perte de crédibilité du parti Ennahdha après sa prise de pouvoir en 2011 et à la suite des difficultés politiques à achever le processus amenant à la rédaction de la nouvelle constitution. Fort de son aura de mouvement d'opposition réprimé, et rare formation politique capable de mobiliser ses militants sur l'intégralité du territoire, Ennahdha se pose alors en alternative à la sphère politique du statu quo. Néanmoins, Les bases militantes plus radicales³⁷ se séparent du parti quand elles constatent qu'Ennahdha prône un gradualisme islamique³⁸ plutôt que de tenter de mettre en place la charia.³⁹ En effet, le parti suscite la déception, surtout pour ses adhérents plus radicaux, qui considèrent qu'Ennahdha a joué le « jeu politique » plutôt que de se présenter en tant que réelle alternative.⁴⁰

Néanmoins, il est important de noter que cette désillusion politique dépasse les adhérent(e)s et représente une sorte de sentiment général de la population face au statu quo politique. L'élite politique post-2011 est essentiellement issue de l'opposition historique au régime de Ben Ali, impliquant des acteurs comme Maya Jribi,⁴¹ Rached Ghannouchi,⁴² Moncef Marzouki,⁴³ Mustapha Ben Jaafar,⁴⁴ Ahmed Nejib Chebbi,⁴⁵ Hama Hammami,⁴⁶ ou encore Ahmed Brahim.⁴⁷ Cette désillusion politique fait le jeu de mouvements plus radicaux liés au salafisme-djihadiste s'opposent au rôle de l'État en tant que seule instance du politique,⁴⁸ et tentent de repenser les modèles de pouvoir au travers du religieux.

La désillusion provoquée par l'offre politique « traditionnelle » ne reflète pas l'absence d'un activisme politique, par ailleurs ancré dans la dynamique démocratique de l'après révolution, mais se caractérise par des formes de mobilisation politique qui se distancient peu à peu des structures traditionnelles. Une enquête d'International Alert⁴⁹ montre que moins de 50% des jeunes interviewés votent ou font partie d'une association locale (CSO). Néanmoins, l'enquête note aussi que plus de 88.8% des jeunes ont noté que la chose la plus importante de leur

36 SAMUEL HALL, 2017, La mobilité et les migrations dans l'extrémisme violent en Mauritanie. A paraître.

37 INTERNATIONAL CRISIS GROUP, 2013. Tunisie : violences et défi salafiste. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord. International Crisis Group.

38 AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie: une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe. Les Presses de l'Université de Montréal.

39 MARZOUKI, N. 2015. "Tunisia's Rotten Compromise," Middle East Research and Information Project, July 10, 2015, <http://www.merip.org/mero/mero071015>.

40 Ibid.

41 Maya Jribi, née en 1960 à Bou Arada et morte le 18 mai 2018, est une femme politique et activiste tunisienne, militante du féminisme, de la démocratie et le sécularisme. En 2011, candidate à la présidence de l'Assemblée nationale constituante (battue par Mustafa Ben Jaafar), elle affirme vouloir démontrer que « le temps de la pensée unique est désormais révolu. Il ne saurait y avoir de démocratie sans pluralisme, de pouvoir sans contre-pouvoir ».

42 Rached Ghannouchi, né en 1941 à El Hama, est un homme politique tunisien anciennement lié au khomeinisme révolutionnaire. Chef d'Ennahada, parti politique tunisien clandestin et organisation extrémistes, il a d'abord vécu en exil à Londres du début des années 1990 jusqu'à son retour en Tunisie à la suite de la révolution tunisienne, événement qui marque la légalisation du parti.

43 Moncef Marzouki, né en 1945 à Grombalia, est un homme d'État, écrivain, médecin et militant des droits de l'homme tunisien, président de la République de 2011 à 2014. Il fonde le Congrès pour la République (CPR) le 25 juillet 2001 et le préside jusqu'en 2011, date de son élection par les membres de l'Assemblée constituante au poste de président de la République tunisienne. Il est battu au second tour de l'élection présidentielle de 2014 par Béji Caïd Essebsi.

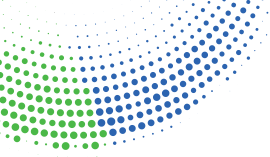
44 Mustapha Ben Jaafar, né en 1940 à Tunis est un homme politique et médecin tunisien. Secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et les libertés (Ettakatol) dès sa fondation, en 1994, il est élu le 22 novembre 2011 à la présidence de l'Assemblée constituante poste qu'il assure jusqu'au terme de ses travaux.

45 Ahmed Néjib Chebbi ou simplement Néjib Chebbi, né en 1944 à Tunis, est un avocat et homme politique tunisien, militant de gauche et figure de l'opposition au régime de Ben Ali. Il est resté 23 ans à la tête du Parti Démocrate Progressiste (PDP) avant de céder son poste de secrétaire général à Maya Jribi.

46 Hama Hammami, né en 1952 à El Aroussa, est un homme politique tunisien de la gauche radicale. Porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), longtemps clandestin et devenu le Parti des travailleurs, il en devient secrétaire général au terme du congrès de 2011. Il dirige aussi son journal Al Badil.

47 Ahmed Brahim ou Ahmed Ibrahim, né en 1946 dans la presqu'île de Zarzis et mort le 14 avril 2016 à Tunis, est un homme politique, universitaire et syndicaliste tunisien.

48 Au sens wébérien du terme c'est à dire en tant que seule instance de pouvoir ou de "monopole de la violence légitime".



vie est le travail, suivi de la religion pour 88.6% alors que la politique n'est importante que pour 10% des jeunes – sans que ces données ne soient désagrégées par genre. Il convient de lier ces deux types de données ensemble pour voir comment l'engagement politique se distancie de la politique classique et intègre les domaines du travail₅₀ et du religieux. Les jeunes revendiquent leur militantisme politique mais c'est un militantisme qui s'exerce dans de nouvelles sphères.

Enfin, il est important de noter que l'engagement dans les sphères associatives est aussi faible que l'engagement en faveur des partis politiques. Quand des jeunes font partie d'associations, elles ont souvent un caractère sportif, religieux ou charitable,₅₁ qui opèrent sur différents registres et lient sphères publique et privée.

1.3. Le statu quo social et économique

Le mal-être de la jeunesse tunisienne est palpable sur les plans économiques et sociaux – et ce, quels que soient les contextes étudiés (urbain, périurbain ou rural). Selon l'étude de la Banque mondiale *Breaking the Barriers to Youth Inclusion* pour la Tunisie, réalisée en 2014, 33,4% des jeunes Tunisiens sont en situation de NEET (not in education, nor in employment, nor in training). Pour les femmes, ce chiffre s'élève à 32,4% en zone urbaine et à 50,4% en zone rurale. Comme le soulignent les auteurs du rapport :

« Le manque à gagner économique causé par l'absence d'activité productive est énorme. Tout aussi important, cependant, est l'exclusion sociale dont des millions de jeunes tunisiens font l'expérience quand ils se retrouvent contraints de ne rien faire de leurs compétences, de leur créativité et de leur potentiel.

»₅₂

Parallèlement, la désillusion face à l'offre politique après 2011 est symptomatique d'un plus large phénomène de désenchantement face aux promesses de changement de la révolution. L'étude d'International Alert sur les jeunes de Douar Hicher et Hay Ettadhamen₅₃ montre en particulier qu'il y a un ressentiment certain face à la corruption et aux violences policières. Le rapport de la population à la police occupe à cet égard une position centrale dans la perception du rôle de l'État surtout chez les classes populaires. Il existe ainsi une importante coupure entre citoyen et État qui est accentuée dans les zones périurbaines où le contrôle et les violences policières sont plus fréquents.₅₄

49 INTERNATIONAL ALERT. 2015. Experiences and perception of young people in Tunisia – The case of Douar Hicher and Ettadhamen. International Alert.

50 Un parallèle intéressant à faire ici est avec la politique du syndicalisme qui mêle l'espace politique et l'espace du travail

51 LAMLOUM, O. 2015. Politics on the margins in Tunisia: Vulnerable young people in Douar Hicher and Ettadhamen. P.24 In: INTERNATIONAL ALERT, (ed.) Politics on the margins of the state and institutions. Tunis: International Alert & Arabesque.

52 The World Bank, *Breaking the Barriers to Youth Inclusion*: "the economic loss caused by this lack of productive activity is enormous. Equally important, however, is the social exclusion that millions of young Tunisians experience as they are forced to squander their skills, creativity, and potential. Pour la définition précise de NEET - "The acronym NEET refers to young people who are not in education, employment, or training: NEET is comprised of all youth who are either unemployed or inactive. By going beyond the arguably narrow lens of unemployment, the NEET concept helps policy makers consider the needs of all young people who have finished education and training and should be working." (p.25) <http://www.worldbank.org/en/country/tunisia/publication/tunisia-breaking-the-barriers-to-youth-inclusion>

2. L'extrémisme violent en Tunisie aujourd'hui

2.1. Structure des groupes dits radicaux et extrémistes

Derrière la catégorie générique d'extrémisme violent se retrouvent différents groupes promouvant des conceptions du « salafisme-djihadiste » variables et parfois contradictoires. Certains groupes promeuvent ouvertement l'usage de la violence sur le territoire tunisien, tandis que d'autres groupes considèrent que le djihad doit se pratiquer en Syrie ou en Libye, selon l'interprétation donnée aux règles islamiques permettant de déclarer le djihad. Enfin, d'autres groupes comme Ansar El-Charia se concentrent sur le prêche et n'appellent pas ouvertement à l'usage de la violence, bien qu'ils soient vus par l'opinion publique et l'État comme tels.⁵⁵

Il faut ainsi voir dans l'adhérence à l'idéologie du salafisme-djihadistes diverses interprétations qui permettent « un type d'engagement distancié qui est fluide et changeable en termes de durée et d'intensité »⁵⁶. **Plutôt que de chercher à catégoriser toutes les mouvances idéologiques des groupes liés à l'extrémisme violent, il est plus pertinent d'analyser ce que les différents termes idéologiques signifient pour chaque groupe et comprendre comment le rapport à la violence est perçu pour les adhérents ainsi que pour la population.**⁵⁷

De ce point de vue, il est intéressant de noter aussi que l'ambiguïté définitionnelle du salafisme se retrouve aussi chez les groupes et adhérents eux-mêmes, tandis que certaines familles doctrinales se font compétition pour le contrôle exclusif de la légitimité associée à certains termes comme "salafiste", comme nous l'avons déjà évoqué. Plutôt qu'une unique idéologie salafiste internationale, il convient de considérer « un patchwork de discours et d'ambivalence »⁵⁸ qui permet de cibler différents individus. De plus, cette confusion conceptuelle se joue de la confusion sémantique et de l'alternance entre le langage dialectal et l'arabe littéral. Il faudra ainsi faire attention aux mécanismes linguistiques (conscients mais surtout inconscients) des personnes interviewées et notamment du type de mot utilisé pour décrire l'extrémisme violent. Ce rapport au langage peut aussi être approché à partir du prisme du genre et notamment du langage de prêche des groupes extrémistes violents afin de voir si les femmes y sont intégrées.

Afin de distinguer entre les différents groupes liés à cette mouvance, il est intéressant de mettre en place une classification basée sur certains critères :

- **La structure du groupe**, c'est-à-dire s'il est plus au moins institutionnalisé, quelle est sa hiérarchie interne (un point important pour voir où se trouvent les femmes au sein de cette hiérarchie). Ici il faudra notamment tenir compte de la « décentralisation » des groupes liés à l'extrémisme violent qui se retrouvent officiellement liés à des groupes plus larges mais qui officieusement sont indépendants,
- **Son réseau**, c'est-à-dire s'il s'agit uniquement d'un groupe ou s'il fait partie d'une mouvance nationale ou internationale,
- **Son contenu idéologique** et notamment s'il s'agit d'un groupe prônant la violence comme méthode en Tunisie, hors de la Tunisie ou bien seulement perçu comme faisant partie de l'extrémisme violent.

56 LAMLOUM, O. 2015. Politics on the margins in Tunisia: Vulnerable young people in Douar Hicher and Ettadhamen. P.24.

57 On pourrait ainsi penser à introduire les entretiens qualitatifs et quantitatifs aux travers de questions permettant de mieux cerner ce que le terme de « salafisme-djihadiste » signifie pour chaque personne.

58 Ibid.

Idéologie et/ou violence – le cas Ansar al-Charia

Dans le cas de la Tunisie certaines mouvances du salafisme-djihadiste prônent l'usage de la violence hors de la Tunisie alors que d'autres groupuscules semblent plus ambigus sur ce rapport. Le cas du groupe Ansar al-Charia en Tunisie est à ce titre particulièrement intéressant. Le mouvement a été inscrit sur la liste des groupes terroristes par l'Etat Tunisien en 2013 après l'attaque de l'ambassade américaine par des militants salafistes en juillet 2012.⁵⁹ Alors que le groupe entretient des relations soutenues avec Al Qaeda au Maghreb Islamique,⁶⁰ son leader, Abu Iyad al-Tunsi, a régulièrement contribué à apaiser les relations tendues entre la base militante et parfois violente du mouvement et les autorités.⁶¹ Par ailleurs, le cheikh al-Khatib al-Idrissi, considéré comme l'inspirateur théologique d'une partie non-négligeable de la base militante salafiste d'Ansar al-Charia s'est clairement déclaré en faveur de la prédication plutôt que de la violence armée.⁶² Au-delà des coups violents attribués à ses partisans, Ansar al-Charia est ainsi principalement connu dans certaines régions pauvres pour ses œuvres caritatives, l'organisation de prière et la distribution de biens de première nécessité.⁶³ La désignation du groupe comme organisation terroriste en 2013 et les tentatives d'arrestation d'Abu Iyad ont néanmoins représenté la fin de cette ambiguïté : alors que les partisans d'Ansar al-Charia sont retournés dans la clandestinité,⁶⁴ le bras armé du mouvement, la brigade Okba Ibn Naafa a intensifié ses activités violentes vis-à-vis des forces de l'ordre.⁶⁵ Plutôt que de s'interroger sur le caractère violent du groupe et des individus qui le composent, dont on comprend bien que sa structure ne correspond pas à une organisation clairement définie, hiérarchisée et coordonnée, il semble donc plus intéressant de questionner le caractère violent et extrême des idées promues.

Enfin, comme Ayari et Merone le soulignent,⁶⁶ **les institutions de l'État et une partie de l'opinion publique font souvent l'amalgame entre un islamo-banditisme et un militantisme salafiste-jihadiste qui n'agit pas nécessairement à travers des méthodes violentes.**⁶⁷ Au contraire, l'État attribue à des groupes visibles, comme Ansar al-Charia, la seule responsabilité du radicalisme et de formes violentes d'extrémisme. Cette vision efface les processus de radicalisation de petits groupes, voire d'individus auto-embrigadés. Elle contribue aussi à la marginalisation d'Ansar El-Charia et peut avoir pour conséquence une augmentation de la violence comme méthode d'action parmi ses adhérents pour répondre à la violence de l'État. Il faudra donc se pencher sur les perceptions politiques et sociales de l'extrémisme violent pour comprendre comment elles contribuent à marginaliser encore plus des segments idéologiquement vulnérables de la population et mènent vers des formes réelles d'extrémisme.

59 GARTENSTEIN-ROSS, D., 2013. "Why is Ansar al-Sharia Tunisia's leader threatening the government?" 28 March 2013, al-Wasat

60 GARTENSTEIN-ROSS, D. & ZELIN, A., 2013. "Did Tunisia's Salafi Jihadists Just Announce Their Allegiance to al-Qaeda?", 23 March 2013, al-Wasat

61 PACKER, G., "Exporting Jihad", 28 March 2016, The New Yorker

62 ZELIN, A., "Who is Tunisia's Salafi Cleric Shaykh al-Khatib al-Idrissi?", 24 October 2013, al-Wasat

63 ZELIN, A. "Jihadi Soft Power in Tunisia: Ansar al-Shari'ah's Convoy Provides Aid to the Town of Haydrah in West Central Tunisia", 21 February 2012, al-Wasat

64 MERONE, F. 2013 « Interview with a member of Ansar al-Charia » Jadaliyya.

65 GARTENSTEIN-ROSS, D. & ZELIN, A., "Did Tunisia's Salafi Jihadists Just Announce Their Allegiance to al-Qaeda?", 23 March 2013, al-Wasat

66 AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie: une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe. Les Presses de l'Université de Montréal.

67 Ibid.

2.2. Qui rejoint les groupes extrémistes violents ?

Pour comprendre les profils des membres de ces groupes, il faut tout d'abord se détacher du prisme classique de la vulnérabilité économique et d'illettrisme comme seul points d'ancrage vers la religion et les mouvances religieuses extrêmes. **Le prisme des classes sociales reste limité, car bien que la majeure partie des adhérents soient souvent issus de classes populaires, le critère de marginalité économique ou de pauvreté reste relatif.** En effet, si le capital économique est à considérer, l'adhésion transcende les problèmes matériels et conjoncturels. Il faut plutôt ici se centrer sur la superposition d'une « couche d'inégalité empilée sur une autre »⁶⁸ et considérer ainsi la marginalité comme un phénomène absolu qui incorpore à la fois la pauvreté économique mais aussi le manque d'accès à un capital social et culturel.

Ce dernier constat doit cependant être relativisé, dans la mesure où, selon l'étude du FTDES-CTRET, l'examen des dossiers judiciaires des personnes susceptibles d'être impliquées dans des affaires terroristes montre que 40% sont diplômées du supérieur (université) et 33% ont un niveau secondaire – ce qui est bien supérieur à la moyenne nationale, urbaine ou rurale.⁶⁹ Si les dimensions d'exclusion sociale, économique, politique et culturelle jouent bien un rôle majeur dans la radicalisation ou devenir-terroriste des individus, la notion de « désenchantement générationnel » semble donc davantage pertinente ici : aborder l'extrémisme violent en Tunisie consiste à l'approcher comme un phénomène générationnel touchant une génération de jeunes connaissant une marginalisation économique avec le chômage, sociale avec un manque d'opportunités, politique avec la non-représentation de leurs voix, dans un climat de corruption endémique. Ce phénomène générationnel transcende en réalité les problèmes matériels ou conjoncturels et constitue une sorte de « mal du siècle », une réponse à un vide d'opportunités de changement et un vide idéologique se transformant en une « recherche de sens dans une société polarisée ».⁷⁰ Comme Lamoum le note il y a un « écart entre les aspirations et la réalité telle qu'elle est vécue et anticipée »⁷¹.

2.3. Le facteur du lieu dans l'extrémisme violent

Il convient de comprendre l'extrémisme violent dans sa dimension locale, non pas comme différentes branches d'un même mouvement unifié mais comme « un ensemble de différents groupes qui se retrouvent lié autour d'un jeune leader ou d'une mosquée locale ».⁷² Le rapport à l'espace est ainsi un prisme d'analyse nécessaire pour comprendre les processus menant à l'adhésion dans les groupes d'extrémisme violent. Pour concevoir ce rapport au lieu il faut tout d'abord distinguer l'approche régionale, la différence entre zones urbaines et zones rurales et enfin l'idée de localité.

- **Approche régionale :** Le rapport du FTDES⁷³ note des différences régionales en montrant que certaines régions concentrent la majorité des djihadistes. En effet, dans un pays marqué par les disparités régionales⁷⁴ auxquels s'ajoutent les inégalités économiques et sociales, différentes régions connaissent différentes formes de marginalisations sociales et économiques notamment des jeunes générations. De plus la méfiance envers les institutions de l'État est aussi marquée par une différenciation régionale due aux relations conflictuelles différenciées que certaines régions entretiennent avec le pouvoir central. Le rapport de CAWTAR⁷⁵ sur les femmes vulnérables et leur conception du politique note à cet égard d'importantes différences régionales dans le rapport différencié au politique. Par exemple, les régions de Kasserine ou du bassin minier de Gafsa ont un passé de mobilisations sociales conséquent et

68 Ibid

69 Etude FTDES-CTRET, Octobre 2016. L'exemple de Fatma Zouaghi, une « brillante élève » arrêtée en 2015 pour avoir dirigé la cellule médiatique d'An-sar al-Charia et de la Katiba Okba Ibn Nafaa (relevant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique) est probablement le plus médiatique.

70 FAHMI, G. & MEDDEB, H. October 2015. Market for Jihad: Radicalization in Tunisia. Washington DC: Carnegie Middle East Center.

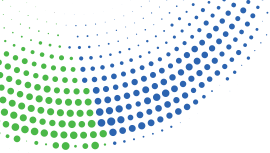
71 LAMLOUM, O. 2015. Politics on the margins in Tunisia; Vulnerable young people in Douar Hicher and Ettadhamen. In: INTERNATIONAL ALERT (ed.) Politics on the margins of the state and institutions. Tunis: International Alert & Arabesque. On lira aussi KAUFMANN, J.-C. 2014. Identités : La bombe à retardement, (Textuel).

72 Ibid.

73 FTDES 2016. Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers juridiques. Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.

74 BOUKHARS, A. 2016. Exclusion and Despair Make Tunisia's Border Regions a Powder Keg. World Politics Review.

75 SALEM, M. B. & CHEIKH, S. B. 2013. Politique et jeunes femmes vulnérables - Étude qualitative: Gafsa - Kasserine - Tozeur. UNESCO & CAWTAR



un historique de militantisme de classe qui a permis l'intégration objective mais aussi le développement de sentiments subjectifs de compétence politique. Une hypothèse pourrait donc être que le militantisme au sein de la politique « classique » diminue l'attrait des groupes extrémistes radicaux.

- **La distinction urbain / rural dans le développement de l'extrémisme violent en Tunisie.** À la différence de l'approche régionale, on peut ajouter un contraste entre les zones rurales et les zones urbaines en notant que les groupes extrémistes se trouvent souvent dans des zones périurbaines défavorisées et où l'extrémisme violent devient ainsi une forme de « street politics ». ⁷⁶ Néanmoins cette hypothèse peut-être faussée par les lacunes de la littérature qui se centre uniquement sur les groupes institutionnalisés. Ainsi l'on peut se demander s'il n'existe pas tout autant de groupes radicaux dans les zones rurales mais ayant une structure moins précise.

Les deux points précédents permettent de centrer l'approche sur le rapport de l'extrémisme violent à la localité c'est-à-dire de voir dans les groupes extrémistes d'abord des structures qui interagissent à un niveau local tel qu'au sein de quartiers (« Houmma ») et qui entretiennent ainsi des rapports différenciés d'un quartier à l'autre. Lamoum ⁷⁷ note ainsi la différence entre « Hay Ettadhamen » et « Douar Hicher », deux quartiers pourtant très proches spatialement mais qui entretiennent des rapports de soutien plus ou moins marqué à l'égard des groupes salafistes-djihadistes – principalement en raison des rôles sociaux et caritatifs distincts joués par ces groupes dans chaque quartier.

Ce constat a par ailleurs été corroboré par un autre chercheur, notant des facteurs d'engagement particulièrement différents entre Monastir, Sidi Hassine, Ben Guerdane et Siliana. Le développement de l'extrémisme violent dans chaque localité se trouvait associé à un certain nombre de facteurs ancrés localement: Crise identitaire religieuse du fait des manquements à la liberté de culte sous Ben Ali et Bourguiba à Monastir, répression aveugle des forces de l'ordre amenant à une perte de confiance totale et une stigmatisation de la jeunesse à Sidi Hassine, stigmatisation liée à la contrebande et ancrage historique de mosquées wahhabites à Ben Guerdane, et isolement économique et social à Siliana, compensé par l'action d'œuvres caritatives salafistes (Ansar al-Charia) se substituant à l'Etat. ⁷⁸ Comme on le voit, bien que les facteurs de développement de l'extrémisme violent se comprennent dans les enjeux nationaux de la Tunisie, l'articulation entre grief économique-social et extrémisme violent se fait à l'échelle locale.

76 AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie: une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe. Les Presses de l'Université de Montréal.

77 INTERNATIONAL ALERT, 2015. Experiences and perception of young people in Tunisia. The case of Douar Hicher and Ettadhamen. International Alert.

78 Entretien avec une chercheuse impliquée dans une Organisation International, Mars 2017. Rapport de recherche à paraître.

3. Les femmes dans les groups et les mouvements de l'extrémisme violent

Les données concernant l'engagement des femmes spécifiquement dans la littérature académique sont particulièrement minces, comme nous allons le voir, notamment en ce qui concerne les modes d'engagement et d'action. Approcher l'extrémisme violent à travers le genre ne permet pas uniquement d'analyser le rôle des femmes dans l'extrémisme violent (analyse instrumentaliste) mais aussi de voir comment les rapports entre les sexes,⁷⁹ ainsi que les constructions sociales de masculinité et de féminité ont un impact sur les conceptions et acteurs de l'extrémisme violent.

Nous prendrons le genre comme un filtre pour mettre en lumière certains rapports de pouvoir sans pour autant considérer le genre comme une sphère homogène.

En effet, plutôt qu'un seul effet du genre, il faut considérer par contraste les multiple genderings⁸⁰ c'est-à-dire les constructions sociales multiples et parfois conflictuelles de masculinités et féminités. En d'autres termes, « les femmes sont sujettes à un spectre d'expériences genrées fondées sur des présomptions sur les rôles masculins et féminins en lien avec des réalités économiques, politiques, sociales et culturelles. »⁸¹

3.1. Un rapport différencié aux hommes ?

Comme le notent plusieurs auteurs, la violence est souvent vue comme une activité exclusivement masculine et s'opposant à l'essence même de la féminité. Ce stéréotype s'ancre et renforce – comme négativement – les normes socioculturelles identifiées par une étude récente d'Oxfam en Tunisie :»

1) Les femmes ne doivent pas lutter pour un statut décisionnel égal dans leur relation ;
2) Les femmes devraient donner la priorité à la vie familiale et professionnelle à la maison et à la famille ; 3) Les femmes devraient se comporter en public d'une manière qui respecte la domination masculine. »⁸² Cette image s'étend de la conception caricaturale de la femme comme vecteur de paix,⁸³ comme victime ou comme auxiliaire du djihad,⁸⁴ jusqu'à certaines visions plus subtilement ancrées mais qui persistent à voir en la femme un oxymore de la violence.⁸⁵ Derrière cette opposition entre femme et violence, on retrouve une essentialisation de la multiplicité des conditions féminines et où le genre féminin se retrouve rangé dans une unique catégorie fermée.

La construction sociale de la féminité renvoie directement à l'idée de vie et de la création de la vie. Ainsi comme le montrent Sjoberg & et al.,⁸⁶ **la violence est considérée extérieure aux idéaux-types des rôles et fonctions de la femme, comme mère, sœur non seulement parce que la femme créé « la vie » mais parce qu'elle sert à maintenir la « vie » de manière générale.** Par opposition la violence est souvent perçue à travers un angle hyper-masculin. En effet, l'opinion publique mais aussi le domaine de la recherche se retrouvent confrontés à l'augmentation du nombre de femmes dans les organisations prônant l'extrémisme violent.⁸⁷ Même si historiquement, l'on constate que les femmes ont toujours été présentes dans les organisations extrémistes violentes,

79 Correspondant à la dimension biologique de l'identité personnelle, par opposition au genre, correspondant à la dimension sociale et psychologique.

80 SJOBERG, L., COOKE, G. D. & NEAL, S. R. 2011. Women, Gender, and Terrorism. P.6. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) Women, Gender, and Terrorism. Athens & London: The University of Georgia Press.

81 GTCF & OSCE 2013. Good Practices on Women and Countering Violent Extremism. Global Counterterrorism Forum

82 OXFAM. 2017. Young Couples in Good Times and Bad, Social norms that perpetuate violence against women and girls among young Tunisians in peri-urban areas, Oxfam Research Reports - <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620344/rr-social-norms-violence-against-women-tunisia-120717-en.pdf;sequence=1>

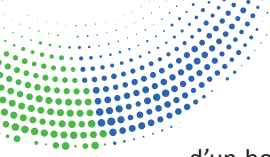
83 L'UNESCO a à ce propos créé en 2013 un réseau de Femmes africaines pour la promotion de la culture de la Paix en Afrique, mettant l'accent sur le rôle structurel des femmes dans le développement de la paix. Voir: <http://www.unesco.org/new/fr/africa4peace>

84 Les tâches dédiées aux femmes en Syrie et en Irak varient selon les katiba (groupes de combattants) mais dans la plupart des groupes liée à l'Etat islamique, les femmes ont un rôle de support et bien qu'actives dans l'organisation du groupe, ne peuvent pas porter d'armes. Voir THOMSON, D., 2015. Les Français Djihadistes. Editions Les Arènes.

85 Le sociologue Khosrokhavar à ce propos illustre bien la présence ainsi que le poids symbolique de l'engagement féminin dans l'extrémisme violent. Voir KHOSROKHAVAR, F. 2015. Radicalisation. Edition de la Maison des Sciences de l'Homme.

86 SJOBERG, L., COOKE, G. D. & NEAL, S. R. 2011. Women, Gender, and Terrorism. P.6. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) Women, Gender, and Terrorism. Athens & London: The University of Georgia Press.

87 La vulgarisation du rapport du FTDES/CTRET note un changement dans le rôle des femmes dans les organisations terroristes (ici une interview d'une des auteures): http://www.shemsm.net/fr/actualites_shems-news/152772/etude-la-femme-accede-au-statut-de-leader-des-groupes-terroristes-en-tunisie



d'un bout à l'autre du spectre idéologique, il semblerait que la réalisation que les femmes puissent jouer des rôles multiples dans l'extrémisme politique reste un phénomène récent.⁸⁸

Dans cette logique, le rapport du FTDES précédemment note que sur la totalité des cas juridiques liés à l'extrémisme violents traités par la justice tunisienne, 4% seulement impliquent des prévenus féminins.⁸⁹ Ce constat peut s'expliquer notamment par deux hypothèses non-exclusives :

- **Les femmes tunisiennes sont moins susceptibles que les hommes à se radicaliser,**
- **Les modes d'engagement féminins sont particulièrement différents de ceux des hommes** et, soit moins visibles, soit moins répréhensibles aux yeux de la justice tunisienne,

Ces deux hypothèses sont porteuses dans le cadre de notre recherche. Bien que de nombreux points communs apparaissent dans le rapport à l'extrémisme violent des jeunes hommes et femmes en Tunisie, il convient de noter que l'on constate aussi des différences claires. Même si la littérature qui s'attache à considérer le prisme du genre note que les critères de lieu et d'âge priment sur la différence homme-femme dans le rapport avec la politique,⁹⁰ il convient de donner quelques hypothèses liées aux spécificités du genre.

Il faut tout d'abord comprendre que le rapport à la sphère politique aussi bien «classique » ou « extrême » est différencié entre les hommes et les femmes car l'accès aux sphères politiques comporte encore de nombreuses barrières pour les femmes. Le rapport de CAWTAR sur les femmes et la décentralisation⁹¹ souligne ainsi que si à l'échelle nationale, certaines mesures ont permis une avancée pour l'égalité des genres comme, par exemple, la loi instaurant la parité au sein des listes électorales, les barrières d'entrée dans la sphère politique sont plus ancrées à l'échelle locale où la participation des femmes au sein des structures politiques et étatiques est encore très faible.

Cette relation à l'État peut être poussée jusqu'à considérer l'instrumentalisation de la cause de la femme dans les discours officiels et les politiques de l'État. Selon certaines lectures, Il existe en Tunisie un féminisme d'État qui sert de façade à l'idée de modernité tunisienne dont le pouvoir central se prévaut.⁹² L'émancipation est dirigée par l'État⁹³ et contrôlée pour que les femmes « ne transgressent pas les limites fixées à leur émancipation et qui s'incarnent entre autres dans les valeurs religieuses »⁹⁴.

En ce qui concerne les facteurs d'engagement, le rapport de CAWTAR⁹⁵ présente la catégorie de jeunes femmes vulnérables dans la même optique de marginalisation et de manque d'accès à un capital social, économique et culturel. Ces processus de marginalisation semblables entraînent le même rapport et intérêt à une politique anti-système et de rupture. Néanmoins, on notera que les femmes restent plus vulnérables car leurs libertés, notamment dans l'espace public sont toujours plus limitées que celles des hommes.

88 CUNNINGHAM, K. J. 2010. Cross-Regional Trends in Female Terrorism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 26, 171-195.

89 MEJRI, W. 4 janvier 2017. "Terroristes' en Tunisie: que révèlent les dossiers judiciaires?". Inkyfaya. Accessible à: <https://inkyfada.com/2017/01/terroristes-tunisie-dossiers-justice/>

90 Ibid.

91 CAWTAR 2014. Gender and Decentralization in Jordan, Libya, Tunisia and Yemen. Tunis: Center of Arab Women for Training and Research.

92 BESSIS, S. 1999. Le féminisme institutionnel en Tunisie. *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 9.

93 Par exemple, le Code du Statut Personnel n'est pas vu à travers le prisme d'une lutte féministe mais comme une avancée bourguibienne: <http://www.laviedesidees.fr/Laicite-et-feminisme-d-Etat-le.html>

94 BESSIS, S. 1999. Le féminisme institutionnel en Tunisie. *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 9.

95 SALEM, M. B. & CHEIKH, S. B. 2013. Politique et jeunes femmes vulnérables : Étude qualitative: Gafsa - Kasserine - Tozeur. UNESCO & CAWTAR.

L'action violente et la scène masculine : la rjoulia

Étudier l'extrémisme violent dans une perspective de genre revient aussi à étudier l'impact de cette « masculinisation » de l'action violente sur les hommes et les formes de masculinité telles qu'elles sont perçues dans la société tunisienne. Plutôt que d'essayer d'analyser les différents types de masculinité, il s'agit plutôt de comprendre la perte des repères traditionnels du genre, des perceptions différenciées de masculinité et de féminité, qui peuvent expliquer en partie certaines raisons psychologiques pour le renouveau des idéologies extrêmes et notamment du salafisme-djihadiste⁹⁶. En effet, plutôt que d'analyser les différents types de masculinité liés aux groupes de l'extrémisme violent qui parfois diffèrent grandement du fait des différences d'interprétation idéologique d'un groupe à un autre, il est plus intéressant de considérer que les groupes liés à l'extrémisme violent surtout dans la forme du salafisme-djihadiste appliquent une division stricte des activités et attitudes normales liées au genre, où hommes et femmes opèrent parallèlement dans des sphères différenciées. La recherche de terrain entreprise pour cette étude a par ailleurs confirmé que les formes de masculinité présentées dans les conceptions sociales tunisiennes sont rejetées par les groupes extrémistes violents, qui en réalité se différencient des formes de masculinité traditionnelle. Plutôt qu'une forme de « masculinité du banditisme » où sont mises en avant certaines caractéristiques de l'homme en opposition avec le groupe et le système, les masculinités des groupes extrémistes violents prônent plutôt un effacement de l'individualité et de l'ego masculin par rapport au groupe. Les formes de masculinité dans les groupes liés à l'extrémisme violent sont à mettre en comparaison avec l'idée tunisienne de « rjoulia » comme d'une forme d'honnêteté et de sincérité qui se distinguerait du machisme d'une « masculinité du banditisme ».

3.2. Typologie de la représentation des femmes dans l'extrémisme violent

Pour Sjoberg & Gentry, les femmes participant aux formes d'extrémisme violent et plus particulièrement au terrorisme sont définies en tant que « **mothers, monsters and whores** ».⁹⁷ On voit que les stéréotypes construisent également un discours en amont, en créant des idéaux-types de femmes dans les groupes extrémistes,⁹⁸ qui peuvent être repris de manière non-critique par les relais médiatiques et instrumentalisés par les acteurs politiques.

97 SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. 2007. Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics, New York, USA, Zed Books. La triade se traduit en français par 'Mères, Monstres, Putes'.

98 ÅHÄLL, L. 2012. Motherhood, Myth and Gendered Agency in Political Violence. International Feminist Journal of Politics, 14, 103-120.

Tableau 3 : Typologie des femmes en milieu « djihadiste »

<p>1 La femme-subie</p>	<p>La femme est non seulement dans un rôle passif au sein de l'organisation mais se trouve aussi engrenée dans ces processus. Il s'agit souvent de l'image de la mère car elle porte en elle une contradiction, ayant produit la vie et donc répondu à son rôle féminin mais ayant aussi enfanté un terroriste/extrémiste.⁹⁹ Il existe dès lors une tension entre les deux polarités de la figure maternelle vue comme femme-subie et atout pour prévenir le radicalisme.¹⁰⁰</p>
<p>2 La femme-incomplète</p>	<p>Cette figure est liée à la notion de « deviant womb »¹⁰¹ et de « whore »¹⁰² où la femme liée à l'extrémisme violent est perçue comme déviante. Ici il est intéressant d'ajouter que cette déviance est souvent de nature sexuelle. Comme on peut le voir pour le cas de la Tunisie, l'idée de déviance sexuelle est particulièrement intéressante pour analyser les représentations des jeunes filles allant en Syrie pour pratiquer « jihad el nikah » par les media et le grand public.¹⁰³</p>
<p>3 La non-femme</p>	<p>Ce troisième archétype est associé à la notion de « vacant womb »¹⁰⁴ et de « monster »¹⁰⁵ et où les attributs naturels de la femme se retrouvent annihilés. Les motivations de son rôle dans la violence ne sont plus expliquées par sa condition de femme mais c'est son histoire personnelle et ses caractéristiques uniques qui sont mises en avant. Elle se retrouve ainsi séparée de sa condition sociale en tant que femme, car elle ne correspond pas à la représentation de la femme, selon ses motivations.¹⁰⁶</p>

Il faut noter que ces trois idéaux-types s'entremêlent dans les justifications de la présence des femmes dans l'extrémisme mais que dans les trois cas, les causes structurelles de la présence des femmes, qu'elles soient liées ou non à sa condition féminine, sont absentes. Enfin, il faut aussi analyser les instruments des media et de l'opinion publique dans la reproduction de ces idéaux-types : à ce titre, un article du site tunisien d'information Business News est particulièrement éloquent en présentant en février le cas de la radicalisation de deux jeunes tunisiennes, Rahma et Ghofrane Chikhaoui, présentées à la fois comme des victimes passives de l'enrôlement et des personnalités déviantes, répondant aux deux premières catégories évoquées.¹⁰⁷

99 GENTRY, C. E. 2009. Twisted Maternalism. *International Feminist Journal of Politics*, 11, 235–252.

100 Il y a un intéressant phénomène médiatique qui consiste à s'adresser aux mères pour comprendre notamment les actions terroristes des "fils" en Tunisie: <http://www.rtl.fr/actu/international/attentat-en-tunisie-la-mere-du-terroriste-prend-sa-defense-7779001420>

101 ÅHÄLL, L. 2012. Motherhood, Myth and Gendered Agency in Political Violence. *International Feminist Journal of Politics*, 14, 103-120. On peut traduire "deviant womb" par 'utérus déviant'.

102 SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. 2007. *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*, New York, USA, Zed Books. On peut traduire "whore" par pute.

103 <http://tempsreel.nouvelobs.com/l-enquete-de-l-obs/20131107.OBS4614/tunisie-la-verite-sur-le-djihad-sexuel.html>

104 ÅHÄLL, L. 2012. Motherhood, Myth and Gendered Agency in Political Violence. *International Feminist Journal of Politics*, 14, 103-120. On peut traduire "vacant womb" par 'utérus vide'.

105 SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. 2007. *Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics*, New York, USA, Zed Books.

106 L'exemple de la Française Emilie Konig est à ce propos intéressant puisqu'avant son départ pour la Syrie en 2012, elle avait incarné une icône dans la sphère djihadiste française dynamisant le recrutement djihadiste en France, selon la sociologue Agnès de Féo.

107 NOUIRA, I. 2015. "La mère des terroristes Rahma et Ghofrane Chikhaoui : Ma fille reviendra pour faire un attentat en Tunisie !", 16 septembre 2015, Business News <http://www.businessnews.com.tn/la-mere-des-terroristes-rahma-et-ghofrane-chikhaoui--ma-fille-reviendra-pour-faire-un-attentat-en-tunisie,520,58948,3>

3.3. Motivations personnelles et facteurs structurels

Les motivations personnelles... Il existe une contre-littérature à ces idéaux-types qui **insiste sur le rôle des femmes dans l'extrémisme violent et sur la centralité de leurs positions en prenant comme exemple récurrent les femmes « suicide-bombers »**. Cette littérature tente de lier les motivations personnelles des femmes en les présentant comme des agents autonomes. Bloom considère ainsi les 4Rs « religion, redemption, relationship, respect/rape » pour appréhender les motivations des femmes à rejoindre les groupes extrémistes.¹⁰⁸ Néanmoins, il faut analyser ces hypothèses avec précaution car elles présentent souvent les motivations des femmes comme étant uniquement les conséquences mécaniques de traumatismes personnels.

...Et une réponse à un besoin tactique. Les raisons structurelles de la participation des femmes à l'extrémisme violent sont seulement vues à travers le prisme de la réponse à des pressions extérieures, et au développement de technique de « profiling » des potentiels terroristes masculins. Ainsi l'utilisation de femmes comme terroristes (ou suicide-bombers) permet de créer un effet de surprise et représente un enjeu tactique.¹⁰⁹ À titre d'exemple, le rapport du FTDES cite deux dossiers de justice où "devant la multiplication des arrestations et de leurs pertes humaines dans les affrontements, les groupes terroristes ont eu recours à l'entraînement militaire des femmes".¹¹⁰

Dans le cadre de cette recherche, le rôle des femmes dans l'extrémisme violent est donc analysé comme n'étant ni un phénomène « exceptionnel », c'est-à-dire seulement compris à travers l'angle des raisons personnelles, ni comme un phénomène « transitoire ».

De manière générale, les théories développées plus haut se trouvent vite confrontées à la réalité et à la diversité des situations et ne parviennent pas à proposer de théories systématiquement intéressantes. **Le seul point pertinent qui semble ressortir de cette littérature a trait aux raisons personnelles, familiales et sociales proches (= sphère privée) entrant dans l'adhésion à ces groupes.** Ainsi il faut se demander si l'adhésion aux groupes se veut comme une rupture familiale, avec la communauté, ou au contraire si elle est le produit de ces formes de socialisation. Von Knop¹¹¹ évoque par exemple un recrutement à travers les groupes religieux de «sisterhood ». Récemment les travaux d'enquête journalistique de David Thomson et de Roméo Langlois permettent d'éclairer ce phénomène.¹¹² Une hypothèse concomitante serait que le recrutement se fait probablement moins au sein de la famille que dans les cercles d'amis et connaissances ce qui pousserait à considérer le rôle des groupes dits de « socialisation secondaire ».

108 BLOOM, M. 2007. Female Suicide Bombers: A Global Trend. *Daedalus*, 136, 94-102.

Aussi dans: ISPAHANI, F. 2016. Women and Islamist Extremism: Gender Rights Under the Shadow of Jihad. *The Review of Faith & International Affairs*, 14.

109 CUNNINGHAM, K. J. 2010. Cross-Regional Trends in Female Terrorism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 26, 171-195.

110 Les dossiers évoqués sont ceux de Khelifa Graoui qui a supervisé un camp d'entraînement dans le maquis de Sidi Bouzid et celui d'une dénommée Ghada qui a tenté un attentat à Hay Ettadhamen. FTDES 2016. Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers juridiques. Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.

111 KNOP, K. V. 2007. The Female Jihad: Al Qaeda's Women. *Studies in Conflict & Terrorism*, 30, 397-414.

112 THOMSON, D. 2015. Les Français Djihadiste. Editions Les Arènes. et LANGLOIS, R. LADOUIS M., HUVER, E., Vidéo: Les soeurs, les femmes cachées du Jihad. 2017 France 24

Les dangers du féminisme “occidentalisé”

Les conceptions sociales du genre et de la violence se superposent à d’autres stéréotypes lorsqu’ils concernent les femmes dans les groupes extrémistes conservateurs et notamment liés à l’Islam rigoriste. Il existe une perception d’un paradoxe de la relation entre l’Islam et les droits de la femme, où l’Islam rigoriste est vu comme prônant un rôle subordonné et limité pour la femme dans la société. **Au travers de ces idéologies se pose la question de savoir pourquoi les femmes s’engageraient dans des groupes qui s’opposent à leur émancipation ?**¹¹³ Le problème dans cette conception est qu’elle pose un regard

« occidentalisé » sur :

1) la condition féminine et voit dans la femme musulmane un être méconnaissant ses droits et subordonne et qu’il faut ainsi

« sauver »¹¹⁴, thèse immédiatement embrassée par les réfractaires au féminisme et les religieux radicaux ;

2) l’idée d’émancipation ou libération, conçue comme un processus individuel d’autonomisation. A contrario, l’engagement dans des groupes liés à l’extrémisme violent apparaît comme une forme d’activisme dans lequel les femmes cherchent à s’ancre dans la sphère publique.¹¹⁵ Ce point est particulièrement important dans la présente étude afin d’éviter tout biais dans l’approche du féminisme tunisien, et pour comprendre les stratégies individuelles des femmes impliquées dans l’extrémisme violent.

3.4. Les justifications idéologiques sur la présence des femmes

Il y a un certain danger à interpréter le contenu idéologique de manière littérale et ainsi de voir dans les doctrines islamiques rigoristes l’explication de l’absence de femmes dans les groupes extrémistes. Les groupes extrémistes se jouent de ces différentes interprétations pour exclure, intégrer ou placer les femmes dans des rôles spécifiques, par exemple comme soutien aux hommes combattants. Les discours idéologiques se font souvent a posteriori des actions pour « accorder autorité, légitimité et authenticité »¹¹⁶. On peut ainsi penser à l’utilisation de précédents historiques¹¹⁷ pour légitimer le rôle des femmes dans le djihad.

113 ISPAHANI, F. 2016. Women and Islamist Extremism: Gender Rights Under the Shadow of Jihad. *The Review of Faith & International Affairs*, 14.

114 ABU-LUGHOD, L. 2013. *Do Muslim Women Need Saving?*, Cambridge & London, Harvard University Press.

115 SIXTA, C. 2008. The Illusive Third Wave: Are Female Terrorists the New “New Women” in Developing Societies? *Journal of Women, Politics & Policy*, 29, 261-288.

116 BROWN, K. E. 2011. Blinded by the Explosion? Security and Resistance in Muslim Women’s Suicide Terrorism. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) *Women, Gender, and Terrorism*. Athens & London: The University of Georgia Press.

Les femmes dans la martyrologie

Selon les circonstances, les femmes ont une place particulièrement importante dans la martyrologie liée à l'extrémisme violent. À ce titre, l'exemple de la Palestine est éclairant à deux égards. (1) Tout d'abord, les femmes et jeunes filles non-combattantes sont considérées comme victimes de l'occupation israélienne et élevées au rang de martyrs, au même titre que les hommes.¹¹⁸ (2) Par ailleurs, les femmes en tant que mères ont pu jouer un rôle significatif dans la propagation de l'image du martyr comme figure de résistance à travers la transmission des récits propre à la martyrologie locale au sein de leur communauté.¹¹⁹ En Tunisie, en revanche, la figure du martyr s'intègre dans un environnement politique différent et est omniprésente dans le paysage politique et ce dès avant la révolution de 2011 et ses "martyrs" – dont le plus célèbre reste Mohamed Bouazizi.¹²⁰ Qu'elles soient extrémistes ou affiliées à l'opposition de gauche, publiques ou anonymes, les martyrs sont les figures d'une violence étatique ou extra-étatique jugée injuste et contraire à la communauté, ce qui confirme le jugement de Atmane Aggoun (2006) dans son analyse du cas algérien et des martyrs du FLN : « Le martyr tire sa substance de la religion (Islam), mais il est au-delà de la religion. La reprise de cette notion dans le vocabulaire politique et institutionnel de l'Algérie indépendante montre qu'elle n'échappe pas aux mutations que connaît le monde musulman depuis des siècles. »¹²¹ La figure du cyberdissident Zouheir Yahyaoui, décédé en 2005 d'une crise cardiaque suite aux mauvais traitements subis dans la prison de Borj El Amri, est désormais institutionnalisée par la Tunisie post-béneliste. Plus récemment les assassinats de Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, revendiqués par l'Etat Islamique en décembre 2014, montrent que la place du genre dans la martyrologie liée à la violence repose sur le contexte politique mais aussi socio-culturel qui lui est associé : leurs femmes respectives Basma et Mbarka ont vu leur engagement en faveur des droits de l'homme, pourtant de longue date, finalement reconnu par une partie de l'opinion tunisienne, mais d'abord en leur qualité de 'femmes de' martyrs.

3.5. Conclusion : pertinence du prisme du genre

Le prisme du genre correspond à l'intégration d'une série de facteurs :

- Des perceptions essentialistes tendant à (1) représenter les femmes comme des acteurs nécessairement a-violents (2) voir dans les femmes engagées dans l'extrémisme violent une forme de déviance des normes de féminité (3) présenter les femmes comme des soutiens nécessairement passifs dans les groupes liés à l'extrémisme violent.
- Ces représentations essentialistes du genre sont par exemple véhiculées dans les médias tunisiens et au sein même de la société civile tunisienne luttant contre l'extrémisme violent et où l'on considère les femmes avant tout comme des mères
« nécessaires pour lutter contre le terrorisme. »¹²²

A rebours de ces lectures qui semblent échouer à saisir à la fois les spécificités du processus de « radicalisation » des femmes et leur adhésion à l'idéologie violente mais aussi les caractéristiques de leur engagement, la grille d'analyse privilégiée dans ces études dépasse les traditionnelles approches dites du choix rationnel ou des 'push/pull factors' (facteurs d'attraction/répulsion). Si chaque cas est bien sûr singulier et si les mêmes déterminants macro et micro peuvent conduire à des itinéraires de radicalisation distincts, le schéma ci-dessous entend faire droit à la complexité des phénomènes d'adhésion idéologique, de radicalisation et d'engagement dans les groupes violents en dégagant un modèle non-linéaire incluant des facteurs structurels ou contextuels, des vecteurs idéologiques directs ainsi que les spécificités sociales, économiques et psychosociales individuelles propres à chaque femme concernée.

«la radicalisation est Une idéologie qui remet en question la légitimité des normes et politiques établies. » (FAHMI, G. & MEDDEB, H. October 2015. Market for Jihad: Radicalization in Tunisia. Washington DC: Carnegie Middle East Center.) Le radicalisme n'est pas spécifique à une idéologie religieuse et n'implique pas nécessairement l'usage de la violence. Dans la continuité de cette définition, la "radicalisation" sera prise comme le processus individuel menant au radicalisme.

117 Brown évoque par exemple l'utilisation des femmes du prophète et leur rôle dans le jihad comme servant de précédent.

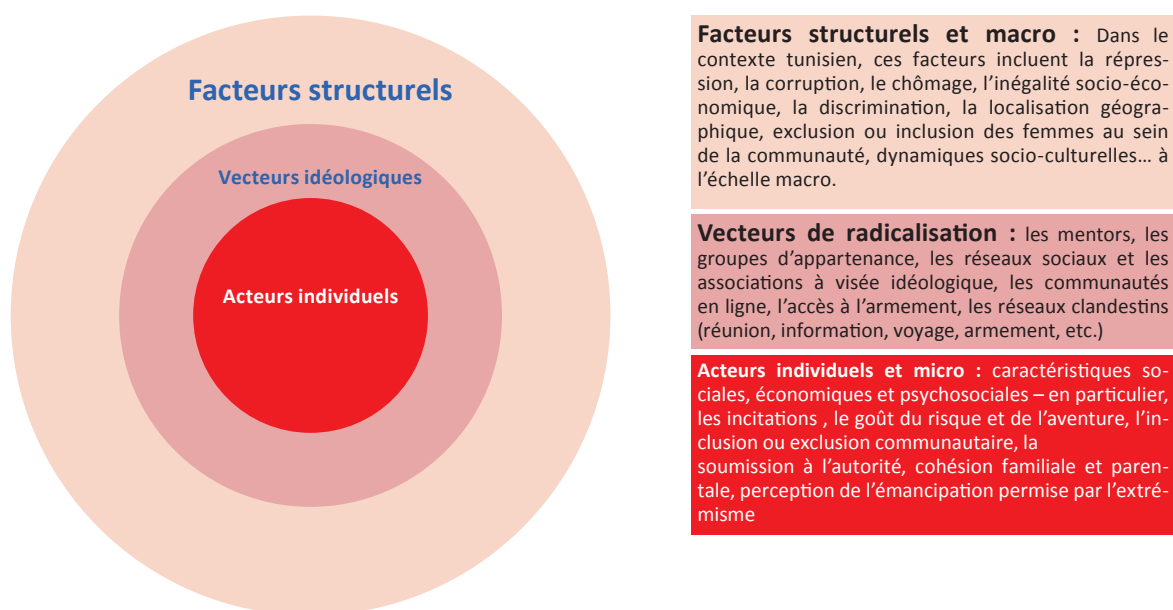
118 Cette vision de la femme-martyr tend cependant à enfermer les femmes dans la catégorie de victime, comme nous l'avons déjà vu.

119 KHALILI L. (2007), *Heroes and Martyrs of Palestine*, Cambridge University Press

120 HALVERSON, J. R., RUSTON, S. W., & TRETHERWEY, A. (2013). "Mediated Martyrs of the Arab Spring: New Media, Civil Religion, and Narrative in Tunisia and Egypt". *Journal of Communication*, 63(2), 312–332

121 AGGOUN, A. Le Martyr en Islam. Considérations générales, in *Etudes sur la Mort*, 2006/2 (n°130)

Schéma 2 : Facteurs structurels et vecteurs idéologiques conduisant à l'engagement des femmes dans l'extrémisme violent



4. Le cadre institutionnel et juridique en théorie et pratique

Afin d'établir la relation entre le prisme du genre dans l'extrémisme violent et le rôle de l'État, il est important de considérer quelles sont les réponses de l'État face à l'extrémisme violent et comment il tient compte des critères du genre. Ayant noté dans les précédentes sous-sections les limites d'une approche seulement sécuritaire, il faut à présent mesurer les efforts effectués par la Tunisie dans les domaines de l'égalité entre hommes et femmes, d'une part, comme dans la mise en œuvre d'une stratégie concertée de CVE/PVE, d'autre part.

4.1. Cadre institutionnel et juridique en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et contre les violences faites aux femmes

L'État tunisien a historiquement déployé ce que l'on pourrait considérer comme une « façade juridique » : de nombreuses lois et politiques progressistes ont été annoncées sans pour autant aboutir à une application pratique ou à un réel changement sociétal. L'analyse de LAMLOUN et TOSCANE (2018) de l'instrumentalisation du droit des femmes sous Ben Ali est de ce point de vue très éclairante car elle met en perspective l'utilisation de l'alibi féministe pour lutter contre le Mouvement de la tendance islamique (MTI) et faire éclater les différents partis d'opposition :

«Pour expliquer l'attachement quasi-obsessionnel du pouvoir aux droits des Tunisiennes, il faut surtout revenir au contexte de bipolarisation politique consécutif aux élections générales du 2 avril 1989 (...) L'heure est alors à l'élaboration d'un consensus national contre l'extrémisme, avec pour outils idéologiques les deux chevilles ouvrières du discours officiel : droits de l'homme et droits des femmes.

Au nom des premiers, il faut éliminer de la scène politique les « ennemis de la démocratie » (les islamistes). Si bien que les seconds se transforment en alibi : le régime s'érige en défenseur de la société civile et des femmes contre l'islamiste, avec pour leitmotiv : Pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie. Le régime donne des gages à peu de frais : il exhibe les mesures adoptées en 1992 en faveur des femmes, mais sans rien concé-

der sur le terrain de la démocratie ou de la liberté d'expression. Comme si la cause des femmes justifiait la répression contre le MTI. Et pourtant le procédé est efficace : l'opposition se divise, une grande partie reprenant les arguments du pouvoir. (...) La machine policière s'emballa contre les islamistes d'abord, contre toute forme d'opposition ensuite. Les promesses d'antan se révèlent être des faux semblants. La démocratie, le pluralisme, la liberté d'association, la liberté d'expression, l'intégrité physique des citoyens se transforment en mirages destinés à la « communauté internationale » et les droits des femmes en leurre. »[sic]¹²³

L'histoire récente de la Tunisie invite donc à la prudence critique face aux avancées, pourtant réelles, dans l'égalité entre les sexes. Trois grands efforts constitutionnels, légaux et institutionnels sont à souligner :

La Constitution tunisienne de 2014 : L'application de l'article 46 de la Constitution de 2014 portant sur l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités ainsi que les conventions internationales relatives aux droits des femmes telles que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) suffiraient à elles seules à garantir la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant sur Femmes, Paix et Sécurité. L'article 46 marque en particulier un virage important en établissant la primauté du droit civil sur le référent religieux ou privé :

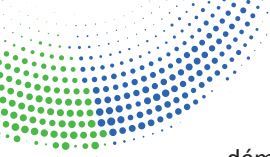
*« L'Etat s'engage à protéger les droits acquis de la femme, les soutient et œuvre à les améliorer. L'Etat garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités dans tous les domaines. L'Etat œuvre à réaliser la parité entre l'homme et la femme dans les conseils élus. L'Etat prend les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence entre les femmes »*¹²⁴

La loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes : la loi est votée en juillet 2017 et promulguée en février 2018. L'avancée principale est la reconnaissance des violences physiques, morales, sexuelles, qui deviennent une affaire de droit et non plus une affaire privée. La loi prévoit en particulier une assistance juridique et psychologique aux victimes de violences et instaure des programmes spécifiques pour ancrer « les principes des droits humains et de l'égalité entre les genres » dans l'enseignement. Le texte modifie également certains articles du Code pénal, en supprimant la disposition qui prévoit l'abandon des poursuites contre l'auteur d'un acte sexuel « sans violences » avec une mineure s'il se marie avec sa victime, ainsi que nombre d'amendements assurant une meilleure protection des victimes.

Le Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité et la Résolution 1325: La Tunisie membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, a voté en faveur de la Résolution 1325, adoptée à l'unanimité le 31 octobre 2000. Ce texte est l'un des premiers documents officiels reconnaissant le rôle des femmes en tant qu'acteurs du maintien de la paix, et des associations des droits des femmes dans le développement et mise en œuvre de la coalition. Parmi les quatre axes de la Résolution, il faut encore noter la protection des femmes et des filles contre les violations de leurs droits fondamentaux, la participation à la vie socioéconomique et politique, les opérations de secours et les efforts de redressement. La Tunisie a

123 LAMLOUN, O. et TOSCANE, L. (2018) Les femmes tunisiennes, un bien commode alibi, dans Le Monde Diplomatique, Manière de Voir, Le Défi tunisien, août-septembre 2018

124 Constitution tunisienne de 2014, article 46. Traduction Monia Ben Jemia. Sur l'article 46, on lira avec profit l'excellente analyse de Monia BEN JEMIA (2016) Lecture de l'article 46 de la Constitution in PNUD (2016), La Constitution de la Tunisie, processus, principes et perspectives : « Maintenir les femmes dans une position d'infériorité dans l'espace privé et familial, c'est les empêcher d'exercer effectivement leurs droits politiques, mais aussi leurs droits économiques, sociaux et culturels. A ces arguments, on pourra opposer que l'égalité dans la Constitution ne vise les femmes qu'en leur qualité de citoyennes (préambule et article 21), que la Constitution ne cite expressément que les droits liés à la citoyenneté (droits politiques, droits économiques (droit au travail en particulier) et que l'article 49 ne s'applique qu'aux seuls droits et libertés consacrés par la Constitution et donc mentionnés expressément dans la Constitution. (...) Mais une telle interprétation est irrecevable, pour les raisons que nous venons d'avancer, à savoir l'indivisibilité des droits de l'homme et leur interdépendance, mais aussi en raison de l'engagement de l'Etat à prendre les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence à l'égard de la femme. Car comme nous l'avons vu, la violence se nourrit de la discrimination et, afin d'éradiquer la violence dans l'espace privé et familial, dont le taux de prévalence est le plus élevé selon l'enquête nationale publiée en 2011, il faut considérer que la femme a un droit acquis à l'égalité, y compris dans les droits civils et familiaux. »



démarré une discussion au niveau national pour l'élaboration d'un Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité. Le comité de pilotage s'occupant de l'élaboration de ce plan d'action est présidé par la Ministre de la femme, de la famille et de l'Enfance et inclut des membres de plusieurs ministères notamment le ministère de la Défense, de l'Intérieur ainsi que de plusieurs organisations de la société civile. Lors d'un atelier initial de travail technique avec les membres du comité de pilotage pour l'élaboration de ce plan, ONU Femmes Tunisie a indiqué que la mise en œuvre du Plan d'Action National, dont l'élaboration est attendue pour la fin 2018, s'étalerait sur trois ans avec l'appui du gouvernement finlandais et la participation des ministères déjà cités et de plusieurs composantes de la société civile.

En théorie comme en droit, ces trois volets importants de la défense de l'égalité entre hommes et femmes paraissent se renforcer et ne demandent qu'à être mis en œuvre pour garantir réellement les droits des femmes. En pratique, un changement des mentalités et des ajustements progressifs seront nécessaires pour éviter une confrontation entre la sphère du droit civil, la sphère religieuse (interprétations de la Charia) et la sphère privée (famille, traditions). La création par décret présidentiel du 13 août 2017 de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe) va dans ce sens, en invitant les neuf membres de la commission – juristes, islamologues, anthropologues, militants des droits humains – à rendre des avis sur l'abolition de la peine de mort, la dépenalisation de l'homosexualité, les droits des femmes. Dans son rapport rendu public mercredi 20 juin, la Colibe défend des réformes sociétales pour mettre le droit tunisien en harmonie avec la Constitution de 2014 et les conventions internationales comme la Résolution 1325 ou la CEDAW, qui prônent l'égalité des citoyens et la liberté de conscience. « *La Colibe explique que référents religieux et défense des droits humains inscrits dans la Constitution ne sont pas en contradiction et qu'il est légitime de revoir les règles de la charia établies par des humains, dans la lignée de l'historique réformisme tunisien* »¹²⁵, comme le souligne encore la juriste Monia Ben Jemia. La déclaration du 13 août 2018 du Président Béji Caid Essebsi proposant de modifier les dispositions du Code du Statut Personnel pour donner aux femmes tunisiennes des droits égaux en matière d'héritage montre une avancée concrète importante dans ce domaine, sous réserve d'adoption par l'Assemblée des représentants du peuple.

4.2. Les stratégies et programmes de CVE/PVE

Alors que de nombreux observateurs se félicitaient des progrès de la Tunisie dans la lutte contre le terrorisme, un nouvel attentat revendiqué par AQMI contre une caserne de l'armée, près de la frontière avec l'Algérie, dans le secteur de Ain Sultan a endeuillé le pays en juillet 2018 en faisant six morts. Derrière les efforts réels et les progrès affichés, en particulier depuis l'attentat de 2016, le climat reste ainsi très volatile dans de nombreuses régions du pays et les gains réalisés demeurent fragiles. La question du genre est par ailleurs oubliée – ou évacuée – des programmes et stratégies de CVE/PVE déjà mis en place.

Un rapport¹²⁶ établi par le Conseil européen des relations internationales (ECFR), dresse les avancées réalisées en matière de lutte anti-terroriste dans le cadre de la coopération entre la Tunisie, le Maroc, et l'Union Européenne. Dans la lutte contre le terrorisme en Tunisie, l'ECFR relève un manque de stratégie politique quant au processus de dé-radicalisation, de lutte contre la radicalisation, et de gestion des « djihadistes » revenus de Syrie et d'Irak. Depuis 2014, il y a eu une refonte de la structure et de la stratégie des services de sécurité tunisiens : le gouvernement a renforcé le rôle de l'armée dans la lutte antiterroriste, par la création en 2015 de l'Agence de renseignement et de sécurité de la défense, qui reçoit un financement indépendant du reste des forces armées. En 2015, le gouvernement a aussi lancé la Commission nationale de lutte contre le terrorisme, qui a rejoint le Conseil de sécurité dans l'élaboration de la nouvelle stratégie globale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dévoilée en 2016. Ressemblant fortement aux modèles européens, cette stratégie est centrée sur les quatre piliers suivants :

1. La prévention (action sur les facteurs socio-économiques, culturels, idéologiques... par la coopération régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme et la promotion de la paix et le développement de la région)
2. La protection (réduction de la vulnérabilité de la population et des infrastructures face aux attentats, système de coordination et de partage d'informations plus efficace entre les différents services de renseignements)
3. La poursuite (financement des terroristes, moyens et outils de communication, instruments juridiques adéquats, lutte contre le trafic illicite, disponibilité de l'information)
4. La réponse (gestion de crises et évaluation des actions entreprises).

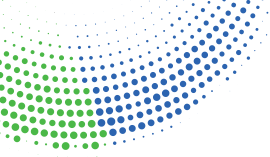
Enfin, début 2017, la Tunisie a mis en place le Centre National de renseignement, une institution conçue pour surmonter les problèmes de coordination et le partage d'informations entre les agences de renseignement sur l'action antiterroriste du pays. Toujours selon le rapport de l'ECFR, deux lacunes majeures demeurent cependant dans la nouvelle architecture mise en place :

- Le manque de réforme de fond au Ministère de l'Intérieur et le lent changement des mentalités au sein de ce pivot de la société tunisienne : « *in transitions from authoritarian rule, institutions that were at the centre of the old regime's repressive apparatus are the slowest to reform* »¹²⁷;

125 Citée dans un article de VERDIER, M. (2018) La Tunisie, pionnière de réformes en terre d'islam, La Croix du 21 juin 2018.

126 DWORKIN, A. et EL MALKI, F-Z. The southern front line: EU counterterrorism cooperation with Tunisia and Morocco, European Council on Foreign Relations, 15 February 2018. Disponible à l'adresse : https://www.ecfr.eu/page/-/the_southern_front_line_eu_counter_terrorism_cooperation.pdf

127 On peut traduire par : « dans le processus de transition depuis un régime autoritaire, les institutions qui étaient au centre de l'ancien appareil de répression étatique sont les plus lentes à se réformer ».



- Le maintien de l'état d'urgence depuis novembre 2015, et ce en dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire du pays, ce qui donne à la police une certaine liberté dans les perquisitions et les arrestations – souvent dénoncées par Amnesty International. Par ailleurs, la situation d'exception peut conduire à réprimer la liberté de la presse ou les libertés individuelles.

En dépit des avancées réelles dans la lutte contre le terrorisme, le terreau social et économique reste encore fertile pour la radicalisation par un manque de réformes de structures ; dans un domaine requérant des changements de fond, les bénéfices ne sont par ailleurs perceptibles qu'à long – voire très long – terme. De manière plus inquiétante, l'absence de prise en compte de la question du genre dans les stratégies de l'État contre l'extrémisme violent peut conduire à renforcer des stéréotypes dans les domaines de la prévention et de la participation en particulier. Sachant que le « féminisme » de l'État tunisien s'est historiquement appuyé sur des stéréotypes et une instrumentalisation politique de la femme, un risque similaire existe pour le travail de CVE/PVE. Une meilleure connaissance du prisme du genre, comme des spécificités de l'engagement radical et de l'extrémisme violent selon le sexe, sont nécessaires pour apporter des réponses plus pertinentes.

3. Résultats de l'étude

Hypothèses, enquête, questions

Sur la base des hypothèses contextuelles nées de la revue de littérature et des entretiens à Tunis, les terrains effectués dans les zones de recherche ont permis d'apporter des éléments de validation, de nuance, ou d'infirmer. Dans les zones d'étude, des représentations sociales associées au processus de radicalisation éclairent un certain nombre d'espaces sociaux en tensions en Tunisie (la famille, le cadre patriarcal, etc) et de bouleversements identitaires (adolescence, émancipation féminine, rapports hommes/femmes). Les perceptions traditionnelles du rôle et des aspirations des femmes dans la vie quotidienne restent prédominantes, même si elles sont mises à l'épreuve par des positionnements sociaux en évolution (femmes sur le marché du travail, responsabilités familiales partagées, mobilisation politique). Les capacités d'influence et de persuasion qui sont attribuées aux femmes leur confèrent un rôle essentiel, dans les trajectoires de radicalisation (recrutement, propagande, information), mais aussi dans les stratégies de prévention de la radicalisation, dans lesquels il convient d'intégrer cette dimension.



Malgré une attention importante accordée à la question de « l’extrémisme radical » en Tunisie au cours des dernières années, l’absence d’une réelle perspective politique, sociale, ou conceptuelle de genre, a contribué à entretenir :

- 1) une vision souvent stéréotypée de la radicalisation violente au féminin ;
- 2) une absence de solutions politiques, sociales et sociétales au problème de la radicalisation et de l’extrémisme violent chez les femmes. De telles lectures, réductrices et souvent sexistes, ont non seulement tendu à réduire la complexité propre aux trajets individuels des femmes mais aussi à ne pas identifier de solutions susceptibles de contrarier les causes réelles de l’engagement de jeunes tunisien(ne)s dans la violence idéologique. Les conclusions préliminaires de cette revue documentaire suggèrent plusieurs pistes d’action – fondées sur des hypothèses de recherche – que la suite de la mission de recherche a permis de confirmer, nuancer ou invalider.

Le tableau suivant synthétise les résultats de l’exercice en testant les hypothèses nées de la revue de la littérature à l’épreuve des entretiens (expert(e)s, parties prenantes) et des terrains (groupes de discussion, cas individuels). Il faut aussi souligner que les limitations du terrain effectué – dans un nombre limité de communautés et selon certains biais méthodologiques et cognitifs inévitables – rendent bien sûr indicatives les conclusions et commentaires du tableau ci-dessous. Les nuances de vert reflètent la force ou le degré de validation de l’hypothèse (vert foncé = absolument validé, verts plus clairs = moindre validation) ; le jaune indique que l’hypothèse n’a pas pu être vérifiée ou invalidée avec l’outil considéré et pour les terrains considérés.

Tableau 4 : Présentation synthétique des hypothèses de la revue de littérature et des résultats du terrain

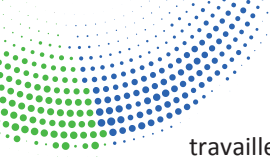
Statut des hypothèses de recherche née de la Revue de Littérature	Validation par les entretiens	Validation par les groupes de discussion	Commentaires éventuels
Hypothèse #1 : Le prisme générationnel (et identitaire) est central pour comprendre l’engagement des jeunes femmes tunisiennes dans l’extrémisme radical			C’est en effet un prisme central tant chez les jeunes gens que chez les jeunes femmes, à un moment particulièrement critique où l’individu est fragile émotionnellement et en quête de réponses cohérentes et structurantes.
Hypothèse #2 : La pauvreté et l’absence d’éducation ne sont pas les mobiles les plus pertinents d’explication			Les deux figurent parmi les mobiles clés mais ne sont pas les seules variables explicatives pour l’EV – ce qui doit avoir une incidence sur les programmes pour la jeunesse, l’emploi, l’assistance psychosociale.
Hypothèse #3 : Les mécanismes d’adhésion à des groupes prônant l’extrémisme violent sont le fait de petits groupes (cellules) qui s’autoalimentent dans leur radicalité			Non-validé sur le terrain mais fréquent dans la littérature. Les témoignages insistent sur la multiplicité et la non-linéarité des parcours des femmes.
Hypothèse #4 : Il faut élargir le champ d’analyse des lieux de radicalisation au-delà de la mosquée et la famille			L’importance des quelques lieux d’association (religion, sport, culture) peut en jouer comme catalyseur positif ou négatif. Dans les zones pourtant assez rurales ou pauvres de l’étude, internet est aussi associé à la radicalisation et à la clandestinité.

Hypothèse #5 : La dimension locale joue un rôle majeur dans le soutien et l'engagement dans des groupes liés à l'extrémisme violent			Les divisions géographiques (rurale/urbain ou centre/périphérie) recourent souvent les inégalités socio-économiques, ce dont les participants sont aussi conscients.
Hypothèse #6 : Le processus de radicalisation vers l'extrémisme violent est perçu par les femmes qui le subissent/vivent comme rationnel, cohérent et émancipateur			
Hypothèse #7 : Les constructions sociales de masculinité/féminité au sein des groupes extrémistes ont évolué			Cette hypothèse n'est que faiblement validée, sans doute en raison de l'absence de témoignages d'anciens membres de groupes violents.
Hypothèse #8 : Les perceptions stéréotypées des femmes nourrissent majoritairement la compréhension et la perception par la communauté de leur engagement dans l'extrémisme violent			Il faut noter une contradiction entre : 1) le maintien d'une structure patriarcale dans laquelle les responsabilités sont genrées et définies ; 2) la progressive libéralisation des mœurs et la volonté des nouvelles générations de s'émanciper. Paradoxalement, cette tension peut aussi générer une crise, des peurs, favorisant la radicalisation. D'où l'importance du dialogue social et communautaire.
Hypothèse #9 : Les solutions proposées par les modèles de CVE/ PVE ne sont pas pertinentes pour lutter contre l'extrémisme violent des femmes			Le soubassement théorique du CVE/PVE est problématique dans la mesure où il tend à vouloir contrôler – en particulier par le 'behavioral change' ou changement comportemental et l'action sur les communautés. Mais, sur la foi des témoignages recueillis, les quelques actions entreprises reproduisent des stéréotypes et habillent de vieux programmes d'assistance.

Hypothèse #1 : Le prisme générationnel (et identitaire) est central pour comprendre l'engagement des jeunes femmes tunisiennes dans l'extrémisme radical

l'adolescence est pointée comme un Terreau fertile de radicalisation et potentiellement d'extrémisme, car par définition le moment de constitution identitaire et de défiance à l'autorité¹²⁸, ainsi qu'une quête des limites, entre soi et les autres ; entre la vie et la mort¹²⁹ ; cette période de l'existence s'accompagne aussi d'un désir de vivre une expérience collective significative avec un groupe de pairs. Pour les jeunes femmes en particulier, cette quête identitaire trouve parfois une forme de réponse dans l'adhésion à un islam intégral, absolutiste et « pur », qui représentera alors un point de repère et une vision du monde cohérente.¹³⁰ Dans cette perspective, l'offre spirituelle de certains mouvements ou groupes comme le dit« Etat Islamique » par exemple, représente un certain attrait puisqu'il requiert l'adhésion des femmes au projet de « société » et de « politique » du « Califat ». Les femmes sont en effet indispensables à l'établissement durable du Califat sur terre et la promotion de la hijra auprès des « vraies musulmanes » s'inscrit dans cette logique qui tranche radicalement avec les autres groupes djihadistes¹³¹.

Comme mentionné dans de nombreux entretiens¹³¹ avec des acteurs internationaux ou de la société civile qui



travaillent sur l'extrémisme violent¹³², il est donc tout aussi important de considérer les facteurs subjectifs et parfois liés aux vulnérabilités individuelles pouvant expliquer l'engagement dans l'extrémisme violent. Rejoindre un groupe extrémiste et / ou adhérer aux idées qui lui sont associées tient davantage d'un processus que d'un choix rationnel. L'engagement dans un groupe violent ne doit pas être considéré comme l'achèvement logique et mécanique d'un processus linéaire, mais plutôt comme la concrétisation d'un jeu de motivations souvent contradictoires, plurielles, rationnelles ou non, qui aboutissent à un *basculement*.

Les profils d'individus néo-fondamentalistes ou ayant rejoint « Daesh », évoqués pendant les discussions de groupe, en particulier à Douar Hicher, tendent à refléter un processus de radicalisation brutale ou succincte dans le temps. La radicalisation est ainsi, avant tout, un jeu de push and pull factors qui conduit à une rupture : *rupture(s)* avec des comportements sociaux déviants ou peu valorisés par la religion (fumer, jeux d'argent), éventuellement avec un parcours marqué par la délinquance ou rupture avec une situation familiale ou affective inconfortable, ou violente.

Un participant de Douar Hicher décrit ainsi un proche : « Un de mes cousins **était comme les autres, il fumait**, mais il est devenu djihadiste et il est mort en Syrie. Il ignorait sa sœur dans la rue, et il était violent vis-à-vis de sa mère et de sa sœur. Il est allé en prison, et lorsqu'il est sorti, il est allé directement en Syrie ». Un autre souligne le changement de comportement : « On les voit dans notre cité (nb : les salafistes), et ils conseillent toujours les gens, et ils conseillent de laisser le rap. Ces gens-là avant **jouaient à des jeux d'argent dans la cité**. Ils conseillent de ne pas suivre la télé, et ces personnes **changent de comportement soudainement** ».

Le changement de comportement et d'apparence, qui consacre souvent une baisse de la sociabilité (refus de saluer ou de dire bonjour largement souligné dans les entretiens), est perçu comme le témoin essentiel du *basculement*, un marqueur externe de la conversion à un mode de pensée extrémiste. Ce changement d'apparence est vécu par les sondés comme un désir de rupture des radicalisé(e)s : « à mon avis la manière de se vêtir fait partie de la pensée extrémiste, quand on porte le « *niqab* » on perd le sens du relationnel, et de la communication, et donc on s'exclut » (Participant, Medenine) ; « le jihad c'est l'excès de prières, d'aller longtemps à la mosquée, même faire la prière de l'aube et de lire le Coran, de porter la barbe, et de mettre le chechia [sic], et de mettre « *le parfum* » (Participant, Douar Hicher). Cependant, certains considèrent que l'adhésion à l'extrémisme n'est pas réductible à un seul changement d'apparence : « *je pense que le vestimentaire et l'apparence extérieure ne sont pas un repère d'extrémisme ; celui qui a une barbe n'est pas forcément un extrémiste* » (Participant, Medenine).

Ce marqueur externe fait parfois l'objet de stratégies de dissimulation, comme l'indique **une participante à Medenine** : « Parfois les parents ne peuvent pas déceler que leurs enfants vont partir car ces derniers ont **changé leurs stratégies**. Il y a certaines mamans qui ont dit que leurs enfants portaient des jeans déchirés et leurs cheveux avec du gel coiffant ». Ces stratégies illustrent une dualité dans le processus de radicalisation : si certains adoptent les codes et rituels salafistes pour rendre visible leur engagement au monde, d'autres préfèrent la clandestinité ce qui peut suggérer des codes d'endoctrinement différent ou des finalités distinctes – au-delà des mobiles d'actions individuels. De ce point de vue, l'appréhension du djihadisme contemporain en tant que contre-culture adolescente, théorisée au travers des profils des individus radicalisé(s) en Europe, trouve également une résonance dans le contexte tunisien. Le rapport du FTDES indique par exemple que 51% des « présumés terroristes » tunisiens ont moins de 30 ans, et plus de 90% ont moins de 40 ans.

128 David Le Breton, « La scène adolescente : les signes d'identité », *Adolescence* 2005/3 (no 53), p. 587-602.

129 Brigitte Blanquet, « Les attaques du corps à l'adolescence », *Dialogue* 2010/1 (n° 187), p. 141-150.

130 Entretien avec Hasna Hussein, sociologue des médias et du genre

Face à cette dimension générationnelle et identitaire, il faut souligner les efforts de lutte contre l'extrémisme violent mis en place par l'aide psychosociale et le soutien individualisé. L'association des psychiatres tunisiens¹³³ vise ainsi à pousser le débat dans la société civile au-delà de la simple considération des raisons idéologiques de l'engagement. De manière croissante, les traumatismes ou blessures affectives sont considérés comme le cadre logique de l'engagement dans l'extrémisme violent. Comme le souligne Emna Jebblaoui de l'Institut de Développement Humain, les organisations de la société civile sont davantage mobilisées dans l'identification de ces vulnérabilités individuelles « ça peut être la violence subie dans la famille, un père violent, une rupture, un échec amoureux, ce sont les mêmes variantes qui sont à l'origine de l'engagement, rupture, échec, faille psychologique, dépression, adolescence, etc ».

Le cas des sœurs Chikaoui : quête d'identité adolescente et perte de repères familiaux

Le parcours très médiatisé des deux sœurs djihadistes Ghofrane et Rahma Chikaoui offre une illustration de ce moment de constitution identitaire, de révolte contre les parents et la société. A la suite du divorce de leurs parents (et probablement au départ du père), et d'une situation difficile à la maison, les deux jeunes sœurs se radicalisent. «A ce moment, le foyer des Hamrouni était face à des difficultés. Hamrouni (ndrl : leur mère) avait divorcé de son mari en 2011, et se battait pour imposer son autorité sur ses quatre filles. Sa fille la plus âgée, Ghofrane, aujourd'hui 18 ans, défiait sa mère en se maquillant et en coupant ses cheveux, et Rahma, un an de moins, s'est trouvée expulsée de l'école pour avoir eu des mots contre ses professeurs »¹³⁴. Le parcours des sœurs Chikaoui symbolise la quête adolescente d'une contre-culture, propre à l'expression d'un malaise identitaire, qui peut être en parallèle le résultat d'une situation familiale traumatique. L'absence du père, élément récurrent des profils de djihadistes en Europe, alimente très probablement la défiance face à l'autorité maternelle.

Ce relâchement de l'autorité parentale est perçu et mentionné par une participante, lors d'une discussion de groupe à Medenine : « maintenant nous trouvons des jeunes de 13 et 14 ans qui fument et qui ont déjà une copine, et nous ne sommes plus en mesure de dire ou de faire une réflexion comme avant, car ils répondent mal. Je pense que les parents n'accomplissent leur devoir, ils ne contrôlent plus leurs enfants ». La fragilisation des structures familiales traditionnelles est une réalité en Tunisie ; le taux de divorce atteint des proportions remarquables, classant en 2014 le pays en quatrième position mondiale¹³⁵. Cette rapide expansion des configurations monoparentales au sein d'un cadre sociétal où celles-ci sont perçues comme des situations d'échec ou socialement déviante peut devenir un terreau propice à la radicalisation.

Cette crise des institutions sociales recouvre également le questionnement qui porte sur l'institution même du mariage, et la fragilisation du statut social qui lui était associé : « peut-être au niveau de la femme on peut ajouter le problème du mariage, la crise de l'institution du mariage (...) au Maghreb le mariage c'est un statut social assez significatif pour les jeunes filles, mais pour quel avenir ? Il n'y a pas de mari qui remplit les critères, avec les critères traditionnels. Autant partir en Syrie et y trouver une vie, construire un projet de vie » (Anthropologue tunisienne)

Hypothèse #2 : La pauvreté et l'absence d'éducation ne sont pas les mobiles les plus pertinents d'explication

L'engagement au sein de « groupes djihadistes » est perçu de manière consensuelle comme la résultante de l'ignorance, du chômage, du « lavage de cerveau », mais des contre-exemples sont également cités, comme celui d'une participante à Medenine : « j'ai un ami de classe, avec qui je me disputais toujours car il y avait une concurrence entre nous – 'qui sera le premier de la classe' – il a terminé ses études et il est devenu ingénieur, il est parti là-bas !! » (Participante, focus group, Medenine). La perception que le départ pour les zones de combat dissimule des envies suicidaires est également partagée par de nombreux participants : « N'importe qui, qui quitte son pays pour aller faire la guerre dans un autre pays est un suicidaire, et ceci pour la femme ou pour l'homme ». (Participant, Medenine)

131 Entretien avec Hasna Hussein

132 Entretiens avec Hasna Hussein, Lamia Grar (IADH), Emna Jebblaoui (IDH).

133 L'association avait notamment organisé un colloque sur le thème de l'extrémisme violent en novembre 2016

134 https://broadly.vice.com/en_us/article/9k95xy/olfa-hamrouni-they-were-preparing-their-souls-to-die-when-your-daughters-join-isis : "At the time, the Hamrouni household was troubled. Hamrouni divorced her husband in 2011 and was struggling to maintain control of her four girls on her own. Her eldest daughter, Ghofran, now 18, defied her mother by wearing make-up and cutting her hair, and Rahma, a year younger, was expelled from school for arguing with the teachers".

135 <http://www.letemps.com.tn/article/88666/la-paix-des-m%C3%A9nages-mise-%C3%A0-mal-la-tunisie-au-4%C3%A8me-rang-mondial-en-terme-de-divorce>



Au-delà de ce consensus dans l'opinion, il faut cependant souligner que contrairement aux groupes djihadistes antérieurs, comme Al Qaida, l'Etat Islamique dépasse la seule logique de la lutte armée, pour proposer un ordre spirituel – le Califat – promesse de renouveau politico-religieux. Et cet horizon est à la fois porteur et rassurant pour de nombreuses femmes, indépendamment de leur niveau social ou de leur éducation : au regard des cas recensés jusqu'à présent,¹³⁶ de nombreuses candidates à l'extrémisme radical et violent sont issues des classes moyennes de la société tunisienne, sont scolarisées et éduquées ; certaines pourraient prétendre à des carrières dans les secteurs les plus valorisés de la société (fonction publique, médecine, services, etc.) L'idée que les candidates au djihad n'aient rien à perdre du point de vue de leur statut social est donc erronée.

La violence rédemptrice

Les moments de rupture, propres au processus de radicalisation, consacrent le passage de la délinquance à la sacralisation d'une violence rédemptrice.¹³⁷ En Europe, à titre de comparaison, les chiffres sont édifiants : de 2012 à 2015, 80% des individus ayant commis une attaque terroriste avaient un passé criminel et 60% ont été en prison (gangs, trafics de drogue).¹³⁸ Plusieurs chercheurs font l'hypothèse que ce passage de la petite ou de la grande délinquance à l'extrémisme violent est un moyen « de transformer le mépris de soi et sa propre indignité en mépris de l'autre et en sacralisation de soi »¹³⁹ : l'adhésion à la martyrologie des groupes extrémistes permet de renverser le stigmate négatif, de passer du « zéro au héros ». Comme le souligne Raphaël Liogier,

*« Contrairement à Al-Qaëda, qui propose une lecture rigide et violente du Coran, un « islam pur », Daech ne fait que renverser le sens des stigmates : si vous êtes délinquants, que vos actes sont allés dans le passé contre les prescriptions même de l'islam et contre la société, ce n'est pas de votre faute, vous vous êtes rebellés contre cette société pervertie et vous êtes en réalité des héros. Votre délinquance passée est le signe que vous êtes choisis par Allah pour une destinée unique »*¹⁴⁰.

Un des profils mentionnés par un jeune participant à Douar Hicher illustre pleinement cette trajectoire rédemptrice :

*« Mon voisin était en prison, et il a accédé au rang d'émir. Avant, il était **toxicomane et dealer**. Un jour, il a **essayé de corriger ses fautes**, et tout l'argent qu'il a récolté de son business, il a financé des mosquées et il a soutenu les djihadistes avec cet argent ».*

La violence serait-elle dès lors toujours déjà-là ? Sans être naturalisable, la violence, sous toutes ses formes (intériorisée par un nexus de frustration, humiliation, colère, abus physiques ou sexuels, violences policières et structurelles) peut pré-exister à l'adhésion d'un individu à l'extrémisme violent, mais c'est un complexe de fragilités économiques, sociales, culturelles, identitaires, générationnelles, etc. qui vont générer le basculement : la radicalisation permet de sacraliser et de donner un sens à cette violence, ainsi que le souligne le sociologue Farhad Khosrokhavar : « la radicalisation permet la sacralisation de la haine de la société, une haine produite par un sentiment d'exclusion économique et sociale, d'injustice et d'humiliation »¹⁴¹.

136 Etude FTDES-CTRET, Octobre 2016. L'exemple de l'exemple de Fatma Zouaghi, une « brillante élève » arrêtée en 2015 pour avoir dirigé la cellule médiatique d'Ansar al-Charia et de la Katiba Okba Ibn Nafaa (relevant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique) est probablement le plus médiatique.

137 MOOS, O. 2017. Le phénomène djihadiste en Tunisie, Religioscope, Etudes et Analyses, n°40, Décembre 2017 http://religion.info/pdf/2017_12_Moos_Tunisie.pdf

138 Idem

139 <http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-sociologie-de-la-radicalisation-entretien-avec-farhad-khosrokhavar-291659>

140 http://www.liberation.fr/france/2015/11/23/raphael-liogier-plus-on-est-fundamentaliste-moins-on-glisse-dans-l-action-terroriste_1415577

141 <http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-sociologie-de-la-radicalisation-entretien-avec-farhad-khosrokhavar-291659>

142 L'engagement des femmes dans la radicalisation violente, Centre de Prévention de la Radicalisation menant à la Violence, Québec, Secrétariat à la condition féminine (SCF) et le Conseil du statut de la femme (CSF), Octobre 2016.

Hypothèse #3 : Les mécanismes d'adhésion à des groupes prônant l'extrémisme violent sont le fait de petits groupes (cellules) qui s'auto-alimentent dans leur radicalité

L'embrigadement progressif au sein des groupes apparaît proche des mouvements sectaires, où le mimétisme et la réclusion jouent un rôle prépondérant : « *Les relations entre pairs et l'enfermement progressif dans un petit groupe d'individus aux croyances et aux idées convergentes semblent conduire à une rupture progressive entre les jeunes femmes visées et leur environnement familial, scolaire et parfois même amical* »¹⁴². Cette logique de groupe s'autoalimente dans sa radicalisation progressive :

- 1) le monde extérieur au groupe, la différence, sont assimilés au mauvais et à l'impur ;
- 2) les membres du groupe s'identifient à la situation des populations musulmanes en Syrie, en particulier ;
- 3) l'adhésion à un discours commun, celui de la hijra pour les femmes, cimente les membres du groupe individuellement et collectivement.

Il convient enfin de noter des mécanismes d'adhésion et un rôle différencié pour les femmes dans ces groupes, ce que montrent les réponses aux hypothèses 6 et 7. Il est ainsi probable que le prisme du genre ait en réalité plus d'effet sur les mécanismes d'adhésion ainsi que les rôles au sein des groupes extrémistes, et un effet moindre sur les motivations pour rejoindre ou soutenir ces groupes.

pur et l'impur : une grille de lecture binaire

La pensée religieuse extrémiste est une réduction du monde social aux concepts de « pure » et d'« impure » donc dans le cas de l'islam, la répétition incessante des catégories « halal » et « haram » qui permettent de faire sens et de réduire la complexité du social. Cette obsession binaire revient comme manifestation du salafisme-djihadisme dans les discussions de groupe. A la question « qu'est-ce que le djihadisme selon vous ? » un participant de Douar Hicher répond : « c'est un homme qui pense que tout le monde sont des mécréants et il parle toujours du « Halal » et « Haram ». Une autre participante ajoute : « *Les femmes aussi souhaitent influencer, elles te disent : Il faut cacher les cheveux « c'est un péché », « il ne faut pas travailler dans des administrations car il y a « ikhtilat » (mélange entre les hommes et les femmes) car c'est un péché ! Tout est un péché* » (participante, Medenine).

Hypothèse #4 : Il faut élargir le champ d'analyse des lieux de radicalisation au-delà de la mosquée et la famille

Les groupes liés à l'extrémisme violent ne sont pas nécessairement des groupes religieux, car bien qu'ils portent le label de "salafisme-djihadiste", il s'agit de considérer d'abord la structure et les revendications (notamment si elles appellent à la violence) de ces groupes plutôt que leur contenu idéologique. Dans cette logique, les efforts du gouvernement tunisien pour identifier les prédicateurs religieux « prédateurs » qui visent le contrôle de mosquées stratégiques peut bien sûr porter ses fruits ; néanmoins, la mosquée demeure de moins en moins un espace de socialisation et de radicalisation pour les jeunes, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Comme le note Moez Ali d'UTIL¹⁴³, les personnes peuvent être repérées dans des mosquées mais elles ne sont ni abordées, ni radicalisées dans ces lieux. Ainsi, il est important de considérer l'utilisation d'espaces profanes pour la radicalisation ainsi que le rôle croissant du phénomène de cyber-radicalisation.

Dans les zones de l'étude, le processus de radicalisation des femmes est majoritairement perçu comme une influence du mari ou du frère, comme le souligne un participant à Medenine : « La femme peut être attirée par l'idée du mariage, par la suite son mari profite d'elle et il la pousse à adopter la pensée extrémiste ». De même et par extension, les lieux « traditionnels » - les mosquées et écoles coraniques

143 Entretien avec Moez Ali, UTIL.

144 Olivier Moos, Le phénomène djihadiste en Tunisie, Religioscope, Etudes et Analyses, n°40, Décembre 2017 : http://religion.info/pdf/2017_12_Moos_Tunisie.pdf

145 <https://inkyfada.com/2017/01/terroristes-tunisie-dossiers-justice/>



–apparaissent comme les foyers de repérage et de recrutement des groupes radicaux. Comme le souligne Olivier Moos, « contrairement au parcours type de leurs coreligionnaires européens, les lieux de prière semblent avoir été un espace privilégié dans les processus de radicalisation jihadiste, permettant le rassemblement, la diffusion de la propagande, le recrutement et la préparation au voyage vers des théâtres de guerre »¹⁴⁴. Le rapport du Centre tunisien de la recherche et des études sur le terrorisme (FTDES), dans son enquête sur « le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers judiciaires », cite spécifiquement la mosquée Rahma dans le quartier El Khadra à Tunis comme un endroit privilégié de rassemblements, d'organisations de voyage et de préparation d'opérations terroristes¹⁴⁵. Ainsi, selon Emma Arcodia (SFCG), dans le cadre de sessions de dialogue dans les quartiers défavorisés, « de jeunes participants au processus de dialogue ont mentionné qu'ils connaissaient des filles qui avaient été recrutées dans les mosquées et les écoles ».

Moez Ali, de l'association UTIL, distingue la phase de « repérage » du processus d'embrigadement et de radicalisation lui-même : « le repérage se fait dans les mosquées et la radicalisation se fait derrière des portes fermées ». Cette perspective est réaffirmée par une participante à Medenine : « Les jeunes peuvent être polarisés par des groupes à la sortie de la mosquée. Les réunions sont faites loin de la mosquée car ils ont peurs des forces de l'ordre ».

Les mécanismes de radicalisation diffèrent cependant entre hommes et femmes du fait de la présence moins ancrée des femmes dans l'espace public. On notera donc des réseaux différenciés de radicalisation pour les femmes qui s'appuient plus sur des formes de socialisation secondaire¹⁴⁶. La cyber-radicalisation chez les femmes est ainsi un enjeu clé dans la mesure où celles-ci ont moins accès aux prêches et aux lieux publics de radicalisation par exemple. Parmi les causes de la radicalisation, un participant à Medenine identifie « la même chose pour les hommes et les femmes : un lavage de cerveau, polarisation, et réseaux sociaux surtout pour les femmes ». Cette perception est attestée par Alaa Talbi du FTDES : « En Tunisie, avec les femmes, la porte d'entrée, c'est les réseaux sociaux. Tous les types, surtout *facebook*, ensuite passent *skype viber, whatsapp Telegram* ». Les femmes qui sont relativement plus absentes dans l'espace public que les hommes sont de fait une population plus exposée. Les réseaux sociaux sont des « incubateurs » de radicalisation et facilitent par leurs contenus l'assimilation d'idées extrêmes et la prise de contact entre recruteurs et candidats, même s'ils ne peuvent pas être retenus comme seul levier du processus. Enfin, les universités sont également identifiées par Alaa Talbi comme des foyers potentiels de radicalisation : « Dans les universités scientifiques, il y a aussi des femmes qui se radicalisent individuellement ». Le rapport du FTDES révèle que 40% des profils de présumés terroristes ont un niveau universitaire, mais la grande majorité n'est cependant pas diplômée.

Hypothèse #5 : La dimension locale joue un rôle majeur dans le soutien et l'engagement dans des groupes liés à l'extrémisme violent

La Tunisie présente d'importants écarts socio-économiques à l'échelle régionale. Il est donc important de prendre en compte les différences régionales, jusqu'à considérer l'échelon local ou communautaire comme des variables pertinentes pour comprendre le soutien et l'adhésion à des groupes liés à l'extrémisme violent. Comme noté précédemment dans la revue documentaire, les groupes liés au salafisme-djihadiste ont souvent une identité et un ancrage dans le quartier où ils opèrent, facilitant ainsi un contact direct avec des jeunes gens et jeunes femmes « vulnérables » – ou susceptibles d'être enrôlés.

Paradoxalement, le rapport de l'FTDES-CTRET note que l'on trouve plus de personnes liées à l'extrémisme violent dans la métropole de Tunis que dans les autres régions du pays, pourtant plus touchées par les problèmes

146 Il est important de considérer ici le rôle de certaines femmes comme intermédiaires dans le recrutement bien qu'il soit probablement difficile de faire cela dans la recherche de terrain. Comme point d'entrée on peut noter l'arrêt de la chambre d'accusation 34/518 dans le rapport de l'FTDES.

147 *Voices from Kasserine* (2016) par la politiste Olfa Lamoum, l'anthropologue visuel Michel Tabet et filmé par le directeur de photographie Talal Khoury. Akram Belaid.

148 GAVERIAUX, L-M. (2015) *Kasserine ou la Tunisie abandonnée*, Le Monde Diplomatique, janvier 2016. Cité dans *Le Monde Diplomatique, Manière de Voir, Le Défi tunisien*, août-septembre 2018, p.85.

économiques. Il convient toutefois de nuancer cette affirmation au regard d'autres sources d'information, comme le documentaire réalisé en 2016 pour donner la parole aux habitants de Kasserine¹⁴⁷ ou les propos relevés par la journaliste Laura Maï Gaveriaux en 2015 : 'Kais, la trentaine, habite dans le quartier Ezzouhour à Kasserine. Enseignant d'arabe, il dit n'éprouver aucune sympathie pour les maquisards (...) mais il change de ton quand il s'agit d'évoquer la situation en Syrie ou les attentats commis ailleurs dans le monde par des groupes djihadistes (...) Kais soutient le djihad en Syrie et participe probablement à la logistique pour le départ de certains de ses amis. Car Ezzouhour, comme nombre de quartiers populaires – même la capitale est touchée – est un vivier de volontaires. Selon un décompte officieux, ils étaient près de cinq mille à avoir rejoint les rangs de l'Organisation de l'Etat islamique ou du Front Al-Nosra (affilié à Al-Qaida) en 2015. De loin le contingent de combattants étrangers le plus important. »¹⁴⁸

Deux hypothèses concomitantes sont à relever pour expliquer le paradoxe apparent d'un fort – sinon supérieur – enracinement de l'extrémisme auprès des jeunes dans les quartiers périphériques de la capitale : tout d'abord les quartiers marginalisés de Tunis connaissent une véritable déconnexion du reste de la capitale, n'ayant souvent pas accès aux services publics, étant perçus comme des quartiers dangereux à éviter, ce qui contribue à marginaliser encore plus la population locale notamment les jeunes¹⁴⁹. On peut aussi considérer le délitement du lien familial qui frappe souvent les habitants des quartiers urbains ou péri-urbains de Tunis. Souvent issus d'une immigration récente depuis le centre du pays, ces populations, en particulier les individus les plus jeunes, sont de fait marginalisées – par contraste avec les villes et zones rurales du centre et sud du pays où les noyaux familiaux opèrent comme filets de sécurité économique et social. Dans cette perspective, les franges urbaines de Tunis apparaissent à la fois comme : i) plus propice à la diffusion de l'information par un meilleur accès aux réseaux informels et aux moyens de communication modernes (par rapport à d'autres espaces urbains ou ruraux) ; ii) génératrices de vulnérabilité, de clandestinité, voire de marginalisation pour les individus non-intégrés sur le plan socio-économique, en raison de l'absence de liens sociaux et socle intra-communautaire suffisamment forts.

Hypothèse #6 : Le processus de radicalisation vers l'extrémisme violent est perçu par les femmes qui le subissent/ vivent comme rationnel, cohérent et émancipateur

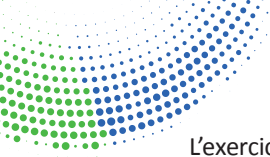
Le processus de radicalisation, même s'il est extrême, n'apparaît pas comme irrationnel aux yeux des jeunes femmes, mais il se compose d'une suite de décisions influencées par la propagande, ainsi que par des connaissances et des figures d'autorité, ce qui aboutit à la justification du recours à la violence pour faire triompher une cause. À l'opposé des dilemmes générationnels (constitution identitaire) et des désillusions nées du contexte social et économique tunisien, l'alternative djihadiste, par ses prescriptions claires, semble fournir des réponses claires à des jeunes femmes en situation de vulnérabilité, en quête de sens et de repères.

A l'opposé de l'image de « rupture irrationnelle » ou de « jusqu'au-boutisme suicidaire », l'adhésion à un extrémisme violent apparaît donc comme un élément stabilisateur pour de nombreuses jeunes femmes. En offrant « un cadre de vie islamique qui correspond à certaines de leurs aspirations, mais aussi en leur donnant une porte de sortie relativement aux tensions et aux crispations qu'elles éprouvent dans leur vie quotidienne et parfois une possibilité d'aventure, le discours tenu par l'État islamique et les autres groupes djihadistes »¹⁵⁰ apparaît aux yeux de certaines jeunes femmes tunisiennes comme une solution rassurante, positive, rationnelle et cohérente. L'idée que les candidates au djihad fassent un choix insensé, irrationnel, ou suicidaire est donc erronée ; mais ce qui apparaît aux yeux de ces jeunes femmes comme un choix de vie cohérent s'ancre en réalité dans une pathologie de type sectaire¹⁵¹.

149 Lamia Grar de l'IADH dont le bureau est situé à la bordure de Sijoumi à "Hay Hlel" note ainsi l'absence de transports "alors que l'on est à dix minutes du centre-ville" et évoque l'ostracisme dont sont frappés des jeunes du quartier qui "lorsqu'ils sont arrêtés loin de leur quartier on leur demande ce qu'ils font là". Entretien avec Lamia Grar, IADH.

150 Ibid.

151 SAROGLOU V. Sectes ou religions, quelles différences ? Cerveau & Psycho 2005 ; 10. L'auteur identifie peu avant l'embrigadement des événements négatifs, une tendance dépressive et une insécurité dans les relations des adeptes avec leurs parents dans l'enfance. Il note des similitudes entre le profil psychologique des membres des sectes et des religions classiques, notamment « un besoin élevé de clôture cognitive permettant d'aboutir à une interprétation unifiée du monde sans contradiction interne ». Pour autant, faut-il considérer la radicalisation djihadiste comme une « dérive sectaire » ? L'anthropologue Dounia BOUZAR, présidente du Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI) relève ces parallèles. Elle a créé le premier centre pluridisciplinaire de recherche et d'appui aux familles et aux professionnels de la lutte contre la radicalisation et l'embrigadement de l'islam radical en 2014. Sa démarche est fondée sur la prévention, l'accompagnement des proches de victimes et la formation d'intervenants sociaux ; parmi les similitudes symptomatologiques, Dounia BOUZAR cite le rejet et la fuite du monde réel, l'effacement des identités individuelles et le développement d'un sentiment de persécution et de paranoïa. Néanmoins, on doit rester prudent sur la dimension sectaire du phénomène de radicalisation car « la « dérive sectaire » est associée à l'idée d'une manipulation mentale. Ce qui revient à déresponsabiliser une personne dont la bonne foi a été abusée. (...) En 2015, l'individu souhaitant rejoindre la Syrie faire le djihad ne peut pas être systématiquement considéré comme une victime d'une emprise sectaire » selon PIETRASANTA, Sébastien, Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, 2015. La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme. Mission auprès du ministre de l'intérieur, Monsieur Bernard CAZENEUVE, confiée par le Premier ministre, Monsieur Manuel VALLS en Juin 2015. Documentation Française, Paris.



L'exercice du timeline de la radicalisation est particulièrement révélateur sur ce point, puisque la mention de mari, de mariage ou d'influence revient systématiquement dans la trajectoire des femmes, quelle que soit la constitution du groupe. Cependant, à l'encontre de ces perceptions classiques de la femme comme « subissant » de gré ou de force l'endoctrinement, des contre-exemples existent : « à Ben Guardane, une des terroristes qui a participé à l'attaque de mars dernier (2016) a été radicalisé par sa femme » informe Emma Arcodia, de l'ONG Search for Common Ground.

Cette perception des femmes tunisiennes comme adhérentes passives au salafisme-djihadisme est le reflet d'une certaine réalité, cependant leur capacité d'agir, par opposition à ce qu'impose la structure (activité ou agency) peut se manifester, en dépit d'une assimilation certaine de la soumission féminine dans la cité islamique. Les propos d'une jeune femme de retour de Syrie, rapportés par l'association CAWTAR mettent en lumière l'existence de stratégies pour déroger aux règles sans les rejeter, afin de se soustraire à l'exploitation, notamment sexuelle : « moi **j'ai trouvé la solution**, j'étais avec l'émir, et la femme de l'émir personne ne la touche. Les autres, elles sont pour tous les autres ». De facto, l'adhésion aux valeurs de l'Etat Islamique n'implique pas systématiquement l'acceptation de la condition féminine dans les zones rattachées au Califat.

Si les femmes sont associées à une radicalisation « de second degré », qui transite par le filtre d'une figure masculine, la détermination affichée par les militantes des groupes extrémistes est relevée par un nombre important de spécialistes de la question : « Elles sont déterminées, parfois plus déterminées que les hommes, et donc (...) c'est très préoccupant, il faut essayer de comprendre **pourquoi elles sont plus déterminées que les hommes** » souligne Monia Ben Jemia, de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, ce que confirme Hasna Hussein : « Souvent les femmes tiennent discours très militant vis à vis de la « cause sacrée », de la nécessité de venger l'Islam et les musulmans, la victoire de l'Islam et de la religion ».

Cette « dureté » des femmes radicalisées, loin des stéréotypes du genre, est également soulevée par les autorités tunisiennes du contre-terrorisme « Ces femmes étaient (...) très engagées dans leurs causes et très radicales, parfois bien plus que les hommes dans la même situation. Ces femmes étaient beaucoup plus dures et résistaient bien mieux pendant les interrogatoires que les hommes » (Anonyme, KII).

Cette « dureté » des femmes radicalisées, loin des stéréotypes du genre, est également soulevée par les autorités tunisiennes du contre-terrorisme « Ces femmes étaient (...) très engagées dans leurs causes et très radicales, parfois bien plus que les hommes dans la même situation. Ces femmes étaient beaucoup plus dures et résistaient bien mieux pendant les interrogatoires que les hommes » (Anonyme, KII).

Limitation de la liberté d'apparence

Comme cela a été évoqué précédemment, un marqueur fort de la radicalisation, telle qu'elle est perçue, est le choix vestimentaire. Ainsi les discussions de groupe font émerger la limitation de la liberté vestimentaire pour les femmes, que cela soit celles qui veulent exprimer par leurs vêtements une religiosité rigoureuse (voile intégral, gants) ; ou au contraire celles-ci, dans les foyers d'expansion du militantisme salafiste se sont senties contraintes de se voiler par crainte d'être agressées. La polarisation (répression et surveillance policières face à l'activisme salafiste) tend à priver les femmes de la liberté de leur apparence.

- « En 2011, il y avait beaucoup de femmes qui ont eu peur et qui ont changé leur manière de se vêtir, et elles ont changé leur comportement » (participant, Douar Hicher)
- « Je pense qu'il y a eu un impact sur le point de porter le voile ou de ne pas le porter » (participante, Medenine)
- « Le terrorisme a impacté les femmes surtout celles qui portent le hijab et qui sont des pratiquantes de la vraie religion. Avec le terrorisme, elles ont commencé à enlever les gants, et elles ne vont plus souvent à la mosquée, car elles ont peur d'être sous le contrôle de la police. La liberté religieuse a été touchée » (participant, Douar Hicher)
- « Elle est obligée de porter le voile sinon, elle aura peur d'être agressée » (participante, Medenine).

Si les femmes ont souvent des rôles de soutien dans les groupes extrémistes et qu'elles n'ont généralement accès à des rôles décisionnels que lorsqu'il s'agit du recrutement et du maintien de l'engagement d'autres femmes, il faut aussi tenir compte d'évolutions plus récentes, avec l'avènement de l'EI et du Califat. Il s'agit ici de tenir compte de la manière dont les groupes liés à l'extrémisme violent conçoivent des rôles différenciés pour les hommes et les femmes et jouent notamment d'une certaine confusion conceptuelle pour appuyer et limiter des formes d'émancipation. Ces constructions de masculinités et de féminités servent probablement aussi à justifier certains rôles et actions pour les femmes dans ces groupes, notamment en tant que soutiens¹⁵². Dans l'étude récente du FTDES-CTRET, près de 10% (35) de l'échantillon étudiés sont des femmes, avec une évolution marquée des profils de rôles 'support' (soutien logistique ou appui, en 2012) à des fonctions opérationnelles (combat, notamment en Syrie, dès 2015).

Pour autant, cette hypothèse d'un effacement ou d'une mutation des distinctions traditionnelles associées à la masculinité et à la féminité ne semble pas validée par le terrain de recherche, qui souligne le rejet de l'effacement des frontières de genre de la part des jeunes femmes sondées. Cette volonté de maintenir les repères traditionnels du genre a notamment été exprimé lors d'un groupe de discussion à Douar Hicher, par une jeune fille de 20 ans : « C'est un peu difficile qu'un homme fasse la cuisine ou bien lave la vaisselle, même moi je n'accepte pas cette idée. **Chacun doit maintenir son statut l'homme reste toujours un homme, une femme reste toujours une femme. Bien qu'il y a des hommes qui soient efféminés (ils dansent par exemple comme les femmes)** ».

Selon Fethi Benslama et Farhad Khosrokhavar, de très nombreuses jeunes filles qui s'engagent dans les rangs de l'Etat Islamique sont attirées par ce retour à des identités « fixes » et à des rôles sociaux différenciés, mythifiés : l'homme, épitome du courage face à l'adversité, et la femme, épouse sous protection, et mère digne : « la cité islamique est basée sur cette séparation des tâches : la mort pour les hommes, la maternité pour les femmes »¹⁵³. Comme le souligne Hasna Hussein, cette stricte assignation genrée des rôles sociaux est un levier majeur du recrutement : « le discours de recrutement se base sur le fait que la femme doit être respectée, qu'elle a sa place principale à la maison, qu'elle doit faire des enfants et les élever, et que c'est selon ces prescriptions qu'elle va participer à la cause. Il y a pas mal de papiers rédigés par des femmes engagées qui parlent de « jihad sans combat », slogan que Daesh utilise beaucoup auprès des femmes ». Par ailleurs, le mariage arrangé permet d'échapper aux fragilités du couple moderne, voire post-moderne et ses désillusions. Ainsi que le note Farhad Kroskhorar, « pour ces jeunes filles, le politique, c'est avant tout la recherche d'une vie familiale solide ».

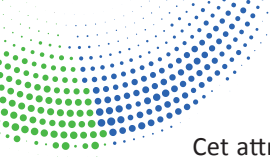
Le « jihad al nikah » – jihad sexuel qui a marqué les esprits...

Malgré l'existence de femmes-djihadistes, les rôles sociaux et des hommes et des femmes au sein des groupes djihadistes contemporains s'inscrivent dans une dichotomie traditionnelle : les hommes sont assignés au combat, et les femmes à des fonctions du support. Le rapport du FTDES révèle que le rôle des 4% de femmes étudiées « reposait essentiellement sur l'approvisionnement des camps, le renseignement et la propagande sur les réseaux sociaux »¹⁵⁴. Cette donnée confirme que les femmes ne sont qu'exceptionnellement impliquées dans la dimension physique du djihad (entraînement, combat, port et usage d'armes) : « Les femmes sont d'habitude dans des rôles visant à satisfaire les hommes mais pas dans l'action djihadiste » (Alaa Talbi, KII, FTDES). Le fantasme du « jihad al nikah » ou jihad « sexuel » semble avoir cependant véritablement marqué les esprits ; cette idée revient de façon constante dans les groupes de discussion – reflet d'une stratégie médiatique anti-Etat Islamique qui aurait porté ses fruits : « Il y a celles qui sont parties obligées, elles cherchent leurs maris et il y a celles qui sont parties de leurs propres grés pour le « Jihad nikah » déclare une participante à Medenine. Emblématique du phénomène, l'histoire d'Inès, 17 ans, qui se marie en 2013 avec un camarade de la faculté d'histoire à Tunis, part en Syrie et se retrouve pendant six mois dans les bras successifs de 152 combattants, semble être cependant l'un des seuls cas documentés.¹⁵⁵

153 http://www.liberation.fr/debats/2017/09/12/fethi-benslama-et-farhad-khosrokhavar-la-violence-exercee-par-les-jeunes-femmes-jihadistes-est-d-abo_1595839

154 idem

155 La question du jihad niqah s'est posée aussi pour des personnes homosexuelles, des récits rapportés dans ce sens et fatwas afférentes sont disponibles : <http://www.jomhouria.com/art42265> Le récit d'un djihadiste revenu de Syrie, parlant de 13 femmes snipers dans son unité, mais aussi des femmes impliquées dans le djihad niqah a aussi été rapporté : <https://reseauinternational.net/temoignage-dun-terroriste-tunisien-revenu-syrie/>.



Cet attrait pour des rôles de genre traditionnels va de pair avec une sublimation de la virilité par un retour à l'imaginaire de l'héroïsme islamique pré-moderne. Hasna Hussein souligne que ce mythe du martyr-héros islamique est opposé dans le discours salafiste-djihadiste à l'inconstance de l'homme occidental ou moderne, perçu comme trop peu viril : « *C'est l'idéologie salaf, donc l'image de la femme relève de la ouara (zone interdite), néanmoins on utilise beaucoup d'images masculines de combattants, sous toutes les formes, habillées, un peu à l'ancienne comme les combattants des califes abbassides, en militaire ou en djellaba. On propose aux femmes des nouveaux critères de virilité. Dans ce modèle, l'homme moderne occidental ou modéré, n'est pas assez viril, courageux, s'intéresse pas au confort de sa femme, on mobilise beaucoup cette image* ».

Au-delà de l'image romantique du soldat-époux, l'union avec un martyr permet également la salvation et l'accès au paradis, étape essentielle dans l'accomplissement de sa foi : « Ça a été prouvé dans des enquêtes des réseaux sociaux, cette image-fantôme du cavalier du califat auprès des femmes. On va faire comprendre aux femmes que c'est à travers ce modèle masculin que vous allez pouvoir acquérir une place privilégiée dans la vie et dans l'au-delà. Il faut épouser un martyr pour pouvoir accéder au paradis (...) Plus jeunes, elles sont très sensibles à l'image-fantôme de la femme préservée de son corps (...) »

Par ailleurs, dans le contexte tunisien, il est essentiel de questionner l'ampleur d'une mise en tension des identités patriarcales par la progression des idées féministes, et à quel point les (dé)constructions sociales de la masculinité/féminité affectent le regard collectif. Cette propension reste en débat, comme l'affirme une psychologue tunisienne interrogée par l'équipe de recherche : « Déjà, pour refuser le féminisme, il faut avoir vécu ou assimilé le féminisme. On ne l'a pas encore assimilé. Pour dépasser quelque chose il faut déjà le réaliser. Chez nous, il (le féminisme) n'est pas réalisé. Pour les européennes c'est plausible, je suis tout à fait d'accord. C'est un autre féminisme, elles veulent être actives, faire un choix, elles veulent aider, faire de l'humanisme. Pour les tunisiennes, non, je ne pense pas. »

F. Benslama soutient que les jeunes femmes ont décidé de rejoindre les zones contrôlées par l'Etat Islamique sont actrices d'une contre-émancipation assumée ; elles veulent « s'émanciper de l'émancipation ». Figure de proue du féminisme d'Etat, la Tunisie est le creuset de dynamiques contraires : le sujet de l'émancipation féminine irrigue la vie sociale et politique tunisienne, mais également créent les conditions de résistances.

La persuasion : un atout de genre

Les femmes sont presque unanimement perçues comme ayant non seulement une capacité à mais également un rôle d'influence et de persuasion. Traditionnellement associée au genre féminin, la force de persuasion (qui se distingue de la force d'argumentation par le recours à un certain pouvoir de séduction et de manipulation), opérant dans la sphère de la subjectivité, est considérée par les hommes comme les femmes interrogées, comme un potentiel levier de radicalisation/ de prévention de la radicalisation.

« La femme joue un grand rôle, elle a ses propres manières de persuasion, ceci de ma propre expérience, je connais deux jeunes qui voulaient aller en Syrie, c'était des amis proches, du jour au lendemain, ils ne souhaitent plus me parler, j'ai fait tout pour les convaincre, jours et nuit et dieu merci je suis parvenue, une des mamans m'a demandé en mariage pour son fils, j'ai refusé car je les aime comme mes frères. Donc, la femme a un pouvoir de convaincre » (Participante, Medenine)

- « Les femmes ont un pouvoir de persuasion, par exemple notre voisine est venue chez nous, et elle a essayé de nous changer et de nous convaincre de s'inscrire à une école coranique » (participante, Medenine)
- « La femme a un rôle aussi important que l'homme. La seule différence s'il y a c'est le côté moral, la femme peut influencer moralement ». (Participant, Medenine)

Une particularité tunisienne – leadership féminin d'une katiba :

- « Le cas tunisien, néanmoins, reflète une nouvelle dimension : il y a des femmes leaders dans des cellules mixtes. C'est-à-dire qu'il y a des femmes qui dirigent des cellules comprenant à la fois des hommes et des femmes djihadistes » (Alaa Talbi, KII, FTDES)

Hypothèse #8 : Les perceptions stéréotypées des femmes nourrissent majoritairement la compréhension et la perception par la communauté de leur engagement dans l'extrémisme violent

Comme le montrent Sjoberg & al.¹⁵⁶, la violence est considérée extérieure aux idéaux-types des rôles et fonctions de la femme, comme mère, non seulement parce que la femme crée « la vie » mais parce qu'elle sert à maintenir la « vie » de manière générale. Ancrée dans les stéréotypes de genre, apparaît une conception de la « nature » féminine associée à l'idée de maternité (douceur, tendresse) :

- « Je pense que la femme extrémiste est moins violente que l'homme, elle a toujours ce côté tendre. La preuve, 80 % des attentats suicidaires sont faits par des hommes » (participant, Medenine)
- « La femme est douce de nature donc elle utilise moins la violence que l'homme » (participante, Medenine).
- « Elle n'utilise la violence que sous forme d'une autodéfense » (participante, focus group, Medenine)

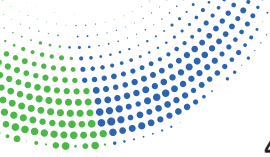
De fait, une division sexuée classique des tâches au sein du foyer se révèle assez nettement à travers les discussions. Interrogé sur qui prend les décisions à la maison, un participant d'un des groupes à Medenine répond : « Un partage de rôle entre le père et la mère. Ma mère s'occupe de l'éducation et de la maison, mon père travaille et amène l'argent. Mon père est un modèle à suivre et il nous conseille, mais ma mère est plus proche de nous ». Le travail domestique reste majoritairement une prérogative féminine, comme le reflète le témoignage suivant : « Quand j'ai du temps j'aide ma mère à la maison, par contre les garçons, ne font rien, ils passent leur temps libre dehors. On parle toujours d'égalité entre la femme et l'homme, mais à la maison nous sommes opprimées » (participante, Medenine). Un autre participant souligne le poids traditionnel de l'autorité paternelle : « Normalement les décisions sont prises par le père et le grand frère, car depuis tout petit nous savons que l'aîné et le plus âgé de la famille possèdent tous les pouvoirs. C'est notre culture ».

Cette division sexuée des rôles continue d'être assimilée comme LA norme « culturelle » par les femmes : « En effet parfois je me sens fatiguée et mon mari souhaite m'aider, la vérité je ne le laisse pas faire, car je pense que c'est à moi de le faire, même si au fond je suis convaincue que tous les deux nous travaillons donc il faut qu'il m'aide à la maison. C'est notre culture qui nous guide » (participante, Medenine). A cela peut s'ajouter la pression familiale : « ma belle-famille souhaite que je fasse des enfants, je reste à la maison et que je prenne soin de mon mari » (Participante, Douar Hicher)

Au sein d'une configuration patriarcale de la famille, la prise de décision par les femmes apparaît largement enracinée dans les pratiques domestiques : « en ce qui concerne mon foyer, c'est moi qui prend les décisions et surtout pour mes enfants ! Mon mari amène juste le salaire et moi je fais tout » (participante, Douar Hicher). A Medenine, un participant note une évolution générationnelle : « le cercle du dialogue s'est élargi par rapport à chez mes grands-parents. Ma mère disait qu'il y avait une tyrannie car uniquement mon grand-père prenait les décisions » Plus loin : « Ma mère et ma grande sœur prennent les décisions car mon père travaille tout le temps. Ma grande sœur a un rôle principal et ma mère plus encore » (participant, Medenine).

Soulignons que, des groupes de discussion, ressort également l'idée que la prise de décision est collective, et associe tous les membres de la famille. Cependant, les discussions de groupe soulignent que ces normes sont mises à l'épreuve par une évolution des aspirations et des représentations sociales dans les localités étudiées :

1. En matière de responsabilités : « Chacun est responsable de soi-même. Je prends seule mes décisions tout en informant mon père, car je me sens indépendante depuis que j'ai eu mon Bac » (Participante, Douar Hicher)
2. Du partage du travail domestique « Dans notre cité presque tous les jeunes couples travaillent donc l'homme aide sa femme (j'ai l'exemple de notre voisin), la mentalité a changé ». (Participante, Medenine)
3. Des aspirations du couple « Ces dernières années la mentalité a changé, les hommes souhaitent se marier avec des femmes qui travaillent pour mieux vivre » (Participante, Medenine)



4. De la mobilisation politique : « *La femme était toujours active « dans la rue » et je prends l'exemple de Ben Guerdane, elle était présente dans les manifestations côte à côte avec l'homme* » (Participant, Medenine)

Les perceptions de la violence des femmes chez les participant(e)s sont cependant plus contrastées. Si certains insistent sur la nature du féminin, qui se confond avec la non-violence, de nombreux répondants, hommes et femmes, perçoivent les femmes comme étant aussi ou plus violentes que les hommes ; les répondants hommes insistent sur la violence verbale dont font preuve les femmes : « les femmes utilisent la violence verbale parce qu'elles n'ont pas la force physique » (participant, Douar Hicher), qui serait par ailleurs d'ampleur supérieure chez les femmes que chez les hommes. Ces perceptions tendent à évoluer, comme le montre l'affirmation ci-après : « La femme commence à utiliser la violence physique quotidiennement. Elle est devenue beaucoup plus violente que l'homme » (participant, Douar Hicher)

La perception de la violence des femmes par les femmes apparaît moins déterminée par le genre ; celles-ci considèrent généralement que les femmes sont, comme les hommes acteurs de la violence :

«je pense que la violence n'est qu'une réaction à une situation bien précise » (participante, Douar Hicher)

NB : Le premier groupe des 34+ à Douar Hicher considère que la femme est plus violente que l'homme ; cela s'accompagne d'une perception générale très négative de la femme/ de l'expression d'une frustration envers le sexe opposé : « arrogante » ; « les ambitions de la femmes sont illégitimes »... L'extrémisme violent semble cependant avoir moins d'impact sur les perceptions des femmes dans l'espace social tunisien que la législation pro-égalité des sexes. Les politiques publiques visant à l'égalité des sexes en Tunisie sont vécues comme un favoritisme de l'Etat envers les femmes. Ce qui est perçu comme un « favoritisme étatique » des femmes sur le plan des politiques publiques en Tunisie semblait être une source de frustrations chez les participants hommes, en miroir des incertitudes économiques actuelles du pays. La place croissante que négocient les femmes dans la société tunisienne participe à la cristallisation du sentiment d'insécurité financière. Dans les réponses, la place des femmes est spontanément abordée sous l'angle de l'emploi; les femmes sont ici vues comme des « rivales » (le mot est employé comme tel) sur le marché du travail. Par ailleurs, il semble que le niveau « symbolique » de l'émancipation féminine (pouvoir, responsabilités, trajectoires sociales qui s'alignent sur celles des hommes) soit un point d'attention moindre que les conséquences de cette émancipation sur le volume des opportunités économiques en Tunisie. « La femme est devenue la rivale de l'homme dans tous les domaines, c'est pourquoi les hommes pensent que le chômage est dû à la présence de la femme sur le marché du travail » (participant, Douar Hicher).

«La femme a plus de droit que les hommes. L'homme n'a aucun droit, ses droits sont bafoués. Les ambitions de la femme consistent à devenir une femme européenne par des habits impudiques et indécents » (Participant, Douar Hicher)

Cette frustration conduit certains à affirmer que la violence des femmes est cautionnée par « la loi » : «La femme est plus violente car elle est protégée par la loi. De plus la société lui a donné beaucoup de droits au point qu'elle est devenue arrogante » (Participant, Douar Hicher)

[Hypothèse #9 : Les solutions proposées par les modèles de CVE/PVE ne sont pas pertinentes pour lutter contre l'extrémisme violent des femmes](#)

Il existe un fardeau supplémentaire pour les femmes dans les politiques étatiques de CVE/PVE et une majeure partie de ces politiques contribuent au renforcement des stéréotypes du genre où les femmes sont vues comme mères et soutiens et ainsi comme potentiels outils de dé-radicalisation. Il conviendra de porter une attention particulière à la perception de la femme par l'État et la société tunisienne dans les stratégies CVE et PVE pour mieux étudier ce point. Plus généralement, les modèles existants de CVE/PVE s'appuient souvent sur le modèle du « choix rationnel », paradigme dominant des sciences économiques : de manière générale, la théorie du choix rationnel attribue aux agents un comportement rationnel qui en raison d'un certain nombre de préférences

montrent un comportement visant le plus grand profit ou le moindre mal. Dans le cas de l'extrémisme violent, l'agent opterait pour la violence en raison :

- 1) *de la faiblesse de l'offre de la société tunisienne* (absence de perspectives économiques et d'emplois, désillusion politique post-2011) ;
- 2) *de la force de l'offre extrémiste* (hijra perçue comme une garantie d'accomplissement personnel, familial, spirituel).

Cette approche conduit souvent les bailleurs et les gouvernements à surévaluer ce qu'ils évaluent comme le premier moteur d'action individuel – le mobile économique. Dès lors, les programmes de CVE et PVE se centrent souvent sur la création d'emploi et la promotion d'activités génératrices de revenu, afin d'insérer les jeunes en situation de vulnérabilité. Mais les mobiles d'action sont multiples et les dimensions psychologiques, pathologiques, sociales, culturelles, générationnelles, etc. ne sauraient être négligées.

Témoignages sur les ambiguïtés de la prévention et son instrumentalisation

- **Instrumentalisation** : « *La lutte contre l'extrémisme violent constitue une véritable menace pour les droits des femmes parce qu'aujourd'hui, chaque fois qu'on demande l'égalité, et notamment quand on a demandé l'égalité dans l'héritage, il y en a certains qui nous disent que ce n'est pas le moment, parce que vous risquez d'exciter les terroristes parce que ce serait contraire à la sharia* » (Monia Ben Jemia, KII, Association Tunisienne des Femmes Démocrates)
- **Rôle de la mère dans la prévention** : Les perceptions de la femme comme mère sont largement associées à la mission d'éducation, de sensibilisation et d'encadrement des enfants, et donc associées à un rôle de prévention contre l'extrémisme violent. La mère est « *la première école* » : « *Je dis toujours que pour déradicaliser ou pour travailler sur la réinsertion, la mère est très importante. C'est elle qui peut ouvrir la carapace des jeunes (...). Et je dis bien la mère, parce que la femme c'est autre chose* » (Moez Ali, KII, UTIL)
- **Education primaire** : « *On voit que dès leur plus jeune âge il y a des instituteurs et institutrices qui arrivent vraiment à avoir une influence forte sur ces enfants, surtout quand tu leur parles de dieu, du paradis, de l'enfer, de tout ça.* »¹⁵⁷

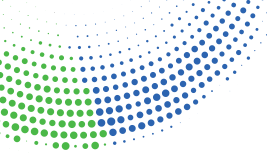
Du côté des structures sociales, il faut noter que l'inclusion de facto des femmes (et des structures luttant pour les droits de la femme) au sein des stratégies de CVE, semble suggérer que les femmes avaient a priori un rôle passif dans les stratégies de dé-radicalisation au sein de leurs communautés¹⁵⁸. Plutôt que cette approche, il est préférable de produire un état des lieux des rôles (institutionnalisés ou non) des femmes dans les stratégies de dé-radicalisation. De plus il s'agit de comprendre ces stratégies dans leurs contextes locaux spécifiques ainsi que de pouvoir voir au-delà des engagements directs des femmes dans les stratégies de dé-radicalisation. En effet, la justice du genre dans le contexte de l'extrémisme violent ne se limite pas uniquement aux actions directement liées à la dé-radicalisation. La majeure partie de la dé-radicalisation doit être à priori, c'est-à-dire se centrer sur la non-radicalisation de certains groupes marginaux.

Ainsi est-il important de comprendre le rôle des associations féminines locales dans l'intégration et la création d'espaces pour les femmes vulnérables en considérant par exemple le rôle des femmes «brokers»¹⁵⁹ dans les différentes communautés, les clubs de crédit (groupes solidaires) ou les offres de microcrédit (comme celle de l'ONG Enda tamweel, institution de microcrédit analysée par LAROUSSE, 2016) qui n'offrent pas une réponse immédiate et directe à l'extrémisme violent mais qui limitent certains risques de marginalisation sociale et d'exclusion pouvant mener à la radicalisation. Loin d'une approche visant un impact à court-terme et immédiat, il est essentiel de prendre en compte les dimensions socialement intégratrices et structurantes sur un plan identitaire des interventions à visée économique :

157 CAWTAR 2014. Gender and Decentralization in Jordan, Libya, Tunisia and Yemen. Tunis: Center of Arab Women for Training and Research.

158 LEEDE, S. D. July 2016. Women's rights initiatives in countering and preventing violent extremism. Internal Report: Women on the Frontline (WoF).

159 Le cas des brokers est souvent utilisé pour comprendre le rôle des femmes dans le recrutement des groupes radicaux. Aussi, il s'agit ici de subvertir ce concept pour comprendre le rôle des femmes intermédiaires dans les stratégies de CVE/PVE.



*«Forcément et grâce à son adhésion aux groupes solidaires, la femme acquiert une bonne connaissance sur son statut social et juridique. Cela l'incitera à participer efficacement à la vie communautaire. En associant la prise de confiance en soi avec la gestion d'un réseau de solidarité, le micro-crédit a contribué à renforcer chez ses bénéficiaires le sens de la décision et de l'engagement au quotidien. »*¹⁶⁰

Dans cette perspective, un rapport de la Société Financière Internationale (Banque Mondiale) en juin 2018 rappelle que si 18% à 23% des entreprises légales sont tenues par des femmes en Tunisie, leurs difficultés à trouver du financement sont telles que l'écart de crédit combiné pour les petites entreprises appartenant aux femmes atteint environ 600 millions de dollars.¹⁶¹ Une marge d'action existe donc pour promouvoir le rôle économique et émancipateur des femmes : 1) à l'échelle macro, en facilitant le crédit à destination des entreprises détenues par des femmes ; 2) à l'échelle micro, en promouvant les initiatives locales des groupes d'entre-aide ou des clubs de crédit. Indirectement et à plus long-terme, ces actions contribueront à mieux affirmer le rôle des femmes au sein de la société – rurale ou urbaine – créant ainsi des contre-modèles de réussite, des exemples de construction alternatifs, tout en bénéficiant au développement socio-économique des zones concernées.

Dans la même perspective, le travail de CVE doit aussi s'étendre pour inclure les femmes victimes de violence. Dans le cas de la Tunisie, cela signifie considérer par exemple le problème des épouses des combattants djihadistes partis en Syrie/Libye, non seulement à travers une approche juridique pour combler le vide de la procédure de divorce par abandon mais aussi à travers des structures visant à prévenir les formes de violence domestiques qui peuvent émerger dû à des traumatismes de guerre.

Les stratégies de CVE/PVE peuvent toutefois présenter une solution alternative aux problèmes posés par les approches purement sécuritaires ; mais elles doivent encore considérer plus en profondeur le prisme de genre afin de : i) ne pas reproduire certains stéréotypes véhiculés dans l'extrémisme violent, ii) considérer les femmes aussi bien comme victimes que comme potentiels acteurs au sein de groupes extrémistes et enfin ; iii) ne pas placer un fardeau supplémentaire sur les femmes et les organisations féminines ;¹⁶² iv) ne pas épouser sans le critiquer le modèle de choix rationnel en prenant en compte des dimensions plus nuancées – sociales, psychosociales, sociétales – qui dépassent la seule création d'occupations pour les femmes ou la dissémination de messages censés changer le comportement de l'audience-cible. Comme le rappelle un expert des questions de communication pour le développement (C4D) :

*«CVE ou PVE représentent une approche de court-terme, assez peu profonde, mais politiquement satisfaisante car l'opinion et les décideurs ont le sentiment que quelque chose est fait. Mais à long-terme et plus en profondeur, on ne se confronte en fait que rarement au problème sociétal ou humain (...) on va promouvoir du behavioral change ou de l'awareness raising grossier, qui ne marchent pas (...) on va créer des emplois de court-terme en essayant de garder les jeunes occupés. A mon sens, la solution passe plutôt par la proximité, l'inclusion, l'intégration, le projet commun, l'émancipation individuelle au fond. »*¹⁶³

Autres hypothèses à vérifier : la migration comme solution et le rapport à la police

- **Le projet migratoire comme alternative à la désespérance sociale ?**

Une des options face à l'absence de perspectives, de façon parallèle à l'engagement dans l'extrémisme violent est l'émigration informelle. Elle est évoquée dans la quasi-totalité des discussions de groupe tant le phénomène prend de l'ampleur en Tunisie : « Les ambitions des jeunes hommes et femmes sont : trouver un travail et partir à l'étranger car ils n'ont aucun espoir de travailler ici » (participante, Douar Hicher). L'exercice d'association de mots souligne que la « modernité » est associée à l'ailleurs :

160 LAROUCI, H. 2009. Femme et micro-crédit en Tunisie le micro-crédit, outil de valorisation de la femme au sein de la famille ? Revue Tiers-Monde 2009/3 (n°199).

161 SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE / BANQUE MONDIALE. 2018. Miser sur les femmes en Tunisie (IFC – The World Bank). « Les femmes entrepreneurs sont en train de changer le paysage de l'économie mondiale, tout en créant des emplois durables et en stimulant la croissance économique. Au niveau national, étendre les services financiers à ces femmes permettra de créer la croissance et les emplois dont les entreprises ont tant besoin », a déclaré Georges Joseph Ghorra, représentant résident d'IFC en Tunisie.

162 La question demeure de savoir comment l'Etat tunisien perçoit les stratégies de prévention et de sensibilisation dans un contexte où l'approche sécuritaire et ses dérivés sont de plus en plus pointées du doigt par les rapports d'ONG internationales (ICG, Amnesty Internationale notamment)

163 Interview avec un conseiller C4D pour UNDP et IOM (Sénégal, Mai 2018).

«Europe et USA » « New-York », ainsi qu'à la fuite face à la situation actuelle : « échapper à la situation ».

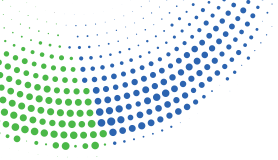
xHypothèse à vérifier : Y a-t-il une corrélation entre la hausse des aspirations migratoires et la baisse de l'engagement dans les groupes extrémistes violents, moins attractifs ? L'émigration informelle des jeunes vers l'Italie, porte d'entrée de l'Europe, a connu une hausse significative en 2017. En un an, le nombre de départs irréguliers de la Tunisie vers l'Italie a été multiplié par dix, selon le FTDES. Au premier trimestre de l'année 2018, près de 3 000 départs avaient été comptabilisés. A contrario, la corrélation entre, d'une part, le durcissement des politiques migratoires européennes, la montée des idées populistes et nationalistes en Europe, et, d'autre part, l'augmentation des candidats au djihad ou à la violence extrémiste, serait également à tester.

- **Les rapports avec la police/armée très contrastés ?**

Les jeunes interrogés sont unanimes pour indiquer une forme de défiance à l'égard de la police ou de l'armée, perçues comme violentes et exclusivement répressives : « *Durant la révolution, je me rappelle que les policiers étaient partout dans notre faculté et on avait peur. J'étais même frappée par un policier durant une manifestation. J'espère que cette mauvaise idée que nous avons des policiers change un jour* » (participante, focus group, Medenine). Toutefois, des nuances se font jour entre les deux corps : glorification des « *sacrifices* » de l'armée, d'un côté, et insatisfaction voire haine de la police, de l'autre.

Hypothèse à vérifier : Dans un climat de défiance entre jeunes (et jeunes femmes en particulier) et forces de police, quelle lien établir entre maintien de l'état d'urgence et de méthodes policières violentes et marginalisation sociale – voire de soutien à la violence extrémiste. Il semble qu'un plan d'action et de réforme en profondeur du mandat des policiers afin de les éduquer à ne pas user de la violence illégitime, à ouvrir un dialogue avec les jeunes en période calme, à créer un lien de confiance réciproque, soit plus que jamais nécessaire. Des exemples de changement des perceptions et du rapport entre jeunes et police/armée existent dans de nombreux pays, ce dont la Tunisie devrait s'inspirer.

Hypothèse à vérifier : Dans un climat de défiance entre jeunes (et jeunes femmes en particulier) et forces de police, quelle lien établir entre maintien de l'état d'urgence et de méthodes policières violentes et marginalisation sociale – voire de soutien à la violence extrémiste. Il semble qu'un plan d'action et de réforme en profondeur du mandat des policiers afin de les éduquer à ne pas user de la violence illégitime, à ouvrir un dialogue avec les jeunes en période calme, à créer un lien de confiance réciproque, soit plus que jamais nécessaire. Des exemples de changement des perceptions et du rapport entre jeunes et police/armée existent dans de nombreux pays, ce dont la Tunisie devrait s'inspirer.



4. Pistes de réflexion et d'action



1. Pistes de réflexion

Au-delà des recommandations présentées dans la section suivante, nous pouvons énumérer ici un certain nombre de points de vigilance pour guider la lecture des phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent. Ces pistes de lecture représentent des conseils théoriques et pratiques afin d'éclairer la relation entre genre et extrémisme violent dans le cadre tunisien et ainsi informer le cadrage de projets d'appui à la prévention de l'extrémisme violent en Tunisie.

La radicalisation, un processus non-linéaire (contre une lecture purement rationaliste). Rejoindre un groupe extrémiste et/ou adhérer aux idées qui lui sont associées tient davantage d'un processus que d'un choix rationnel. L'engagement dans un groupe violent ne doit pas être considéré comme l'achèvement logique et mécanique d'un processus linéaire, mais plutôt comme la concrétisation d'un jeu de motivations souvent contradictoires, plurielles, rationnelles ou non, qui aboutissent à un basculement. Cette sédimentation sera encore renforcée par l'exclusion, le rejet, l'auto-alimentation, la logique grégaire à l'œuvre dans les cellules radicalisées, etc. pour aboutir – parfois – à un extrémisme de nature violente.

Des individus responsables de leurs trajectoires (contre une lecture purement explicative).

Les jeunes radicalisés sont souvent présentés comme les victimes de mouvements socio-économiques les dépassant, ou d'un embrigadement idéologique rendu possible par le simple manque de culture religieuse. Malgré la pertinence de ces approches, il convient aussi de prendre en compte les stratégies d'appropriation et de reproduction des idées liées à l'extrémisme violent afin d'analyser le phénomène sans en tronquer une partie. Il faut considérer ces jeunes hommes ou femmes comme des participants actifs du phénomène. C'est sans doute la grande différence à faire avec le phénomène d'embrigadement sectaire – où la manipulation par les dirigeants de secte se fait aux dépens de membres assimilés à des victimes.

Des contextes et individus toujours singuliers (contre une lecture formaliste abstraite).

Les concepts liés à la « radicalisation » et « l'extrémisme violent » ne sont pas clairement définis et peuvent prêter à confusion. Ces termes sont utilisés indifféremment pour analyser des situations très diverses et leur utilisation tend à gommer : 1) la dimension contextuelle – tunisienne, régionale, locale – de l'engagement dans l'extrémisme violent et 2) la réalité de parcours individuels, qui ne sont jamais explicables par quelques variables socio-économiques ou démographiques.

Ni rationaliste, ni féministe, ni... relativiste (contre une lecture européocentriste).

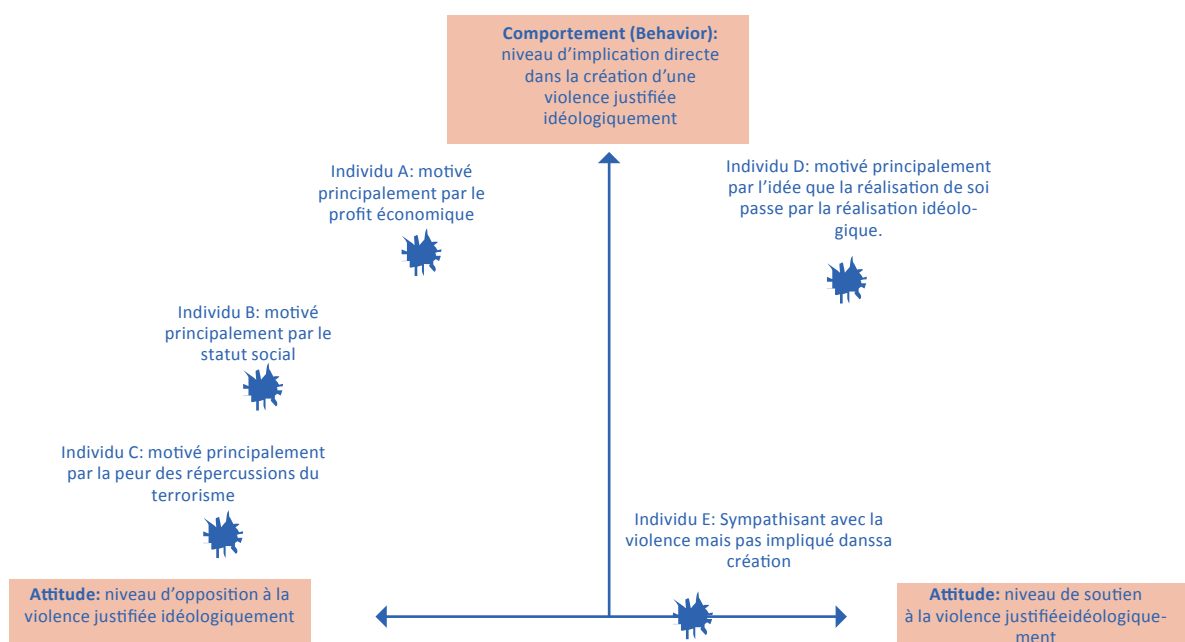
Parallèlement au point développé précédemment, il serait contre-productif d'opposer émancipation des femmes et Islam réformiste en Tunisie. La pensée selon laquelle les doctrines réformistes (salafistes dans sa déclinaison notamment) seraient par essence contradictoires avec l'émancipation des femmes constituerait un biais culturel important. Pour la jeunesse tunisienne, ces idéologies sont en effet perçues comme modernes. Comme l'a rappelé cette revue documentaire, la radicalisation est d'ailleurs souvent vécue comme émancipatoire par de nombreuses jeunes femmes en créant une « coquille identitaire » qui leur faisait défaut jusqu'alors. Le piège de l'européocentrisme (imposition de valeurs et de normes culturelles extérieures à la société étudiée) ou la facilité du relativisme (absence de référent absolu pour le sens et la valeur des comportements humains = tout se vaut) sont donc des risques réels.

La PVE, nouveau fardeau des femmes en Tunisie ? (contre une lecture sexiste). Malgré l'existence d'une société civile dynamique, notamment sur la question des droits des femmes, l'articulation de la féminité et de l'extrémisme violent en Tunisie se fait principalement autour du diptyque femmes-victimes, femmes-facteurs de paix (et donc facteurs de résistance à la violence du fait de leur rôle éducatif dans la sphère familiale traditionnelle). Le développement de ces perceptions de la féminité et du rôle de LA femme (archétypale) dans la prévention de l'extrémisme violent pourrait accroître la pression sociale imposée aux femmes dans leur rôle de mères tout en renforçant les stéréotypes sexistes associés tant aux femmes qu'aux hommes.

2. Schémas de synthèse : le Modèle de Déconnection

Pour développer davantage les thématiques liées à l'engagement et au processus de radicalisation, le '**Modèle de Déconnection**' (*Disconnect Model*) développé par KHALIL et ZEUTHEN (2016) peut être utilement adapté. Le 'Disconnect Model' offre 'un correctif aux divers cadres de radicalisation importants qui ne tiennent pas compte de la disjonction critique entre les attitudes et les comportements (...). Alors que les individus qui soutiennent l'extrémisme violent sont plus susceptibles de s'impliquer dans sa création, nombreux sont ceux qui contribuent directement à cette violence à ne pas soutenir ses objectifs apparents. Inversement, beaucoup de ceux qui soutiennent cette violence ne sont pas directement impliqués dans sa création. Notre compréhension collective de l'extrémisme violent manque la cible, en partie du fait que les recherches sur ce sujet confondent toujours les attitudes et les comportements.'¹⁶⁴

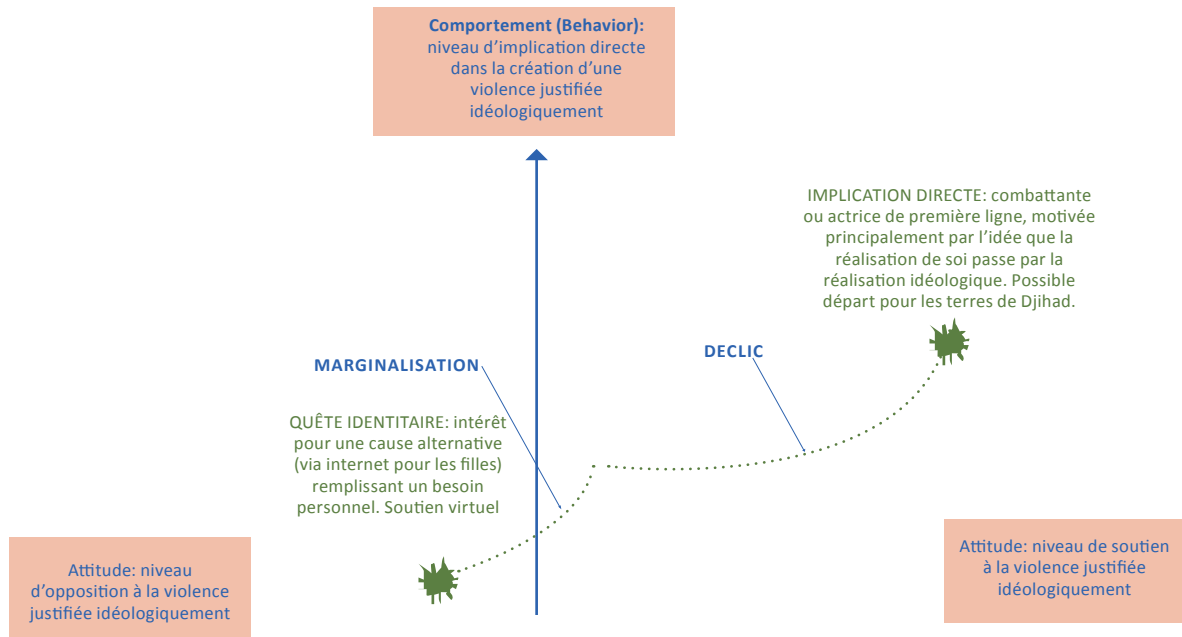
Schéma 3 : 'Disconnect Model' (Modèle de Déconnection) entre attitudes et comportement appliqué à l'extrémisme violent



Source: James Khalil and Martine Zeuthen, 'Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation', RUSI Whitehall Report 2-16 (2016).

Le modèle se révèle particulièrement pertinent pour rendre raison des particularités du processus de radicalisation des femmes en Tunisie. Les schémas 4, 5 et 6 suivants résument trois des enjeux évoqués dans les hypothèses de la section précédente. Le schéma 4 présente un archétype de radicalisation individuelle, sur la foi des analyses développées dans la sous-section 2.3.3 et les hypothèses #1, #3, #4 et #6. La courbe figure une métamorphose de l'individu 1, en quête identitaire, mu par une curiosité sans adhésion active (attitude) et sans soutien direct (comportement) à l'individu 2, idéologiquement et pratiquement impliqué dans la lutte. Ce modèle ajusté inclut une dimension temporelle – par ailleurs difficilement mesurable, sachant que certains processus de radicalisation sont extrêmement rapides. La marginalisation progressive et le moment du déclic sont indiqués pour insister sur la possible accélération du processus comme sur ses conséquences sociales (exclusion).

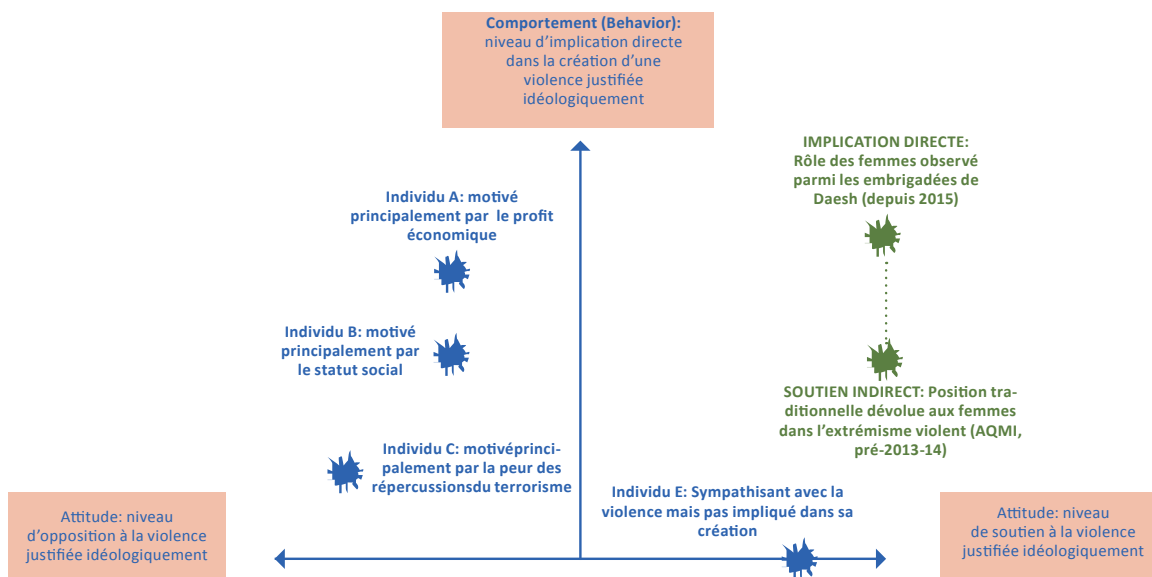
Schéma 4 : Processus de radicalisation féminin (par le prisme du Modèle de Déconnection)



Adapté de James Khalil and Martine Zeuthen, 'Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation', RUSI Whitehall Report 2-16 (2016).

Le schéma 5 se fonde sur les conclusions de l'hypothèse #2 pour souligner l'évolution du rôle des femmes au sein d'organisations terroristes comme Al Qaida (vers 2010) ou Daesh (surtout après 2015), avec une évolution du rôle de sympathisantes, mères, soutiens logistiques ('Soutien Indirect') vers un engagement plus direct dans le combat – qu'il s'agisse des attentats ou du théâtre des opérations syrien ('Implication Directe'). La déconnection entre attitudes et comportement est éclairante, puisque le changement s'est surtout opéré dans les comportements, avec l'apparition de combattantes directement impliquées dans le conflit, alors que l'adhésion idéologique est probablement restée assez similaire d'une 'génération' à une autre. Il faut toutefois noter (hypothèse #6) que le processus de radicalisation est souvent vécu comme particulièrement émancipateur par les sympathisantes de Daesh. La nature de leur adhésion idéologique peut en ce sens différer des femmes sympathisantes – par exemple – d'AQMI. Enfin, il est utile de noter que ce schéma représente une tendance observable d'une génération de femmes extrémistes à une autre, mais les femmes tunisiennes engagées en Syrie ne sont bien sûr pas toutes combattantes, comme le souligne la typologie du schéma 6.

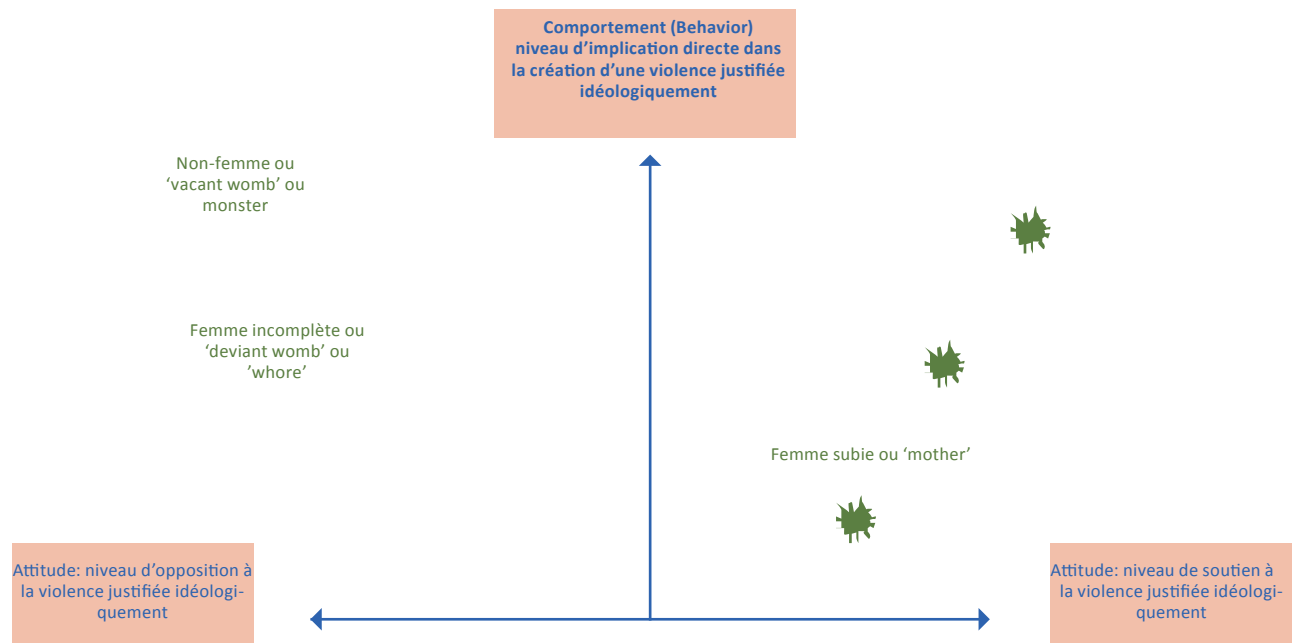
Schéma 5 : Évolution historique du rôle de la femme dans l'extrémisme violent 2010-2015 (par le prisme du Modèle de Déconnection)



Adapté de : James Khalil and Martine Zeuthen, 'Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation', RUSI Whitehall Report 2-16 (2016).

Le schéma 6, enfin, croise le Modèle de Déconnection avec la typologie de Sjober et Gentry pour figurer les nuances en termes d'attitudes et de comportement chez les trois types – de la femme-subie ou mother, dont la féminité est associée à la reproduction du soldat, à la femme-déviante ou whore, dont le rôle est de s'occuper (y compris sexuellement) du soldat, jusqu'à la non-femme ou monster, qui nie les attributs classiques de la féminité par un comportement violent et une implication directe dans l'action terroriste.

Schéma 6 : Typologie de l'engagement des femmes dans l'extrémisme violent (en croisant le Modèle de Déconnection et la typologie de Sjober et Gentry)



Adapté de : James Khalil and Martine Zeuthen, 'Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation', RUSI Whitehall Report 2-16 (2016) avec la typologie de SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. 2007. Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics, New York, USA, Zed Books. La triade se traduit en français par 'Mères, Monstres, Putes'.

3. Pistes d'action et d'agentivité

Des programmes de prévention prenant en considération ces dimensions et ces facteurs de genre devront parallèlement être mis en place pour intervenir en amont et prévenir le basculement des jeunes femmes dans des logiques de radicalisation – et ce, peu importe que ces dernières s'incarnent dans des radicalités violentes de type djihadiste ou non.

La perception de marginalisation et d'injustice sociale, qui semble avoir joué un rôle majeur comme catalyseur de la radicalisation, doit être explorée en premier lieu par Oxfam et UNWOMEN dans une perspective qui reconnaisse la capacité des (jeunes) femmes tunisiennes à faire preuve d'agentivité¹⁶⁵, en affirmant leur capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, à les transformer ou les influencer. Ce point est particulièrement important pour le développement de formes de résilience sociale de « proximité » et afin d'outiller, activer et organiser les mères, sœurs, parentes et amies pour anticiper et lutter contre la radicalisation.

Dans ce contexte, les solutions habituelles de CVE et PVE semblent non seulement incomplètes, parce qu'elles ne prennent en compte qu'un des aspects du problème, mais aussi contre-productives, puisqu'elles ne reconnaissent pas encore la spécificité de l'extrémisme violent tel que l'expérimentent les femmes. De la même manière, les campagnes de sensibilisation traditionnelles n'ont que peu d'effet face à un phénomène proche de la pathologie sectaire.

A contrario, et en gardant à l'esprit les limites de cette étude, les pistes suivantes méritent d'être explorées par le gouvernement tunisien, Oxfam, ONU Femmes et leurs partenaires sont de quatre ordres.

165 MONOD BECQUELIN, A. et VAPNARSKY, V. (2010). L'Agentivité. Ethnologie et linguistique à la poursuite du sens, Paris, Ateliers d'Anthropologie, 2010.

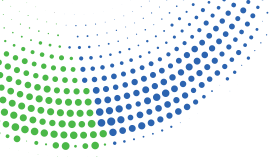
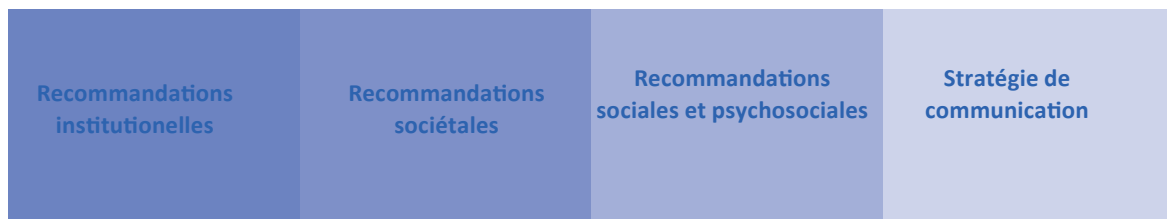


Schéma 7 : Synthèse des pistes d'action par thème



4. RECOMMANDATIONS INSTITUTIONNELLES

- **Mettre en œuvre le Plan d'Action National sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, en application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.** Sous l'égide du Ministère de la femme, de la famille et de l'Enfance et avec la contribution des membres de plusieurs ministères et organisations de la société civile, et le soutien technique l'ONU Femmes Tunisie, l'élaboration et la budgétisation d'une feuille de route pragmatique doivent permettre des avancées en matière de droits des femmes – conduisant à une meilleure inclusion politique, sociale et économique des femmes tunisiennes.
- **Sensibiliser les hommes et femmes présents dans les institutions nationales et locales,** aux questions relatives au genre, aux femmes et aux violences basées sur l'idéologie, aux hypothèses et stéréotypes auxquels ils renvoient; en parallèle, il est tout aussi important de former les fonctionnaires en charge de la prise en charge (affaires sociales, éducation, justice, police) des jeunes femmes associées aux groupes violents
- **Adopter des mesures spécifiques pour faciliter l'intégration des femmes dans les forces de défense et de sécurité (police et armée)** et œuvrer à un changement de l'image de la police (en particulier) par des rencontres et un meilleur dialogue avec les populations locales et les jeunes en particulier.
- **Dans le cadre du Plan d'Action National, prendre des engagements fermes pour le financement et la mise en œuvre de solutions alternatives et positives pour lutter contre l'extrémisme violent** en centrant sur sur l'agentivité des personnes, ainsi que sur la gouvernance et l'inclusivité des intervention. Ceci nécessite aussi , la promotion de messages positifs, l'optimisation des capacités individuelles, l'inclusion au sein de la communauté, le soutien psychosocial, les interventions socio-économiques de long-terme, plutôt que sur les approches habituelles de CVE /PVE superficiellement centrées sur la dissuasion et le « behavioral change » (changement comportemental).

Intégrer les femmes dans le développement et la mise en œuvre de programmes sur la prévention et la réponse à la « radicalisation » et à l'implication ou l'engagement dans les groupes violents , par la promotion de la participation des femmes aux stratégies tunisiennes correspondantes, au niveau nationale et locale. L'intégration des femmes peut se faire, au besoin, au moyen de quotas dans toutes les délégations, commissions formelles, comités, participant à l'élaboration des stratégies, politiques et programmes luttant contre les groupes et actes violents.

Assurer que les collaborations trans-frontalières avec d'autres pays du ANMO, d'Afrique de l'Ouest, et d'Europe en matière de lutte anti-terroriste soient sensibles au genre et en respect des droits humains des personnes dans ce type de collaboration.

- **Organiser des voyages d'études et d'échanges entre responsables nationaux** en charge de l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action régionaux ou nationaux au sein de la Tunisie (pour voir la variété des problèmes et solutions) et dans d'autres pays pour identifier et répliquer les meilleures pratiques en termes de CVE/PVE et qui engagent les communautés et les femmes, afin de promouvoir l'égalité de genre et le respects des droits humains.

5. RECOMMANDATIONS SOCIETALES

- **Former et soutenir financièrement et techniquement les organisations de femmes** (en particulier des organisations de jeunes femmes) afin qu'elles puissent :
 - 1) Faciliter les échanges entre générations pour favoriser l'échange des expériences, le dialogue des sensibilités ;
 - 2) Participer à la discussion de tous les sujets et thématiques des commissions de suivi, de prévention et de réponse à la radicalisation et l'extrémisme violent.
- **Capitaliser sur l'expérience des organisations de femmes en finançant et promouvant le partage et la conservation de la mémoire**, par exemple par l'écriture et la diffusion de témoignages sous diverses formes, y compris la production de documentaires basés sur des témoignages de femmes qui ont rejoint des groupes violents en Syrie ou autres zones de combat et sont rentrées de Syrie ou autres zones de combat, afin qu'elles racontent leur véritable expérience ;
- **Mettre en exergue les histoires individuelles proposant un contre-récit positif sur l'action des femmes au sein de la société tunisienne** en finançant et promouvant le partage et la conservation des bonnes pratiques sous diverses formes, y compris la production de documentaires et récits pour valoriser et vulgariser ces expériences : 1) femmes actrices de la paix et ; 2) participation communautaire.
- **Identifier et recenser les réseaux de femmes et organisations de femmes en Afrique de l'Ouest et du Nord** (voire au-delà) dans le domaine du dialogue social, de la paix et sécurité, de la prévention et de la réponse à la radicalisation, à l'extrémisme violent et au terrorisme, pour :
 - 1) Créer une plateforme commune d'échange d'informations, partage d'expériences, organisation de rencontres, et plaidoyer en faveur des valeurs de tolérance, partage et inclusion ;
 - 2) Travailler au décloisonnement des associations travaillant à l'inclusion et à l'émancipation des femmes, en systématisant les logiques de partenariat entre ces organisations et au sein même de ces organisations, aux échelons régionaux, nationaux ou locaux.
- **Développer des groupes de parole et dialogues communautaires participatifs**, pour que les différents acteurs expriment leurs frustrations, incompréhensions, et solutions éventuelles. Ces pratiques peuvent s'étendre aussi bien à l'échelle des communautés (dans les zones à forte densité de groupes radicalisés) que des familles ou des groupes d'adolescentes ;¹⁶⁶ et favoriseraient la consolidation du contrat social.
- **Renforcer les mécanismes de solidarité intra-communautaires**, pour que les sous-groupes sociaux ou communautaires contribuent à soutenir les individus les plus vulnérables en resserrant les mécanismes de solidarité et de partage. La participation des plus vieux (grand-mères) est notamment indispensable pour sensibiliser des jeunes femmes que les discours institutionnel, social ou parental ne convainquent plus.
- **Soutenir les programmes d'autonomisation des femmes (activités génératrices de revenus)**, afin de garantir des ressources nécessaires à leur participation accrue à la vie sociale et économique de leurs quartiers ou communautés. Différentes dimensions doivent être prises en compte afin d'optimiser ce type d'interventions : durabilité des programmes, valeur ajoutée pour la communauté, niveaux différenciés de qualifications, etc.

¹⁶⁶ L'ONG Search for a Common Ground semble avoir une certaine expérience de ce type d'exercice en Tunisie, ayant conduit de tels ateliers de dialogue dans six localités touchées par l'extrémisme violent. Entretien avec un représentant de Search for a Common Ground, mars 2017.

6. RECOMMANDATIONS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES

Mettre en œuvre des unités d'aide psychosociale multiforme, pour accompagner les femmes vulnérables et leur permettre : 1) d'aider les femmes à réfléchir à leur situation, à ce qui leur arrive et distinguer cela des conceptions qui relèvent de l'imaginaire/du fantasme., 2) de développer leur résilience afin de « mieux vivre » avec les éventuels séquelles ou traumatismes de l'enfance (violence, viol, etc.), tout en facilitant le nécessaire travail de constitution identitaire et de responsabilisation de soi. Dans cette perspective, les expériences conduites avec un succès au Danemark (SSP méthode ou méthode d'Aarhus) ces dernières années, sans être nécessairement transposables au contexte tunisien, sont porteuses d'enseignement en mélangeant des types d'accompagnement collectif et individuel :

- 1) Faire intervenir des équipes pluridisciplinaires, associant étroitement le tissu associatif et offrant un suivi psychologique personnalisé et des actions visant la réinsertion sociale ;
- 2) Mettre en place un système de mentor pour l'accompagnement des jeunes filles radicalisées ;
- 3) Evaluer la possibilité et faisabilité de cliniques mobiles, alliant soutien d'urgence et durable aux patients.¹⁶⁷

- **Sensibiliser les parents et jeunes aux risques d'internet et des réseaux sociaux**, dans un contexte où les jeunes tunisien(ne)s interrogés pour cette étude alertent de manière unanime sur les risques d'une utilisation non-critique des ressources du cyberspace. Les suggestions suivantes sont en particulier remontées des discussions de groupe et entretiens individuels :

- 1) Développer une pédagogie axée autour de la maîtrise des outils d'information et du sens critique ;
- 2) Tester la faisabilité et l'impact potentiels d'un guide à destination des parents pour évoquer les dangers dans l'utilisation d'internet et des réseaux sociaux.

- **Créer des espaces de sociabilisation pour les jeunes**, car l'espace public ne signifie pas seulement « place physique », mais renvoie aussi et surtout à la capacité de se tenir avec les autres groupes sociaux, en posant la question de la « civilité » et des « sociabilités ». L'espace public appelle donc, selon le sociologue Alain Vulbeau (2001), une interrogation essentielle : comment former un cercle qui n'empêche pas le passage ? comment mettre un œuvre un « savoir-faire collectif » ? En Tunisie, l'ennui et l'absence de lieu de sociabilisation sont souvent mis en exergue par les jeunes eux-mêmes pour expliquer leur mal-être. Sur ce point, les espaces de sociabilisation, favorisant les échanges culturels et les interactions entre milieux sociaux, sont de nature à contribuer à la construction identitaire et culturel des jeunes tunisiens. Deux approches sont possibles : 1) espaces dédiés aux jeunes (et non-soumis à l'autorité institutionnelle ou adulte) ; 2) espaces réservés aux jeunes filles et femmes.

- **Construire un réseau de complexes d'éducation artistique, physique et sportive**, pour favoriser l'ouverture et le respect de la différence, aider à construire des références identitaires alternatives, renforcer la cohésion sociale et enseigner des valeurs pratiques universelles aux participantes. Pour optimiser l'impact des activités sportives, il est important de se placer dans une démarche de projet ; le sport est en effet une pratique sociale et culturelle qui ne prend pleinement sens que si elle est intégrée à un projet plus global autour des populations et/ou des territoires. Au-delà des effets bénéfiques directs sur les jeunes tunisiennes pratiquant des activités sportives, l'hypothèse ici défendue est que le sport produit aussi des effets indirects sur l'ensemble de la société qui les entoure, et participe à une amélioration de la cohésion sociale et du vivre ensemble. A l'inverse de la logique de repli identitaire en cours dans tout processus de radicalisation, le sport enseigne – par l'exemple et la pratique directe – que l'identité ne s'obtient que par la sortie de soi, l'effort, la tension vers l'autre, et le jeu avec/pour autrui.¹⁶⁸

¹⁶⁷ Un moniteur du programme interrogé par The Guardian explique que leur objectif n'est « pas de les persuader de quitter leurs convictions religieuses » mais de « les aider à équilibrer cette perspective religieuse avec l'école, le travail, la famille. Avec la vie en fait. D'être capable de percevoir des questions depuis un angle différent, d'avoir une opinion plus nuancée. Un horizon plus large » - citation extraite de l'article de Jon HENLEY, How do you deradicalise returning ISIS fighters ? The Guardian, 12 Novembre 2014.

¹⁶⁸ Notons cependant avec Éric Debarbieux (2011), spécialiste de la violence à l'école, que le sport « ne mérite ni l'excès d'attente placée en lui ni le rejet qui ferait de tout sport une violence. Il faut le considérer comme l'élément d'un projet global d'éducation et non comme le remède préventif qui permettrait d'enseigner en étant débarrassé de la violence ». C'est en ce sens que le choix des sports pratiqués, les lieux d'emplacement, etc. doivent s'inscrire dans un projet directement en lien avec les logiques territoriales et générationnelles en jeu dans le cas de l'extrémisme des femmes en Tunisie.

7. STRATEGIE DE COMMUNICATION

- **Diffuser un contre-récit à contenu positif**, contre le discours « prophétique » d'exclusion et de haine des mouvements radicaux. Pour être efficace et crédible, ce contre-récit doit être à la fois créatif et ne pas être associé à la parole institutionnelle ('gouvernement tunisien' ou 'adultes'). Au Royaume-Uni, des initiatives non-gouvernementales ont par exemple été mises en place, comme la chaîne YouTube Abdullah X, créée en février 2014, à l'initiative d'un ancien radical ; la chaîne contient une dizaine de dessins animés où un personnage s'interroge sur le sens du terme djihad, les mécanismes de propagande ou la portée de la liberté d'expression. Le contre-récit efficace peut ainsi passer par la dérision et l'humour, ou encore par des contre-arguments théologiques, du fact-checking (vérification des faits).

Comme le suggère encore le directeur du Service d'Information du Gouvernement français, l'enjeu est ici d'ordre émotionnel et narratif : *« Il ne faut pas être seulement dans le registre rationnel : il faut comme Daech être dans celui de l'émotion, produire un récit, susciter de l'adhésion, rétablir un contact avec ceux qui se sentent rejetés. »*¹⁶⁹

- **Développer un plan de consultation et communication à deux voies** pour entendre les revendications des jeunes femmes et promouvoir une image positive de la femme dans la société tunisienne :

- 1) Encourager le partage d'expériences et d'actions dans un contexte de diversité culturelle, afin de casser la dynamique hypocrite qui utilise les tensions sociales associées à la radicalisation et au climat afférent pour légitimer une plus grande discrétion et un effacement des femmes de la vie publique ;

- 2) Permettre aux jeunes hommes et femmes (notamment autour des réseaux sociaux) d'exprimer de manière constructive et structurée leurs insatisfactions sociales, sociétales, économiques et culturelles des femmes et faire pression auprès des acteurs politiques afin de faciliter la prise en cause réaliste et progressive des revendications des tunisiennes ;

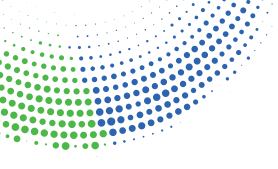
- 3) Identifier, engager et valoriser de personnalités tunisiennes féminines et masculines (artistes, sportifs, figures de la vie associative, femmes élues, femmes du secteur privé, des médias, des jeunes, etc.) pour porter le plaidoyer en faveur de la participation des femmes dans les processus d'inclusion sociale, économique, culturelle et politique des femmes tunisiennes – tant en zones urbaines que rurales, autant que possible ;

- 4) Désigner des ambassadrices (régionales, communautaires, urbaines, rurales) disposant d'un fort ancrage local pour développer des messages positifs, écouter les revendications des jeunes femmes tunisiennes à un échelon plus local/communautaire et nourrir des débats non-filtrés aux différents échelons de la société.

- **Créer un centre indépendant de réflexion autour de la question du positionnement relationnel (relational positioning) entre hommes et femmes en Tunisie**, sous l'égide d'Oxfam, UNWOMEN, et d'autres membres de la société civile tunisienne. L'enjeu est ici de jeter les bases d'une réflexion conceptuelle et pragmatique ambitieuse sur l'évolution des questions de masculinité et féminité en Tunisie :

- o Selon Avtar Brah (1996), l'idée de relational positioning renvoie à l'espace social 'où les idées de masculinité et de féminité sont identifiées, négociées ou contestées'. Pour Kimmel (2005), cette intersection des positions, à une époque de remise en cause des idéaux et de globalisation, peut être vue comme un des motifs de la 'crise de la masculinité' ('masculinity crisis') que traversent les hommes aujourd'hui : *"(Les hommes) considèrent qu'ils ont légitimement droit au pouvoir – par une combinaison de déterminations historiques, de schémas religieux, de destinée biologique et de légitimité moral – mais ils considèrent aussi qu'ils n'ont pas le pouvoir (...) par la perte de leur rôle économique au sein du foyer, par la perte de leurs occupations et métiers traditionnellement privilégiés, par la perte de l'estime et de l'autorité afférentes. Le sentiment de perte de contrôle progressive sur leur vie et leur environnement les fait réagir."*

¹⁶⁹ Christian Gravel, directeur du Service d'Information du gouvernement (SIG), cité dans PIETRASANTA, Sébastien, Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, 2015. La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme. Mission auprès du ministre de l'intérieur, Monsieur Bernard CAZENEUVE, confiée par le Premier ministre, Monsieur Manuel VALLS en Juin 2015. Documentation Française, Paris.



o Dans le contexte tunisien, ce phénomène est encore renforcé par la déception post-2011, la situation économique et la montée des radicalismes. La création d'un observatoire non-gouvernemental, porteur de propositions conceptuelles, stratégiques, et opérationnelles concrètes sur des questions sensibles de la vie du pays apparaît comme une nécessité. Un tel observatoire permettrait notamment d'approfondir les connaissances des normes sociales qui sous-tendent la violence extrémiste, de promouvoir des modèles de masculinité positive, et d'analyser le lien entre les différentes formes de violence (de la sphère privée jusqu'à la sphère publique).

Annexe 1 – Sémantique

Trois idées principales peuvent être tirées des définitions du glossaire :

- A. L'extrémisme forme une sorte de socle idéologique alternatif qui tente d'englober toutes les sphères de l'existence et que l'on peut comprendre à travers le prisme de la "résistance".
- B. L'importance du qualificatif de "violence" lorsqu'on analyse les groupes extrémistes
- C. La confusion sémantique entre extrémisme violent, terrorisme et radicalisme est toujours possible, compréhensible et souvent politisée.

A. Le prisme de la résistance

- **L'extrémisme forme un « tout » idéologique.** Tout d'abord si les groupes extrémistes violents mettent généralement en avant leurs conceptions religieuses ou politiques pour justifier leur engagement pratique, il est important de noter que l'extrémisme se conçoit aussi comme un agencement socio-économique alternatif, c'est-à-dire que la réponse extrême vise à modifier les formes religieuses ou politiques actuelles mais qu'elle offre aussi des alternatives sur le plan social ou économique. En réalité, même si les groupes de l'extrémisme se caractérisent souvent au travers d'un seul pan idéologique (politique, religieux.), il est important de noter qu'ils offrent une conception alternative du monde qui touche différentes sphères et qui s'écarte des situations actuelles et jugées socialement "normales" au point d'être considéré comme "extrême".
- **La résistance comme prisme d'analyse: comprendre comment s'articulent les notions de structures et agentivité dans le cadre de l'extrémisme violent.** Poloni-Staudinger et Ortbals¹⁷⁰ notent que « le terrorisme de l'un provoque souvent le terrorisme de l'autre ». On peut ainsi se demander si l'extrémisme n'est pas une réaction à des actions étatiques ou sociales elles-mêmes perçues comme totalitaires, terroristes ou extrêmes.¹⁷¹ Cette conception permet d'introduire la notion de « résistance » dans le prisme d'analyse de l'extrémisme violent. L'idée de résistance n'implique pas une héroïsation des actions mais plutôt une approche conceptuelle permettant de dépasser l'analyse de l'extrémisme violence comme une situation « exceptionnelle ». Il s'agit en réalité de concevoir les processus de résistance au travers du prisme des études subalternes qui lient résistance et le « quotidien ».¹⁷² **Appliqué au phénomène de la violence, la notion de résistance permet de concevoir comment l'extrémisme violent est lié à des formes de marginalisations idéologiques, sociales, économiques qui en font un « weapon of the weak ».**¹⁷³

De plus, le concept de résistance allié à la notion de quotidien permet d'analyser non seulement les actions directes d'extrémisme violent (et notamment terroristes) mais le champ d'actions, d'activités et les idéologies qui servent de soutien aux actions violentes et auxquels les femmes sont souvent associées. L'utilisation conceptuelle de la notion de « résistance » permet donc d'associer les causes structurelles de l'extrémisme violent avec les causes individuelles liées aux motivations personnelles des individus. **Cette approche permet de concevoir le processus de l'extrémisme violent comme étant un rapport entre "structure" et "agentivité" et ainsi comprendre la violence comme un processus ayant deux dimensions, une matérielle et une symbolique.** Il ne s'agira enfin pas de percevoir l'extrémisme violent comme englobant des formes de militantisme politique (de gauche par exemple). Dans l'expression « extrémisme violent », l'attention est principalement portée sur les modes d'expression de la violence, plutôt que sur la notion d'extrémisme en tant que politique extrême.

170 POLONI-STAUDINGER, L. & ORTBALS, C. D. 2013. *Terrorism and Violent Conflict Women's Agency, Leadership, and Responses*, New York, Springer.

171 Dans le cas de la Tunisie, la répression subie par les mouvements et les partisans extrémistes sous les régimes de Bourguiba et Ben Ali, ont à ce propos pu créer des sentiments de persécution important.

172 BROWN, K. E. 2011. *Blinded by the Explosion? Security and Resistance in Muslim Women's Suicide Terrorism*. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) *Women, Gender, and Terrorism*. Athens & London: The University of Georgia Press.

173 SCOTT, J. C. 1985. *Weapons of the Weak, Everyday Forms of Peasant Resistance*, London & New Haven, Yale University Press.

B. Le rapport à la violence politique

- **L'extrémisme violent** : une forme de violence politique? Concevoir l'extrémisme violent signifie s'intéresser à l'un des aspects de la « violence politique ».

- Violence politique: Se définit comme des types de situations « associées à la politique d'une manière ou d'une autre et où la force est utilisée comme un moyen de coercition sur les autres ».¹⁷⁴

- Elle n'implique pas nécessairement (1) une conception idéologique et/ou (2) une justification de l'usage de la violence.

Par opposition la notion « d'extrémisme » est souvent un jugement normatif imposé sur certains groupes, c'est-à-dire que ce ne sont pas les groupes eux-mêmes qui se définissent comme étant extrêmes.¹⁷⁵ En réalité, les groupes dits « extrémistes » jugent leurs actions comme faisant pleinement partie des normes et de ce qu'ils conçoivent comme étant la norme. **Ainsi – sans tomber dans les travers des réflexions binaires ou le relativisme – on trouve dans le terme “extrémisme” une confrontation de perceptions entre doxa et marges, entre les idéologies majoritaires et celles se trouvant d'un bout à l'autre du spectre idéologique.**

Dans le cadre de cette étude, l'extrémisme implique le qualificatif « violent » car il ne s'agit pas de porter un jugement normatif mais de saisir ces groupes à partir de la manière dont ils se représentent eux-mêmes et de mettre leur perception en relation avec la manière dont ils sont représentés dans l'opinion. L'extrémisme violent veut aussi dire que les groupes définis comme tels ont (peut-être un seul des critères ou tous) (1) un discours prônant des stratégies violentes pour atteindre les résultats (2) des méthodes violentes (que ce soit de violence à l'égard de personnes civiles ou non) (3) sont jugés comme violents par l'opinion publique. Il faut noter aussi que l'usage de la violence peut se faire à l'encontre de civils ou de représentants de l'État, car comme le cas de la Tunisie le montre, les groupes liés à l'extrémisme violent ont régulièrement posé l'État comme cible principale.¹⁷⁶ Enfin, l'extrémisme violent est considéré dans sa dimension locale mais aussi régionale et globale afin que les groupes prônant l'exportation du Djihad vers d'autres régions du monde puissent aussi être analysés dans ce prisme, même si leurs stratégies locales peuvent être vues comme non-violentes, comme l'action caritative d'Ansar al Charia dans les années 2013 l'illustre bien.¹⁷⁷

C. La confusion des termes : terrorisme et radicalisme

- **Le “terrorisme”, terrain de confusion sémantique.** Le terme “terrorisme” est souvent utilisé comme un mot-valise, parfois désignant une idéologie, une fin en soi, d'autres fois désignant une tactique à caractère politique visant à asseoir des projets idéologiques.¹⁷⁸ Une des spécificités de la présente recherche est de prendre en compte les causes d'une telle confusion idéologique et de comprendre leur instrumentalisation politique et idéologique. Une confusion similaire consiste à automatiquement lier les groupes extrémistes à une forme de violence, une confusion avec laquelle jouent notamment les discours officiels du pouvoir central.

- **Nommer l'ennemi : le choix politique de présenter certains groupes comme terroristes, et l'importance analytique de dépasser le discours officiel.**¹⁷⁹ Cette confusion est liée à un autre point : ce que l'État perçoit comme du terrorisme ou de l'extrémisme politique ne correspond pas nécessairement à ce que perçoivent

174 POLONI-STAUDINGER, L. & ORTBALS, C. D. 2013. Terrorism and Violent Conflict Women's Agency, Leadership, and Responses. Chapter 1, p3. New York, Springer.

175 Comme c'est le cas pour certains groupes salafites comme Ansar al Chariah, et peut-être à part certains groupes anarchistes.

176 Dans le cas de la Tunisie, les forces de sécurités ont été spécifiquement visées lors de leurs opérations dans le mont Chaambi (comme celle du 16 juillet 2014) ou dans Tunis même lors de l'explosion d'un car de la garde présidentielle tunisienne, faisant 14 morts (24 novembre 2015).

177 THOMSON, D., 2013 La tentation du Djihad. Reportage ARTE / France 3

178 lecteur pourra utilement se référer à STREIGHNER, J.L., 2015 Violent Extremism: An Examination of a Definition Dilemma. Australian Security and Intelligence Conference.

179 KALYVAS, S. 2000. “New’ and ‘Old’ Civil Wars: Is the Distinction still Valid?” Conférence CERI., Sciences Po Paris

les différents groupes sociaux. Par exemple, certains groupes sociaux peuvent implicitement soutenir des groupes extrémistes sans toutefois s'engager au sein de ces groupes. L'exemple du soutien envers le Hezbollah dans certains quartiers de Beyrouth peut constituer un parallèle pertinent dans la mesure où la population des quartiers nord a dans sa grande majorité une perception positive de l'action du Hezbollah comme acteur de la planification urbaine et du développement économique dans ces quartiers.¹⁸⁰ Samuel Hall a par ailleurs constaté lors de terrains préalables que les concepts et termes liés au terrorisme, à l'extrémisme et au salafisme ne sont pas politiquement neutres et font souvent l'objet d'une compétition dans la sphère sociale, afin de conférer une légitimité politique ou religieuse, ou discréditer certains groupes.¹⁸¹ Lors de la recherche de terrain, une attention particulière a été portée à la distinction entre les différentes formes de soutiens (actifs et passifs) aux groupes, ainsi qu'aux contrastes entre les discours officiels et les conceptions locales.

• **La confusion entre extrémisme violent et radicalisme.** Les termes « radicalisme » et « radicalisation » semblent renvoyer à une certaine passivité des individus se retrouvant dans des structures extrémistes, supposément contre leur gré.¹⁸² S'il y a bien une certaine vulnérabilité qu'il est important de considérer et qui est liée à des facteurs de marginalisation sociale, politique, économique,¹⁸³ il est néanmoins nécessaire de noter aussi l'autonomie (agency) des individus et de leurs engagements. Ainsi, l'insistance sur l'expression "extrémisme violent" plutôt que "radicalisme" ou "terrorisme", permet non seulement d'approcher les motivations qu'ont certains individus de rejoindre ces groupes mais laisse aussi une fenêtre pour analyser les causes structurelles liées au contexte. En effet, la littérature approchant l'extrémisme violent à partir du profil du « suicide-bomber » dérive souvent dans des portraits d'individus vus comme hors-normes et tient peu compte des déterminants culturels, politiques.

180 FAWAZ, M. 2014. The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study. *International Journal of Urban and Regional Research*, 38, 922-934; HARB, M. and LEEINDERS, R. 2005,

"Know the Enemy: Hezbollah, 'Terrorisme', and the Politics of Perception." *Third World Quarterly*. 26(1)

181 Ce point a notamment été étudié par Samuel Hall lors d'un terrain de recherche récent en Mauritanie sur le sujet de l'extrémisme violent: nommer les groupes et les individus selon certaines catégories comme "salafiste", "terroriste", "djihadiste", ou même "vrai musulman" relève d'un processus socialement situé permettant de légitimer ou discréditer certaines affiliations doctrinales à travers un discours tel que "ces gens-là (les djihadistes) ne sont pas des vrais musulmans" (entretien avec un ancien responsable politique mauritanien, Nouakchott, Janvier 2017), ou "Il y a un mélange là. Les salafistes violents, c'est l'apparence des salafistes mais pas vraiment des salafi" (Entretien avec un étudiant en droit islamique à Médine via Skype, Janvier 2017).

182 On pourra utilement se référer aux exemples nombreux de jeunes occidentaux revenant de Syrie, présentés et se présentant comme les victimes d'un phénomène les dépassant. THOMSON, D. 2015. *Les Français djihadistes*. Editions les Arènes.

183 Entretiens avec Selma Belaala, chercheuse en sciences sociales spécialisée sur l'extrémisme violent, Kaboul et Nouakchott, octobre et novembre 2016.



Annexe 2 – CVE et justice de genre

Comme le note l'International Crisis Group, « la réaction de l'État tunisien face à la menace terroriste de 2013-2014 a consisté en **la création de nombreuses structures bureaucratiques** essentiellement liées au ministère de la défense, de la justice et de l'intérieur. »¹⁸⁴ avec la création notamment du Conseil National de Sécurité (Présidence de la République), de la cellule de la gestion sécuritaire, de la Commission Nationale contre le terrorisme (Présidence du gouvernement), de la Commission de l'organisation de l'administration des forces armées et de Commission sécurité et défense (Assemblée des Représentants du Peuple), de la Commission nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme (Ministère des Affaires Étrangères), du Comité suprême pour la sécurité publique (Ministère de l'Intérieur), la réorganisation des services de renseignements du ministère de la Défense autour de l'Agence des renseignements et de la sécurité pour la Défense, et du Pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme et le crime organisé (ministère de la Justice).

Dans le domaine du judiciaire, le projet de loi organique n° 2014-9 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent (voté en 2015 et qui remplace la loi de 2003) ainsi que plusieurs lois donnant plus de pouvoirs aux forces de l'ordre (notamment l'autorisation de garder une arme à feu hors-service pour les forces policières) s'inscrivent dans cette tendance. Comme le note l'IADH ou Amnesty International, le cadre légal donné par la loi de 2015 se centre sur l'aspect sécuritaire de la lutte contre le terrorisme et constitue même une potentielle atteinte aux droits de l'homme en à travers les dérives sécuritaires des forces de l'ordre mais aussi à travers le renouveau du débat sur l'utilisation de la peine de mort. Le gouvernement a annoncé à la fin de 2016 la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent qui devra permettre de concrétiser une série de politiques publiques dédiées sous l'égide de la commission nationale de lutte contre le terrorisme. Néanmoins le rapport n'a pour l'instant pas encore été partagé avec la société civile qui a déploré le manque d'inclusion et de dialogue avec les associations.¹⁸⁵

En terme de prévention cependant, le journaliste David Thomson a récemment pointé le manque de stratégie de la part des décideurs tunisiens face à la question de l'Extrémisme violent, à la fois incapables, selon lui de prendre en considération les revendications socio-économique des régions rurales, pourtant à l'origine de de la révolution, et refusant de voir le dynamisme et de l'attrait de l'extrémisme violent en Tunisie, ancrés dans la matrice ancienne de la Tunisie, pays des droits de l'hommes et du code du statut personnel.¹⁸⁶ Ce dernier point semble particulièrement important et est à mettre en perspective avec la désorganisation des services de sécurité tunisien, et notamment du ministère de l'Intérieur à la suite de la révolution.

Une hypothèse à vérifier au travers d'entretiens avec des acteurs de l'Etat tunisien est que **le gouvernement n'ait pas de stratégie PVE/CVE clairement définie mais s'appuie sporadiquement – et en fonction des connexions personnelles – sur certaines institutions de la société civile**. On note par exemple qu'UTIL a une ligne de communication directe avec des représentants de l'Etat bien que même l'association elle-même note le manque de dialogue avec les instances du pouvoir étatique. A travers quelques entretiens ou le rôle de l'Etat tunisien a été évoqué, de nombreux acteurs ont noté l'intérêt d'avoir un "réseau" et des contacts personnels au sein des différents ministères pour pouvoir pousser certains dossiers dont celui du lien entre le genre et l'extrémisme violent. Ces observations permettent de noter l'absence d'une stratégie cohérente de la part de l'Etat ainsi que la continuation de pratiques de copinage et d'une forme de lobbying qui déterminerait en partie l'agenda politique des administrations étatiques. Certaines initiatives, à plus petite échelle valent cependant la peine d'être soulignées comme l'initiative de contre-discours "Ghodwa

184 INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale ». Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°50, 22 juin 2016

185 <http://www.leaders.com.tn/article/21179-tout-sur-la-strategie-nationale-de-lutte-contre-l-extremisme-et-le-terrorisme>

186 BELLAMINE, Y., 20 décembre 2016. "Le « déni tunisien » face à la menace djihadiste explique leur nombre en Syrie affirme le journaliste français David Thomson", Slate.fr

Khir”, appuyée par le ministère des affaires religieuses mais dont les programmes tangibles ne sont pas encore très clairs.

De ce point de vue il était utile d’inclure dans la phase de recherche (et notamment les entretiens préliminaires) le discours étatique lié aux PVE/CVE en rapport avec leur mise en place ou non. En l’état actuel des choses, il semble qu’à la suite des années 2013-2014, l’Etat Tunisien ait pris des initiatives juridiques et organisationnelles pour renforcer la réponse sécuritaire vis-à-vis du terrorisme, comme cette étude l’a souligné dans la sous-section 2.4. Néanmoins il est clair que ces initiatives ne correspondent pas à une stratégie cohérente et coordonnée de toutes les parties prenantes gouvernementales, et surtout, que l’État ne déploie que des initiatives de type purement répressives, et sans aucune activité de prévention. Par ailleurs, en l’état actuel de cette recherche, le genre n’a en aucun cas été posé par le gouvernement comme un enjeu opérationnel ou d’analyse du phénomène.

Annexe 3 – Bibliographie

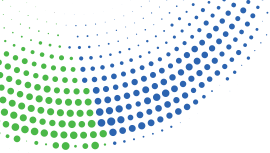
Tableau 6 : Méthodologie de la revue documentaire

Identification	Ressources académiques identifiées 102	Autres ressources (livres et articles de journaux ou web) 38
Sélection	Ressources sélectionnées par le résumé 140	
	Ressources après élimination des doublons 132	
Eligible	Intégralité des ressources éligibles 120	
Inclus	Articles inclus dans la liste suivante 93	

- ABU-LUGHOD, L. 2013. *Do Muslim Women Need Saving?* Cambridge & London, Harvard University Press.
- AGGOUN, A. 2006. Le Martyr en Islam. Considérations générales, in *Etudes sur la Mort*, 2006/2 (n°130)
- ÅHÄLL, L. 2012. Motherhood, Myth and Gendered Agency in Political Violence. *International Feminist Journal of Politics*, 14, 103-120.
- AYARI, M. B. & MERONE, F. 2014. Ansar al-charia Tunisie: une institutionnalisation à la croisée des chemins. In: CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*. Les Presses de l'Université de Montréal.
- BELLAMINE, Y., 20 décembre 2016. "Le «déli tunisien» face à la menace djihadiste explique leur nombre en Syrie affirme le journaliste français David Thomson", *Slate.fr*
- BEN JEMIA, M. 2016. Lecture de l'article 46 de la Constitution in PNUD (2016), *La Constitution de la Tunisie, processus, principes et perspectives*
- BEN YAGHLANE, B., "Women can help fight terrorism in Tunisia" *The Huffington Post* online. Date unknown.
- BESSIS, S. 1999. Le féminisme institutionnel en Tunisie. *Clio. Femmes, Genre, Histoire*,
- BLANQUET, B. 2010. Les attaques du corps à l'adolescence, *Dialogue* 2010/1 (n° 187), p. 141-150.
- BLOOM, M. 2007. Female Suicide Bombers: A Global Trend. *Daedalus*, 136, 94-102.
- BOUKHARS, A. 2016. Exclusion and Despair Make Tunisia's Border Regions a Powder Keg. *World Politics Review*.
- BOURDIEU, P. 1977. La paysannerie, une classe objet. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 17-18, novembre 1977. La paysannerie, une classe objet.
- BRAH, A. 1996. *Cartographies of Diaspora. Contesting Identities*. London & New York: Routledge.
- BRESILLON, T., 2015 "Pourquoi les jeunes Tunisiens s'engagent dans le Jihad?" *Alternatives Economiques*. 7 avril 2015.
- BROWN, K. E. 2011. Blinded by the Explosion? Security and Resistance in Muslim Women's Suicide Terrorism. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) *Women, Gender, and Terrorism*. Athens & London: The University of Georgia Press. BUTLER, J. 1990. *Gender Trouble. Feminism and the Subversion of Identity*. London & New York, Routledge [2d ed. 1999; traduction française (2005). *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*. Paris, La Découverte].
- CAMAU, M. & VAIREL, F. (eds.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*. Les Presses

de l'Université de Montréal.

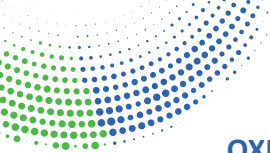
- CAWTAR 2014. Gender and Decentralization in Jordan, Libya, Tunisia and Yemen. Tunis: Center of Arab Women for Training and Research.
- CSF – SCF 2016. L'engagement des femmes dans la radicalisation violente, Centre de Prévention de la Radicalisation menant à la Violence, Québec, Secrétariat à la condition féminine (SCF) et le Conseil du statut de la femme (CSF), Octobre 2016.
- CUNNINGHAM, K. J. 2010. Cross-Regional Trends in Female Terrorism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 26, 171-195.
- DEBARBIEUX, E. 2011. A l'école des enfants heureux... enfin presque. Paris : Unicef
- DWORKIN, A. et EL MALKI, F-Z. 2018. The southern front line: EU counterterrorism cooperation with Tunisia and Morocco, European Council on Foreign Relations, 15 February 2018.
- ESPOSITO, J., et al. 2014, *The Oxford Dictionary of Islam*, Oxford University Press.
- FAHMI, G. & MEDDEB, H. October 2015. Market for Jihad: Radicalization in Tunisia. Washington DC: Carnegie Middle East Center.
- FAWAZ, M. 2014. The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study. *International Journal of Urban and Regional Research*, 38, 922-934;
- FTDES. 2016. Le terrorisme en Tunisie à travers les dossiers juridiques. Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.
- GARTENSTEIN-ROSS, D, & ZELIN, A., 2013. "Did Tunisia's Salafi Jihadists Just Announce Their Allegiance to al-Qaeda?", 23 March 2013, al-Wasat
- GARTENSTEIN-ROSS, D., 2013. "Why is Ansar al-Sharia Tunisia's leader threatening the government?" 28 March 2013, al-Wasat.
- GAVERIAUX, L-M. 2015. Kasserine ou la Tunisie abandonnée, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2016. Cité dans *Le Monde Diplomatique, Manière de Voir, Le Défi tunisien*, août-septembre 2018, p.85.
- GENTRY, C. E. 2009. Twisted Maternalism. *International Feminist Journal of Politics*, 11, 235–252.
- GENTRY, C. E. & SJOBERG, L. 2011. The Gendering of Women's Terrorism. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) *Women, Gender, and Terrorism*. Athens & London: The University of Georgia Press.
- GTCF & OSCE 2013. Good Practices on Women and Countering Violent Extremism. Global Counter terrorism Forum
- HALVERSON, J. R., RUSTON, S. W., & TRETHERWEY, A. 2013. "Mediated Martyrs of the Arab Spring: New Media, Civil Religion, and Narrative in Tunisia and Egypt". *Journal of Communication*, 63(2), 312–332
- HARB, M. and LEEINDERS, R. 2005, "Know the Enemy: Hezbollah, 'Terrorisme', and the Politics of Perception." *Third World Quarterly*. 26(1)
- HBILA, C. 2012. Jeunes de quartiers populaires et politiques de jeunesse : Adhésion et résistance des jeunes. *Sociologie*. Université de Rennes 2, 2012.
- HENLEY, J. How do you deradicalise returning ISIS fighters ? *The Guardian*, 12 Novembre 2014.
- HIBOU, B. 2006. La Force de l'Obéissance: Economie politique de la répression en Tunisie, Paris, Editions la Découverte.
- INTERNATIONAL ALERT (ed.) 2015. Politics on the margins of the state and institutions. Tunis: International Alert & Arabesque.
- INTERNATIONAL ALERT. 2015. Experiences and perception of young people in Tunisia – The case of Douar Hicher and Ettadhamen. *International Alert*.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP. 2016. « Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale ».



Briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°50, 22 juin 2016

- INTERNATIONAL CRISIS GROUP. 2015. Réforme et stratégie sécuritaire en Tunisie. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord. International Crisis Group.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP. 2013. Tunisie : violences et défi salafiste. Rapport Moyen-Orient/ Afrique du Nord. International Crisis Group.
- ISPAHANI, F. 2016. Women and Islamist Extremism: Gender Rights Under the Shadow of Jihad. *The Review of Faith & International Affairs*, 14.
- KALYVAS, S. 2000. "‘New’ and ‘Old’ Civil Wars: Is the Distinction still Valid?" Conférence CERL., Sciences Po Paris
- KAUFMANN, J-C. 2014. Identités : La bombe à retardement, (Textuel).
- KHALIL, J. et ZEUTHEN, M. 2016. 'Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation', RUSI Whitehall Report 2-16.
- KHALILI L. 2007. *Heroes and Martyrs of Palestine*, Cambridge University Press
- KHOSROKHAVAR, F. 2015. *Radicalisation*. Edition de la Maison des Sciences de l'Homme.
- KNOP, K. V. 2007. The Female Jihad: Al Qaeda's Women. *Studies in Conflict & Terrorism*, 30, 397-414.
- LAMLOUM, O. 2015. Politics on the margins in Tunisia: Vulnerable young people in Douar Hicher and Ettadhamen. P.24
- LAMLOUN, O. et TABET, M. *Voices from Kasserine (2016) – film documentaire*.
- LAMLOUN, O. et TOSCANE, L. 2018. Les femmes tunisiennes, un bien commode alibi, dans *Le Monde Diplomatique*, Manière de Voir, Le Défi tunisien, août-septembre 2018
- LAROUCI, H. 2009. Femme et micro-crédit en Tunisie le micro-crédit, outil de valorisation de la femme au sein de la famille ? *Revue Tiers-Monde* 2009/3 (n°199).
- LE BRETON, D. 2005. La scène adolescente : les signes d'identité », *Adolescence* 2005/3 (no 53), p.587- 602.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, Manière de Voir, Le Défi tunisien, août-septembre 2018
- LEEDE, S. D. 2016. Women's rights initiatives in countering and preventing violent extremism. Internal Report: Women on the Frontline (WoF).
- MARKS, M. 2013 "Youth Politics and Tunisian Salafism: Understanding the Jihadi Current", *Mediterranean Politics*, 18(1),104-111
- MARZOUKI, N. 2015. "Tunisia's Rotten Compromise," *Middle East Research and Information Project*, July 10, 2015, <http://www.merip.org/mero/mero071015>.
- MEJRI, W. 4 janvier 2017. "‘Terroristes’ en Tunisie: que révèlent les dossiers judiciaires?". Inkyfaya. Accessible à : <https://inkyfada.com/2017/01/terroristes-tunisie-dossiers-justice/>
- MERONE, F. 2013 « Interview with a member of Ansar al-Charia » *Jadaliyya*.
- MERONE, F. 2014. Enduring Class Struggle in Tunisia: The Fight for Identity beyond Political Islam. *British Journal of Middle Eastern Studies*.
- MONOD BECQUELIN, A. et VAPNARSKY, V. 2010. *L'Agentivité. Ethnologie et linguistique à la poursuite du sens*, Paris, Ateliers d'Anthropologie, 2010.
- MOOS, O. 2017. Le phénomène djihadiste en Tunisie, *Religioscope, Etudes et Analyses*, n°40, Décembre 2017
- NOUIRA, I. 2015. "La mère des terroristes Rahma et Ghofrane Chikhaoui : Ma fille reviendra pour faire un attentat en Tunisie !", 16 septembre 2015, *Business News*
- OXFAM 2017. *Young Couples in Good Times and Bad, Social norms that perpetuate violence against women and girls among young Tunisians in peri-urban areas*, Oxfam Research Reports
- OXFAM 2015. Final Draft: Oxfam internal briefing on 'counter-terrorism' (C-T) measures, laws, policies and initiatives.
- PACKER, G., 2016. "Exporting Jihad", 28 March 2016, *The New Yorker*

- PIETRASANTA, Sébastien, Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, 2015. La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme. Mission auprès du ministre de l'intérieur, Documentation Française, Paris.
- PNUD (2016), La Constitution de la Tunisie, processus, principes et perspectives
- POLONI-STAUDINGER, L. & ORTBALS, C. D. 2013. Terrorism and Violent Conflict Women's Agency, Leadership, and Responses, New York, Springer.
- REPUBLIQUE DE TUNISIE. 2014. Constitution tunisienne de 2014, article 46. Traduction Monia Ben Jemia.
- SALEM, M. B. & CHEIKH, S. B. 2013. Politique et jeunes femmes vulnérables : Étude qualitative: Gafsa - Kasserine - Tozeur. UNESCO & CAWTAR.
- SAMUEL HALL, 2017, La mobilité et les migrations dans l'extrémisme violent en Mauritanie. A paraître.
- SAROGLU V. 2005. Sectes ou religions, quelles différences ? Cerveau & Psycho ; 10.
- SASSEN, S. 2000. Women's burden: Counter-geographies of globalization and the feminization of survival. Journal of International Affairs, 53.
- SCOTT, J. C. 1985. Weapons of the Weak, Everyday Forms of Peasant Resistance, London & New Haven, Yale University Press.
- SCOTT, J. W. 1986. Gender: A Useful Category of Historical Analysis. The American Historical Review, 91.
- SIXTA, C. 2008. The Illusive Third Wave: Are Female Terrorists the New "New Women" in Developing Societies? Journal of Women, Politics & Policy, 29, 261-288.
- SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. 2007. Mothers, Monsters, Whores: Women's Violence in Global Politics, New York, USA, Zed Books. On peut traduire "whore" par pute.
- SJOBERG, L., COOKE, G. D. & NEAL, S. R. 2011. Women, Gender, and Terrorism. P.6. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) Women, Gender, and Terrorism. Athens & London: The University of Georgia Press.
- SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE / BANQUE MONDIALE. 2018. Miser sur les femmes en Tunisie (IFC – The World Bank).
- STRIEGHER, J-L. 2015. « Violent extremism: An examination of a definition dilemma. » Australian Security and Intelligence Conference.
- THE WORLD BANK, 2014. Breaking the Barriers to Youth Inclusion in Tunisia, Centre for Mediterranean Integration.
- THOMSON, D. 2015. Les Français Djihadiste. Editions Les Arènes. et LANGLOIS, R. LADOUS M., HUVER, E., Vidéo: Les soeurs, les femmes cachées du Jihad. 2017 France 24
- THOMSON, D., 2013 La tentation du Jihad. Reportage ARTE / France 3
- TSOURAPAS, G. 2013. The Other Side of a Neoliberal Miracle: Economic Reform and Political De-Liberalization in Ben Ali's Tunisia. Mediterranean Politics, 18, 23-41.
- UN WOMEN, Training Center, Gender Equality Glossary.
- VERDIER, M. 2018. La Tunisie, pionnière de réformes en terre d'islam, La Croix du 21 juin 2018.
- VULBEAU, A. (dir), 2001. La jeunesse comme ressource : expériences et expérimentation dans l'espace public, Ramonville Saint-Agne, OBVIES / ERES.
- WIBTROBE, R. 2006. Extremism: The Political Economy of Radicalism, Cambridge, University Press.
- ZELIN, A. 2013. "Who is Tunisia's Salafi Cleric Shaykh al-Khatib al-Idrisi?", 24 October 2013, al-Wasat
- ZELIN, A. 2012. "Jihadi Soft Power in Tunisia: Ansar al-Shari'ah's Convoy Provides Aid to the Town of Haydrah in West Central Tunisia", 21 February 2012, al-Wasat



OXFAM

Ensemble, nous pouvons construire un monde plus juste sans pauvreté

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui travaillent ensemble, avec des partenaires et communautés locales, dans plus de 90 pays.

Une personne sur trois dans le monde vit dans la pauvreté. Nous sommes déterminés à changer cela en mobilisant le pouvoir citoyen contre la pauvreté.

Tout autour de la planète, nous nous efforçons de trouver des solutions pratiques et innovantes pour aider les individus à s'extraire de la pauvreté et à s'épanouir. Nous sauvons des vies et aidons les personnes touchées par des crises ou catastrophes à reconstituer leurs moyens de subsistance. Et nous militons afin que les populations pauvres se fassent entendre et pèsent sur les décisions, aussi bien locales qu'internationales, qui les affectent. Dans l'ensemble de nos activités, nous travaillons avec des organisations partenaires aux côtés de femmes et d'hommes vulnérables afin de mettre fin aux injustices qui causent la pauvreté.

OXFAM en Tunisie

contact : info.tunisia@oxfam.org

Adresse : 1er étage, Pacha Centre - Bloc C, 75 Avenue Kheireddine Pacha, Tunis

Téléphone : 71 906 806

ONU Femmes :

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès dans la réponse apportée à leurs besoins partout dans le monde.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour parvenir à l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour veiller à l'application effective de ces normes et à ce que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le monde. Nous intervenons à l'échelle mondiale pour faire de l'ambition des Objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et nous soutenons la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en mettant l'accent sur cinq domaines prioritaires :

- renforcer le leadership des femmes et leur participation ;
- mettre fin à la violence à l'égard des femmes ;
- intégrer les femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité ;
- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- et placer l'égalité des sexes au cœur des processus de planification et de budgétisation au niveau national.

ONU Femmes en Tunisie :

Résidence le Prestige, Tour A, 1er étage, rue du lac Windermere 1053 - Les Berges du Lac 1

Tél. : 36 011 680

Cette étude a été réalisée par le bureau de Samuel Hall,

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.samuelhall.org

